

Journal  
belge  
mondial!

# Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

« Il n’y a pas d’espèces nuisibles ! »

S. Kimo  
Pages 16-17

Cordon sanitaire  
et strangulation

Bernard Legros  
Page 19

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue Théophile Vander Elst, 89 - 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



DOSSIER

Pourquoi un dossier  
sur l’expertise ?

Pages 6 à 15

Illustration: Barbara Prévitali



## SOMMAIRE

**Quand les chiens de garde du journalisme se la jouait « alternatif »**

Alexandre Penasse / Page 2

**Sur la route...**

Hervé Krief / Page 3

**Impérialisme : racines philosophiques et autres voies**

Daniel Zink / Pages 4-5

## DOSSIER

**Pourquoi un dossier sur l'expertise ?**

Dossier coordonné par Valérie Tilman et Joonas Parikka / Pages 6 à 15

**Perseverare satanicum**

Joonas Parikka / Page 7

**Quelques questions à propos des experts et de la déontologie...**

Laurence Van Ooteghem, Prof. dr. Martin Zizi, / Pages 8-11

**La défiance envers les experts sélectionnés par le pouvoir et certains médias n'est pas de la défiance envers la science**

Valérie Tilman / Page 11

**L'Université citoyenne, indépendante et responsable ?**

Valérie Tilman / Page 12

**Les autres conflits d'intérêts**

Joonas Parikka / Page 13

**Il n'y a pas d'instance scientifique suprême !**

Tamara Nissen et Valérie Tilman / Page 14

**La démocratie et le bien commun : une histoire d'experts ou l'affaire de tous ?**

Valérie Tilman / Page 15

**Il n'y a pas d'espèces nuisibles !**

S. Kimo / Pages 16-17

**Réponse à l'enquête publique à propos de l'augmentation des radiations électromagnétiques**

Francis Leboutte / Pages 18-19

**Cordon sanitaire et strangulation**

Bernard Legros / Page 19

**J'ai demandé à la Lunt...**

**Ou comment le capitalisme du désastre investit pour un « nouveau monde »**

Alexandre Penasse / Pages 20-21

**Fils de pub**

Alain Adriaens / Page 22

**Vu, lu, entendu**

Pages 22-23

**De quoi Kairos est-il le nom ?**

Michel Weber / Page 24

ABONNEZ-VOUS  
À KAIROS\*

\* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte : 523-0806213-24  
IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB,  
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : [www.kairospress.be/abonnement](http://www.kairospress.be/abonnement)  
(Abonnement belge à partir de 20 € pour 5 numéros,  
25 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs  
de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER!  
PARTAGER!

# Quand les chiens de garde du journalisme se la jouait « alternatif »

Nous n'avons jamais considéré utile de porter la critique sur des médias qui semblaient plus proches de nous que ceux communément appelés « mainstream ». Si nous nous refusions de les nommer explicitement et d'aborder de façon critique leur ligne éditoriale, nous ne nous étions toutefois pas empêchés dans certaines de nos analyses de situer cette presse dite « alternative », « indépendante » ou encore « inclusive ». C'est le moment de faire le point.

Si des publications dites alternatives, ou encore « slow press », qui commentent le monde, font un travail journalistique parfois intéressant, il demeure quelque chose de contradictoire, même insoluble dans l'idée même de faire autre chose : comment en effet coexister pacifiquement à côté de la presse de masse sans en faire la critique ? Comment travailler à la fois dans l'une et dans l'autre, sans vivre de dissonance<sup>1</sup>, mais aussi sans être dérangé par les médias dominants qui contribuent à une partie de leur revenu ?

L'explication n'est pas compliquée. La coexistence est tout à fait sereine parce que cette presse alternative ne vient pas s'opposer à la presse de masse, mais s'inscrit dans sa continuité. Pas d'étonnement dès lors qu'elle soit invitée sur les plateaux de La Première la veille de la publication d'un nouveau numéro ou que les réseaux médiatiques, de façon générale, leur soient ouverts. Le prix à payer est le silence sur un certain nombre de thèmes, avec une omerta obligée et tacite sur celui qu'ils ne peuvent aborder sous peine d'anathème et de licenciement : la critique des médias<sup>2</sup>.

La presse alternative se révèle ainsi un fourre-tout commode, surtout pour ceux qui veulent surfer sur la vague et s'ériger en nouveau trublion. En manque d'une certaine forme d'action, coincé dans une rédaction à la botte du pouvoir, le sujet s'embête, mais peut aussi se sentir visé par la critique de plus en plus grande des médias mainstream. En somme, il faut trouver un remède. Quoi de mieux alors que pour se refaire une santé et supporter encore les médias dominants qui nous emploient que de se lancer dans l'« alternative press ». Yes ! Traiter les scandales, investiguer, fouiner dans le monde politique et se faire des relais (qui sait, il y aura peut-être un engagement futur à la clé), c'est en effet grisant. La machine à scandale médiatique bien rodée, on peut ainsi profiter à la fois du beurre et de l'argent du beurre : on produit d'un côté de l'info formatée, de l'autre on feint de s'en écarter en dénonçant ; d'un côté on accepte la censure, sereinement, sachant évidemment qu'on ne peut pas tout dire, de l'autre on plane sur le nuage de la dissidence, prêt à démonter toutes les cabales, malversations et trafics en tous genres qui ne manqueront pas de venir, encore et encore.

Le problème, c'est que de l'un et l'autre côté, on bafoue joyeusement ce qui est au fondement de la liberté de la presse et du travail du journaliste : « respecter la vérité, quelles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même, et ce, en raison du droit que le public a de connaître la vérité » (Charte de Munich). En faire un véritable quatrième pouvoir, et donc analyser, décrire, dénoncer le fonctionnement des structures de domination, dont les médias de masse font partie. Mais difficile quand on va au Gala de l'Association des journalistes professionnels avec tout le gratin du journalisme installé, de tenir après un comité de rédaction où l'on critique ceux qui viennent de nous nourrir et de nous abreuver de petits fours et de champagne.

La réaction à la censure dont Kairos est l'objet joue comme révélateur du véritable visage de ceux qui se disaient différents, mettant en lumière que ce n'est qu'un masque dont ils se paraient et qu'ils sont en fait les mêmes. En général, ils prirent

position en restant silencieux, même quand on leur demandait explicitement de réagir<sup>3</sup>. Ce n'est qu'au détour d'un courrier d'indignation d'un de nos lecteurs adressé au journal dit alternatif, que la réponse de ce dernier - identique à une speakerine de RTL ou un éditorialiste du Soir ou de La Libre -, qu'il nous a transmise, révélait explicitement de quel côté il penche : celui du pouvoir, de la continuité, qui assure la « carrière » :

Madame, Monsieur,

En tant qu'abonné depuis le 1<sup>er</sup> numéro de [REDACTED], je me permets de vous solliciter face à la censure concernant un de vos confrères (A. Penasse du journal Kairos). Alors que ce journaliste posait sa question, la régie lançait le générique de fin et coupait le direct.

La Constitution belge stipule que « la presse est libre » et que « la censure ne pourra jamais être établie ». Je ne souhaite pas entrer dans un débat de fond sur les questions posées par le journaliste de Kairos mais sur cette censure et m'étonne qu'aucun média belge n'ait réagit.

J'espère sincèrement que vous prendrez le temps de me répondre ou au minimum d'y réfléchir ...

D'avance, merci de m'avoir lue.

[REDACTED] – simple citoyenne.

Bonjour,

Merci de votre mail. Nous y avons réfléchi mais nous nous n'affichons et n'afficherons pas de soutien à Kairos parce que nous sommes en désaccord avec la victimisation faite sur cette conférence de presse et la ligne complotiste que le journal adopte.

Merci de votre compréhension.

[REDACTED],  
Pour [REDACTED]

Nous avons été empêchés pendant 9 mois d'entrer en conférence de presse après la « question biaisée politiquement » posée à la première ministre<sup>4</sup>. Ensuite, à l'aide d'une avocate et avec persévérance, nous avons pu y revenir le 27 novembre 2020. Ce jour-là, la régie du gouvernement coupera ma question en plein direct. Depuis, ma carte de presse m'a été retirée, les subsides également, suite à une nouvelle condition décidée arbitrairement par la ministre Linard. Déclarer que se plaindre et dénoncer cette situation relève de la victimisation et du complotisme, révèle le rôle véritable de ces nouveaux médias : feindre la différence en jouant l'impertinence, tout en acceptant parfaitement les règles du jeu d'un système dont ils veulent s'assurer qu'il les fasse exister. En somme, des chiens de garde qui voudraient se voir en lanceurs d'alerte.

Alexandre Penasse

1. Voir *Le conflit mental « indépassable » des journalistes*, Kairos 27.
2. À laquelle on peut évidemment ajouter la critique du discours officiels du Covid ou de l'Ukraine.
3. Voir notre appel du 14 décembre 2020, <https://www.kairospress.be/appele-aux-journalistes/>, suite auquel aucun des journalistes des médias mainstream ne prendra position publiquement.
4. <https://www.kairospress.be/medias-supports-du-pouvoir-politique-politiques-supports-du-pouvoir-financier/>.

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique  
Imprimeries Havaux s.a.,  
Rue de l'Artisanat, 1  
B - 1400 NIVELLES

Tirage : ce numéro a été tiré à 6.500 exemplaires

Routage : Cambier

Editeur responsable

ASBL Kairos / Alexandre Penasse  
Rue Théophile Vander Elst, 89,  
1170 Watermael-Boitsfort,  
Bruxelles - Belgique  
info@kairospress.be  
[www.kairospress.be](http://www.kairospress.be)  
M. (00 32) 472/560 724

Rédacteur en chef : Alexandre Penasse  
(ap@kairospress.be)

Graphisme : Studio Noir & Clair

Gestion des abonnements : Sandy De Wilde

Recteurs

Janine, Nadia, Alain, Patrick, Sarah, Annie, Sophie, Manu.

Pour commander des numéros :

commande@kairospress.be

Chroniqueurs / Rédacteurs

Alexandre Penasse (A.P.), Bernard Legros (B.L.), David Tong (D.T.), Inès Trépan (I.T.), Michel Weber (M.W.), Alain Gailliard (A.G.), Alain Adriaens (A.A.), François Massoulié (F.M.), Daniel Zink (D.Z.).

Ont contribué à ce numéro

Hervé Krief, Valérie Tilman, Kaarle Joonas Parikka, Laurence Van Ooteghem, Martin Zizi, Tamara Nissen, S. Kimo, Marie-Ange Herman, Francis Leboutte

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber !

Illustrations :

Barbara Prévitali, Julie Dall'Arche, Nicolas Drochmans, Philippe Debongnie, Mickomix, Noir & Clair, Christophe Nottet, Lara Pérez Dueñas, Chanic, Antoine Demant

Merci à Sandy pour son aide indispensable pendant toutes ces années

Nos copains de la presse libre en Suisse et en France

-Moins!

LA DÉCROISSANCE  
Le journal de la joie de vivre

# Sur la route...

Il est intéressant de nos jours de traverser les grandes plaines dévolues à l'agriculture industrielle. De la Creuse jusque Bruxelles, en passant par Paris, au volant d'un engin à moteur thermique, on a la chance de traverser la Beauce puis, passé la capitale, les immenses champs de betteraves sucrières qui s'étendent à perte de vue sur les plateaux artésiens.

Ce qui frappe, au premier abord, est la multitude innombrable de camions que l'on croise. Des milliers et des milliers de ces gros véhicules aux lourdes charges se relaient jours et nuits afin de maintenir la société d'abondance dans laquelle nous vivons. Peu importe que les marchandises transportées soient toxiques ou empoisonnées et que leur déplacement engendre une pollution vraiment préoccupante, il convient que nous jouissions jusqu'à plus soif. Qu'importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse, soufflent les fumées noires qui s'échappent de leurs entrailles.

Une des nombreuses réussites de ce système industriel marchand est d'avoir inversé la responsabilité du désastre en faisant croire aux citoyens hébétés que ce sont leurs pratiques qu'il faut changer, et non l'organisation économique et sociale de nos sociétés. C'est la farce du colibri, en quelque sorte.

Mais laissons ces camions qui roulent sur toutes les routes de France et de Navarre et revenons à nos champs aux tailles démesurées. Jusqu'à peu, nous étions abasourdis par la platitude de ces monocultures dont le regard ne peut embrasser l'horizon et qui ont supprimé haies et arbustes, arbres et talus. Seules quelques fermes éparses, petits îlots au milieu d'un océan monochrome, rappellent la mesure humaine. Ces pratiques agricoles, héritées de théoriciens comme l'économiste anglais David Ricardo (1772-1823), et mises en place après la Seconde Guerre mondiale, sont une hérésie agronomique, comme se plaît à nous le rappeler Jacques Caplat, dans son ouvrage *L'agriculture biologique pour nourrir l'humanité*.<sup>1</sup> Ces cultures uniques sont un des symboles forts de la destruction des humains, de celle de la terre et de tout ce que cette dernière abrite de vivant. La vue se brouille devant ces immensités sans relief, aux odeurs nauséabondes qui, souvent, s'en échappent, et notre entendement s'écrase devant tant de laideur et d'uniformité.

**« Là où le sol est enlaidi,  
là où toute poésie a disparu des paysages,  
les imaginations s'éteignent,  
les esprits s'appauvrissent,  
la routine et la servilité s'emparent des  
âmes et les disposent à la torpeur  
et à la mort. »**

**Elisée Reclus**

La nouveauté, qui saute aux yeux en Beauce comme en Artois, moi qui n'avais emprunté ces routes depuis plusieurs années, est la poussée intempestive de dizaines et de dizaines d'éoliennes industrielles, semblant sorties de terre comme les fruits métalliques de ces champs de misère. On ne peut, même en ralentissant, les dénombrer tant leurs troncs de fer qui grattent les nuages s'étendent au loin sur des kilomètres. Ils sont si près les uns des autres que le vertige s'empare de nous en les voyant défiler encore et encore. Voilà un mariage que n'importe quel prophète, un tant soit peu conscient des mirages que nous vendent les industriels, et les États à leur botte auraient pu prévoir. Ces milliers d'hectares de

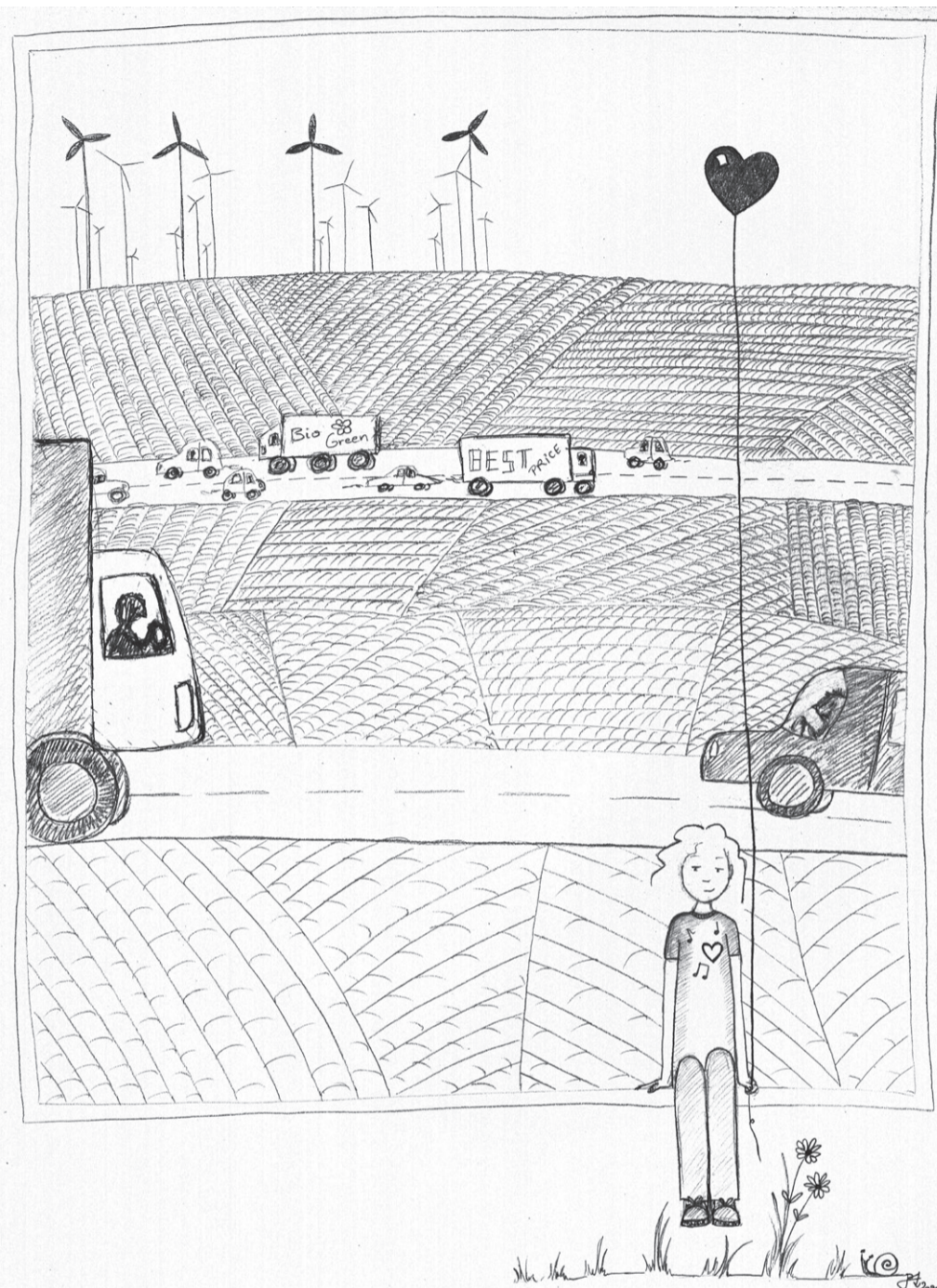


Illustration : Julie Dall'Arche

cultures frelatées qui sèment la mort dans cette société malade et atrophiée ne pouvaient faire autrement qu'accueillir en leur sein ces grands mâts de métal, mastodontes de l'illusion qui ne sont, en réalité, que du vent.

La transformation de l'alimentation, indispensable à la vie humaine, en empoisonnement généralisé de la population est une des caractéristiques de notre modernité industrielle. Elle a été imposée, en France comme en Europe occidentale dans un premier temps, par les États-Unis sur les ruines de la Seconde Guerre mondiale. Elle est, notamment, constituée de cette agriculture intensive nécessitant de plus en plus, à mesure que le sol se meurt, de produits chimiques toxiques qui rendent malades ceux qui les répandent, ceux qui les ingurgitent, comme les malheureux travaillant dans les usines « Seveso » qui les fabriquent. Cela a pour conséquence l'aliénation, fort rentable, de tous, dès le plus jeune âge, au système de santé industriel et chimique. Ce dernier utilise des machines hautement technologiques et des médicaments fournis précisément par les multinationales qui commercialisent les engrais et les pesticides de toute sorte. C'est ce que Ivan Illich nomme « la colonisation médicale de la vie quotidienne »<sup>2</sup>.

Le pétrole est indispensable à ces pratiques agricoles mortifères, mais les dégâts des hydrocarbures sur l'ensemble de la planète sont de plus en plus apparents, alors il fallait à tout prix inventer une nouvelle fable autour de la question énergétique. Les énergies dites renouvelables, éoliennes industrielles au premier rang, sont donc arrivées à point nommé. Ces poteaux géants avec une sorte d'hélice monstrueuse amarrée à leur faite ne sont que chimère. Le peuple s'inquiète sérieusement en raison du dérèglement climatique, alors nos princes et sultans s'empressent de le rassurer, avec les mêmes mensonges et les mêmes litanies que par le passé<sup>3</sup>.

Avant-hier, en effet, le pétrole ne s'est point substitué au charbon, ces deux sources d'énergie se sont cumulées. Hier, le nucléaire n'a pas remplacé le pétrole, au contraire, il ne peut fonctionner sans lui. Aujourd'hui, les moulins à vent de la modernité marchande, à la marche extrêmement aléatoire, mais aux nuisances, hélas, fort nombreuses, ne remplissent qu'un rôle de faire-valoir. Ils n'ont, en réalité, que l'avantage de faire croire à un renouveau dans la production d'énergie et à l'abandon mythifié de ces maudits hydrocarbures qui pourrissent la vie sur terre depuis deux siècles.

Au regard de la consommation électrique, qui augmente à un rythme démentiel, notamment en raison de l'avènement de la société du contrôle et de la contrainte permise par les machines connectées à l'Internet, la dépendance aux ressources carbonées s'accroît sans cesse et elle restera, probablement, longtemps encore prépondérante. Mais aux destructions et aux pollutions de plus en plus prégnantes que provoquent l'extraction, la transformation et l'utilisation des énergies dites conventionnelles, il faut désormais ajouter celles des éoliennes industrielles. Leur laideur, leur inadéquation avec la mesure humaine comme avec la beauté du monde végétal lorsque celui-ci n'a pas été saccagé, n'a d'égale que la courte durée de leur vaine activité. Celle-ci induit une nouvelle masse énorme de déchets dont le gouvernement, déjà accablé par tant d'autres, ne sait que faire. Alors, il les laisse à la charge de ceux qui acceptent, pour quelques subsides dérisoires, de laisser pousser ces fleurs du désastre sur leurs propriétés.

Qu'importe, la poursuite de la croissance économique est à ce prix et c'est la seule boussole que reconnaissent les puissants. Il faudra créer des usines de retraitement et de dépollution, des sites d'enfouissement, refaire régulièrement les routes déformées par les passages incessants de camions, il conviendra de mettre en branle des centaines d'ordinateurs pour tenter de réguler la maigre production, etc.

Écrasés par le rouleau compresseur du développement techno-scientifique lancé à toute allure, comment tracer une route qui conduise à la poésie de l'existence et à la mesure de notre condition humaine ? Acquérir en commun des terres à habiter et à cultiver, retrouver le goût et le chant du labeur, se libérer ensemble de l'aliénation à la machinerie industrielle et de celle du joug de l'État me paraît, aujourd'hui encore plus qu'hier, le seul chemin praticable des temps à venir...

**Hervé Krief**



1. Acte sud, 2012.  
2. Ivan Illich, *Némésis médicale, l'expropriation de la santé*, Fayard, 2021 (1ère édition 1974).  
3. « Mais la plus grande hypocrisie du découplage gazier russo-européen concerne l'environnement. Produire et transporter du GNL [gaz naturel liquide] américain engendre une empreinte carbone deux fois plus importante que transporter du gaz conventionnel russe. » « Acculés, Berlin comme Rome songent à réactiver des centrales à charbon mises au rebut pour sauver la planète. (...) Depuis l'invasion russe, l'hydrocarbure le plus polluant connaît un formidable retour en grâce. »



à revenir aux « *impératifs moraux* », en lesquels il voit la « *forme centrale, voire unique de la certitude*<sup>3</sup> ». Mais Kant n'était-il pas un philosophe des Lumières et donc de la liberté individuelle? Cette référence de Brzezinski n'est-elle donc pas clairement une simple instrumentalisation ou récupération malhonnête? C'est très possible, mais il vaut la peine de se pencher sur les idées de Kant sur la gouvernance. En effet, il ne concevait pas celle-ci comme pouvant se développer par un libre dialogue entre les personnes, mais prônait la construction d'une alliance à partir d'un État puissant, que les autres États rejoindraient petit à petit. Dans son *Essai philosophique sur la paix perpétuelle*, Kant évoque en effet, pour les États, « *le devoir de former une alliance d'une espèce particulière, qu'on pourrait appeler alliance pacifique [...] en ce qu'une telle alliance terminerait à jamais toutes les guerres [...] si le bonheur voulait qu'un peuple aussi puissant qu'éclairé pût se constituer en République [...] il y aurait dès lors un centre pour cette alliance fédérative [...] [qui] pourrait ainsi s'étendre insensiblement et indéfiniment.* » L'intention humaniste est sans doute manifeste et Kant aurait probablement été tout à fait critique vis-à-vis d'une alliance impérialiste comme l'OTAN; mais cela n'empêche pas son approche d'être extrêmement discutable, en particulier en lien avec la question de savoir si une puissance étatique peut être vraiment éclairée et pacifique (n'est-ce pas en vain qu'on cherche une telle puissance, que ce soit actuellement ou dans l'histoire?) En outre, ce genre d'idées peut bien sûr servir à merveille des idéologues comme ceux de l'hégémonisme états-unien. Mais surtout, de telles conceptions révèlent clairement l'opinion que les choses doivent se faire par le « haut » et par la force, plutôt que par la discussion et l'accord de l'ensemble des personnes individuelles, de l'ensemble des sociétés civiles.

Cette approche politique de Kant contredit-elle le reste de ses idées philosophiques? Rappelons ses conceptions centrales en matière de connaissance d'abord: Kant avait la conviction que la vraie connaissance est impossible<sup>4</sup>, impossibilité sur laquelle se construit toute sa fameuse *Critique de la raison pure*, notamment. Il déclare certes qu'une science est possible, les êtres humains ayant les mêmes facultés de connaissance; mais il contredit en même temps totalement cette idée, puisque suivant l'ensemble de son approche, cette « science » ne peut au fond avoir aucun rapport avec la réalité en elle-même. Or, la perte de l'espoir de pouvoir comprendre la réalité peut facilement mener au fait de s'en remettre à des autorités, qu'il s'agisse d'institutions ou de principes fixes et uniques, qui s'imposeraient à tous. Une telle imposition peut même apparaître ici comme quelque chose de vital. En effet, l'idée qu'on ne peut trouver aucun fondement pour une vraie connaissance peut aisément mener à la crainte que chacun développe des visions du monde inconciliables avec celles de ses semblables; et que, par conséquent, la société soit vouée au chaos. D'où l'importance, chez Kant, de ce qu'il nomme l'impératif catégorique, une loi morale faisant taire les inclinations individuelles. Et le fait qu'une telle loi puisse être intériorisée ne la rend pas personnelle pour autant; en effet, on n'est pas là dans le domaine de la compréhension, du suivi d'une idée grâce à son élaboration par la personne libre, ou grâce à la saisie de cette idée par son esprit indépendant; on est bien plutôt dans le domaine de la croyance ou de l'inféodation.

Tout cela ressort particulièrement clairement d'une déclaration se trouvant au tout début de *La critique de la raison pure*, qui montre bien que l'auteur de ce livre ne croit au fond pas à la « science » qu'il dit possible. Même si on la traduit de façon, disons, modérée, cette déclaration est déjà très significative. Cela donne en effet alors quelque chose comme: « *J'ai dû mettre de côté le savoir pour faire de la place à la foi.* » L'une des traductions classiques est cependant bien plus « radicale »: « *J'ai dû abolir le savoir pour faire place à la foi.*<sup>5</sup> » Quant au passage suivant, il fait particulièrement bien ressortir que l'impératif dont il s'agit est quelque chose d'extérieur à la personne, et s'imposant à celle-ci, ou que celle-ci s'impose à elle-même: « *Devoir! nom sublime et grand, toi qui ne renfermes rien en toi d'agréable [...], mais qui réclames la soumission, qui [...] pose simplement une loi qui trouve d'elle-même accès dans l'âme et qui cependant gagne elle-même malgré nous la vénération (sinon toujours l'obéissance), devant laquelle se taisent tous les penchants, quoiqu'ils agissent contre elle en secret.*<sup>6</sup> »

Il n'est donc pas étonnant que ce philosophe en arrive à l'idée qu'il s'agit de rechercher le salut en une alliance autour d'un État puissant, d'une gouvernance mondiale capable d'imposer à tous les mêmes règles et la même direction. Certes, l'idée que la connaissance est impossible ne conduit pas forcément à des visions dirigistes; chez les sophistes, eux aussi sceptiques radicaux, cette idée avait mené plutôt au cosmopolitisme. Mais, comme l'ont dénoncé Socrate et Platon, l'autre versant du sophisme est la démagogie et la conviction que seule la persuasion purement rhétorique peut mener à des « accords » entre les humains. Et là aussi, les discours médiatiques et politiques semblent le plus souvent, eux aussi, motivés par une telle conception. Par ailleurs, le scepticisme n'est pas du tout le seul courant à pouvoir nourrir le cosmopolitisme, comme cela ressort clairement des tendances profondément cosmopolites de la plupart des grands porteurs de l'idéalisme et de la philosophie de la Nature des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, comme Herder, Goethe et

bien d'autres. Autant de chercheurs qui, tout en ayant la conviction de la possibilité de l'esprit humain d'accéder aux essences des choses, étaient passionnés par l'ensemble des peuples et cultures.

## KARL POPPER, GEORGES SOROS ET LA « SOCIÉTÉ OUVERTE »

Venons-en au milliardaire Georges Soros (né en 1930). Comme déjà évoqué dans ces colonnes, son Open Society Foundation a été active en Ukraine avant même l'indépendance de ce pays en 1991<sup>7</sup>. Cette fondation est bien connue pour avoir joué un rôle déterminant dans les « révolutions de couleur », mouvements où des protestations populaires existantes ont été utilisées pour déstabiliser des gouvernements déplaisants au pouvoir états-unien<sup>8</sup>. Soros s'est vanté sur CNN que sa fondation « a joué un rôle important dans les événements » qui, en 2014, en Ukraine, ont mené au renversement du gouvernement considéré comme proche de la Russie<sup>9</sup>.

Le nom « *Open Society* » fait directement référence à un livre d'un autre philosophe influent, Karl Popper (1902-1994): *La société ouverte et ses ennemis* (Seuil, 1979). On trouve chez Popper aussi une grande estime pour Kant, dont le livre reprend des idées centrales en matière de théorie de la connaissance (pp.74 et ss). Et ces idées semblent avoir nourri, chez Popper, des tendances très proches de celles dont il vient d'être question en rapport avec Brzezinski. En effet, traitant de ce que nécessiterait pour lui une évolution positive, Popper évoque « *une société ouverte et le progrès des nouvelles idées d'impérialisme, de cosmopolitisme et d'égalitarisme.* » (p.35). Oui, cet auteur met bel et bien sur le même pied ouverture, cosmopolitisme, égalité et... impérialisme. Et comme cela ressort de l'ensemble de son livre, il ne s'agit bien sûr pas de n'importe quel impérialisme, mais bien de celui de l'ouest et de ses « démocraties » dites libérales. Certes, les empires ont en effet promu l'émergence d'une citoyenneté située au-delà des frontières communautaires; mais cela ne remet bien sûr pas en cause leur logique fondamentalement prédatrice. Et surtout, on retrouve ici, sous une forme particulièrement claire, l'idée de la nécessité d'une gouvernance à grande échelle, donc, à nouveau, la défiance envers la capacité des personnes et des peuples de s'accorder par eux-mêmes.

**« Une véritable planification contrôlée par la raison (...), un moyen de communication uniforme, (...) non (...) d'« expression personnelle », pour reprendre un terme cher à tant de nos éducateurs. »**

**K. Popper**

Cette défiance envers la personne individuelle et cette foi en une grande puissance politique ou institutionnelle se retrouve dans d'autres passages très significatifs du même ouvrage, malgré des éléments semblant impliquer une volonté de liberté: pour Popper, « *le rationalisme suppose la création d'institutions destinées à protéger la liberté de pensée et de critique [...] l'exigence d'une ingénierie sociale pratiquant la méthode du coup par coup appliquée à une rationalisation de la société [...], une véritable planification contrôlée par la raison [...], un instrument de communication et d'information rationnelles [...] non [...] d'« expression personnelle », pour reprendre un terme cher à tant de nos éducateurs.* » (p.161). Pour mieux comprendre comment cet auteur en est arrivé à de telles approches, il faut savoir qu'il a écrit ce livre durant la Deuxième Guerre mondiale et la Shoah, et qu'il était originaire d'une famille d'ascendance juive; une question essentielle pour lui était donc de savoir comment éviter que les sociétés prennent des directions désastreuses comme celles des divers totalitarismes. Force est en tout cas de constater là aussi que, même s'il parle de défense de la liberté de pensée et de critique, il n'a pas cherché du côté du développement de communautés d'esprits libres, mais misait bien plutôt sur les institutions. Et visiblement, des institutions particulièrement énergiques et interventionnistes, comme l'indiquent les évocations d'ingénierie sociale, de planification, d'uniformité en matière de communication. Quant à sa qualification méprisante de l'expression personnelle, elle rappelle fortement le dénigrement par Kant de ce qui est individuel (« *Devoir! [...] toi qui ne renfermes rien en toi d'agréable [...], mais qui réclames la soumission* », etc.).

Cette défiance envers l'individuel et l'esprit libre se manifeste également dans la très forte hostilité de Popper à l'égard de l'idéalisme des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, courant au centre duquel se trouve précisément l'esprit libre (malgré, certes, des tendances allant dans d'autres directions, notamment au niveau de certaines idées sur

l'État). L'ensemble du second volume de *La société ouverte et ses ennemis* est une attaque violente contre ce courant (et surtout contre l'un de ses porteurs principaux, Hegel); courant que Popper présente comme glorifiant une subjectivité enfermée en elle-même, alors que tout l'effort de ces idéalistes était justement de trouver l'universel au travers des efforts du soi individuel pour s'élever.

## CHERCHER AILLEURS

Tout cela devrait donc sans doute nous conduire à nous interroger sur des idées qui, comme évoqué, ont une influence déterminante sur nos cultures et sociétés. Influence qui semble pleinement se retrouver, p. ex., chez des gens comme ceux qui ont construit l'Union européenne, notamment Jean Monnet. Au niveau du discours en tout cas, celui-ci partageait tout à fait la méfiance envers l'individu et la croyance que les institutions seraient supérieures à celui-ci. Il écrit en effet dans ses mémoires: « *Une certaine force morale doit s'imposer à tous: c'est celle des règles que secrètent les institutions communes supérieures aux individus*<sup>10</sup> ».

Dans le même sens, tout cela devrait aussi susciter plus d'intérêt pour les penseurs qui ont cherché d'autres voies, et notamment à mettre en valeur la capacité de l'être humain à se développer en esprit libre et apte à se guider lui-même, comme l'ont tenté notamment les idéalistes et philosophes de la Nature évoqués, dont nous parlerons dans la seconde partie. L'un d'eux, Schelling, a su parler de la vraie liberté d'une manière particulièrement belle, qui sonne tout autrement que les citations qui précèdent: « *...l'esprit [...] aime la liberté; tout ce qui est conventionnel l'étouffe. [...] Il aime vagabonder à travers les forêts, les monts et les vallons, allité au seul sein de la nature. Il n'est pas comme un fleuve régulier, endigué, qui ne traverse que des rives et pays qu'on lui a assignés; il est comme l'eau souterraine, dont nul n'a sondé les voies secrètes, et qui pourtant pénètre tout, vivifie ce qu'elle veut et, claire et libre, surgit où elle veut*<sup>11</sup> ».

Daniel Zink



1. Voir notamment <https://www.kairospresse.be/ukraine-russie-otan-reconnaitre-les-faits-seule-voie-vers-la-paix-partie-2-3/> et <https://www.kairospresse.be/ukraine-russie-otan-reconnaitre-les-faits-seule-voie-vers-la-paix-partie-3-3/>
2. <http://blog.lefigaro.fr/lettres-de-washington/2014/02/brzezinski-souhaite-le-modele-finlandais-pour-lukraine.html>
3. Brzezinski, *Power and Principle*, ici dans la version allemande, *Macht und Moral*, Munich 1994, p. 266.
4. Voir p. ex. Kant, E., *Prolégomènes à toute métaphysique future*, 1783, partie II § 4.
5. Voir p. ex. : [www.cairn.info/revue-transversalites-2008-1-page-53.htm](http://www.cairn.info/revue-transversalites-2008-1-page-53.htm); La phrase originale est: « *Ich musste das Wissen aufheben, um zum Glauben Platz zu bekommen* »; Kant, I., *Kritik der reinen Vernunft*, préface à la 2e édition, 1787, p. 30.
6. Kant, E., *Critique de la raison pratique* [1788], Alcan, 1888, p.155.
7. <https://www.youtube.com/watch?v=10Jtv6HEWQ4>
8. <https://www.cairn.info/revue-herodote-2008-2-page-69.htm>
9. <https://www.youtube.com/watch?v=10Jtv6HEWQ4>; voir aussi <https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/george-soros-pret-a-investir-1-milliard-de-dollars-en-ukraine-464848.html>
10. Jean Monnet, *Mémoires*, Fayard, 1976, p. 558.
11. Schelling, F. v., *Clara*, Gottafachen Buchhandlung, 1865, p. 25 sq., trad. DZ (en français chez L'Herne, 1984).

# Pourquoi un dossier sur l'expertise ?

DOSSIER COORDONNÉ PAR VALÉRIE TILMAN ET JOONAS PARIKKA\*

*Les enjeux sociétaux liés à l'expertise peuvent être considérables.*

*On attend donc d'un expert, outre une connaissance théorique et pratique avancée de son domaine d'expertise, toute une série de qualités : compétence, indépendance, objectivité, neutralité, intégrité, transparence, éthique, déontologie, responsabilité, déclaration d'intérêts et de conflits d'intérêts, etc.*

*Qu'en est-il dans la réalité, et comment favoriser le recours à des experts manifestant de telles qualités ? Parmi l'ensemble des personnes hautement compétentes sur un sujet donné, comment sont sélectionnés les experts reconnus comme tels par les institutions politiques et les médias ? En quoi ces experts officiels correspondent-ils mieux à la définition de l'expert que d'autres spécialistes de haut niveau auxquels certaines institutions et médias dénie le titre d'expert ? Ces quelques questions témoignent de l'importance, en démocratie, de s'intéresser au thème de l'expertise.*

Illustration: Barbara Prévitali



L'expertise pose également la question de la fiabilité de l'avis d'expertise : comment l'établir ? C'est la confrontation au réel et le temps qui permettront de valider la pertinence d'un avis d'expertise et de fonder la confiance dans l'expert. Or, on a pu observer, lors des récentes crises, que la confiance dans les experts choisis par les institutions était exigée de la population de façon inconditionnelle, la défiance dans l'expertise officielle étant vue comme une menace politique de première importance. La confiance de la population a parfois été exigée avant la confrontation de l'expertise au réel, sur parole, en l'absence de débats scientifiques avec des contradicteurs, et même en l'absence d'une validation manifeste et décisive par l'expérience. Pourquoi un tel battage pour faire de la confiance inconditionnelle dans l'expertise scientifique officielle une condition essentielle de la vie démocratique ?

Peut-être cela tient-il en partie à des représentations simplificatrices tenaces selon lesquelles « l'expert parle au nom de la science » et « la science dit la vérité sur le réel ». Ou encore au fait qu'il est commode pour la pensée, mais aussi d'un point de vue politique au sens large, de pouvoir se référer à une autorité supérieure (la

Science, l'expert). Pourtant, de nombreux penseurs ont battu en brèche ces représentations, d'une part sur la question du statut de la connaissance scientifique et de son rapport à la vérité et au réel<sup>1</sup> et d'autre part sur la question des limites de l'expertise. Ce sont ces limites qui seront abordées dans ce dossier.

Précision importante : ce dossier portera sur l'expertise scientifique, notamment académique, et non sur ces cabinets de consultants, « experts » dans la transformation des sociétés, auxquels Barbara Stiegler a montré que nos gouvernants font désormais appel « pour liquider l'État » et conduire les populations, par des techniques douces d'ingénierie sociale (c'est-à-dire des pratiques suggestives visant à orienter les comportements et les choix sans devoir recourir à l'obligation, ou *nudging*), à accepter l'innovation et le changement (ndlr : par exemple l'état d'urgence sanitaire, écologique, économique, politique et, un jour peut-être, militaire, la remise en question de droits fondamentaux, la numérisation de toutes les activités au nom de la sécurité, etc.). Il est important toutefois de noter que le discours du *nudging* gagne du terrain dans le milieu académique, ce qui n'est pas surprenant, car le postulat selon lequel le simple citoyen a peu de compétences épistémiques confère automatiquement du pouvoir symbolique, d'initiative et de décision à ceux qui pensent détenir le monopole de ces compétences. Ce qu'il y a d'extrêmement préoccupant, souligne B. Stiegler, c'est qu'une police de la pensée se met en place vis-à-vis de certains scientifiques qui ne partagent pas cette idéologie.

Ce dossier ne portera pas non plus sur les systèmes-experts, ces produits de l'IA visant à simuler la pensée d'un expert, qui existent déjà en médecine. Il ne portera pas davantage sur les *Big Data* qui procèdent par méthode inductive, mettent en évidence des corrélations en analysant d'immenses masses de données et sont considérés comme une méthode prédictive supérieurement efficace qui fait l'économie des modèles et des théories, des explications causales et du raisonnement déductif que l'on retrouve dans la pensée scientifique. Ces deux thématiques, aux enjeux épistémologiques, éthiques, politiques et de santé fondamentaux, mais bien spécifiques, mériteraient d'être abordées dans un dossier complémentaire. Dans le cadre de ce dossier-ci, nous nous limiterons à l'expertise formulée par des experts scientifiques humains.

Par rapport à ce dossier, une critique nous a été adressée d'emblée : mettre l'accent sur les limites de l'expertise, les critiques vis-à-vis de l'institution scientifique et le rappel que la science est un discours humain sur la nature en constante construction, et non un reflet fidèle du réel, ouvrirait la porte au relativisme ou au constructivisme radical. Il nous a même été opposé que notre démarche rejoignait et permettait l'expression de discours d'extrême droite ! Ces deux objections ne sont, dans notre cas, pas fondées. Ce qui motive ce dossier, c'est la conviction que ne pas

s'opposer à l'instrumentalisation politique d'une conception dogmatique de l'expertise scientifique et de la science revient à avaliser les politiques néo-libérales, sources d'accaparement des ressources, de conflits, de paupérisation, de destruction de nos conditions de vie, et en passe de se muer en un libéralisme de contrôle.

La raison d'être de ce dossier est donc à la fois politique et scientifique. Politique, car il nous paraît important, dans une optique démocratique (la démocratie n'étant pas un donné, et certainement pas le donné politique actuel, mais un idéal en constante construction), que les décisions politiques soient le fruit d'une délibération et d'une décision citoyennes sur le bien commun (c'est-à-dire le bien de tous), et non le fruit de débats confisqués par quelques « experts », quelques politiques, quelques institutions ou quelques cabinets de conseil qui décideraient à la place des citoyens en quoi consistent leurs intérêts. Nous verrons que le rôle qui est parfois dévolu aux experts officiels peut menacer cet objectif démocratique. En effet, il est légitime que des politiques interrogent des scientifiques pour être éclairés sur des sujets scientifiques, mais faire appel à des scientifiques pour évaluer si une mesure (comme la vaccination) doit être rendue obligatoire, *alors qu'une obligation est un acte politique et non scientifique*, c'est faire jouer au monde scientifique un rôle qui n'est pas le sien. La raison d'être de ce dossier est aussi scientifique dans le sens où les discussions qui y seront menées mettront en évidence que certains discours présentés comme scientifiques ne sont pas exempts de subjectivité, d'erreurs ou d'intérêts.

Ce dossier est, d'une certaine manière, un prolongement du livre *Covid-19 : Par-delà la censure* rédigé en 2021 par un collectif d'auteurs parmi lesquels figurent les coordinateurs de ce dossier, un livre édité par l'asbl Grappe et Kairos, et dont les auteurs n'ont retiré aucun bénéfice financier personnel. Ce livre est toujours disponible auprès des éditeurs ou sur commande en librairie.

**Valérie Tilman**

\* Respectivement enseignante et microbiologiste environnemental, docteur en philosophie.

1. Question développée sur le site de Kairos dans un article intitulé « Sciences et expertise en question »

# Perseverare satanicum

*Il y 2 ans, la Belgique sortait de son premier confinement. Nous étions un certain nombre (dont moi-même) à penser naïvement à l'époque que l'hystérie liée au SARS-CoV-2 serait probablement terminée en septembre (2020), et nous n'avions à aucun moment imaginé que la crise sanitaire persisterait pendant plus de 2 ans et – au moins – 5 vagues (le nombre de vagues différant selon les pays et la définition donnée à la notion de « vague » par les différents experts).*

Le comble fut l'application des mêmes mesures sanitaires (port du masque, distanciation sociale, confinement, etc.) en réponse à chaque vague successive (avec une couche d'absurdité supplémentaire à chaque vague), comme si, par magie, les effets de ces dernières finiraient par porter leurs fruits. « *La folie, c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent* » (phrase attribuée à Albert Einstein). Cette « folie » ne peut être attribuée qu'à l'incompétence de nos dirigeants (et des experts qui les conseillent) ou à une volonté malveillante bénéficiant à certains individus ou organisations (cette hypothèse suscitant invariablement l'accusation de complotisme à l'égard de celui qui l'émet). Notons que la première hypothèse n'exclut pas la deuxième, et que la combinaison des deux est possible, voire probable. Les détracteurs diront : « *Qu'aurais-tu fait à leur place ?* » ou « *Personne ne pouvait savoir comment réagir face à une menace inédite !* »... À cela, on peut répondre qu'il n'est pas nécessaire de travailler dans un institut de santé publique pour avoir le droit politique ou être intellectuellement en mesure de critiquer la politique sanitaire. Il revenait aux fonctionnaires de ces instituts d'établir un plan d'action cohérent et efficace en cas de pandémie. Or, des revendications en faveur d'une gestion alternative ont été formulées à l'étranger, comme, par exemple, *The Great Barrington Declaration*, rédigée par trois médecins et épidémiologistes des universités prestigieuses de Harvard, Oxford et Stanford et signée, à l'heure de la rédaction de cet article, par 930.528 personnes, dont 62.920 professionnels de santé et scientifiques<sup>1</sup>. Cette Déclaration appelait à se focaliser sur la protection de la population à risque plutôt que d'imposer des mesures à des peuples entiers. Un rapport de la Commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion

par le Gouvernement français de la grippe A (H1N1) du Sénat français<sup>2</sup> datant de 2010 était également disponible bien avant la pandémie de SARS-CoV-2. Ce document reprend plusieurs éléments de la mauvaise gestion de l'épidémie de H1N1 qui auraient pu être pris en compte dans la réponse à l'arrivée du SARS-CoV-2. À ces documents s'ajoutent toutes les déclarations et prises de paroles au début et tout au long de la pandémie par une multitude d'experts du domaine de la santé et de la microbiologie, dont certains (par exemple le professeur John Ioannidis de l'Université de Stanford), étaient auteurs de travaux publiés par des entités reconnues par plusieurs États, comme l'OMS.

Il y a donc eu, à disposition de nos dirigeants, des propositions pour une meilleure gestion des pandémies avant et pendant la crise du COVID, ce qui signifie que les choix politiques qui ont été faits par nos dirigeants l'ont été en connaissance de cause. Parmi les questions qui se posent aujourd'hui (de façon plus prégnante encore qu'auparavant) figurent notamment les suivantes : qu'avons-nous appris des 2 années écoulées ? Quelles sont les mesures sanitaires qui ont fait leurs preuves ? Quelle est l'efficacité réelle des différents vaccins utilisés pour prévenir la transmission du SARS-CoV-2 ? Quelle protection réelle confèrent-ils ? Quelles sont la gravité et la fréquence des effets secondaires ? Quelle est la pertinence du Certificat COVID numérique de l'UE et des différentes versions de ce certificat dans les pays membres (le *COVID safe ticket* en Belgique) par rapport à la gestion des contaminations ? Quelles réformes devraient être apportées à notre système de soins de santé (par exemple en ce qui concerne le nombre de lits dans les hôpitaux) afin d'éviter de futures saturations ? Et surtout : où sont passés les véritables débats d'experts ?

Depuis le début de la guerre en Ukraine, les médias se sont focalisés sur les nouvelles du front, en laissant de côté le COVID. Mais maintenant que les mesures sanitaires ont été levées (du moins pour l'instant), ne devrait-on pas entendre nos experts discuter de l'efficacité de ces dernières ? Le débat n'était soi-disant pas possible en pleine crise, car nous ne disposions pas de chiffres et il fallait respecter des mesures qui « certainement » feraient leurs preuves et dont les données préliminaires étaient « prometteuses ». Aujourd'hui, il existe une importante littérature scientifique portant sur l'analyse des différentes mesures, avec des chiffres à l'appui, provenant de plusieurs pays. Où sont les échanges de vues entre les experts sur cette littérature scientifique ?

Au contraire, dans le courant des mois de mai et juin 2022, le virologue Marc Van Ranst n'a pas hésité à se prononcer contre l'abandon du port du masque dans les transports en commun, après avoir déclaré que « *l'épidémie de coronavirus est clairement sur le chemin du retour* »<sup>3</sup>; le projet de loi relatif à l'obligation vaccinale des aide-soignants a avancé d'un pas avec la Commission de la Santé qui l'a approuvé<sup>4</sup>; le Président français Emmanuel Macron a exprimé son désir de « *vacciner tout ce qui peut être vacciné* »<sup>5</sup>; et le Parlement européen et les États membres se sont mis d'accord pour prolonger le pass sanitaire européen jusqu'en juin 2023<sup>6</sup>. Si des débats justifiant ces propos et décisions ont été organisés entre des experts sur l'efficacité des masques, de la vaccination et du pass sanitaire, ils n'ont pas été médiatisés, ce qui serait étrange, car, pendant 2 ans, toutes les paroles d'experts en faveur des mesures (sans chiffres à l'appui) ont été soigneusement diffusées.

Le neurochirurgien Russel Blaylock, dans son article COVID UPDATE: What is the truth? (publié dans la revue scientifique *Surgical Neurology International – SNI infection*)<sup>7</sup> énumère une suite de propos considérés, il y a quelques mois, comme de la désinformation, mais qui se sont vérifiés par la suite. En voici quelques-uns (les références scientifiques qui appuient ces affirmations peuvent être retrouvées dans l'article de Blaylock) :

- › Les vaccinés asymptomatiques propagent le virus de la même manière que les symptomatiques non vaccinés;
- › Les vaccins ne peuvent pas protéger adéquatement contre les nouveaux variants, tels que Delta et Omicron;
- › L'immunité naturelle est de loin supérieure à l'immunité vaccinale et dure très probablement toute la vie;

- › L'immunité vaccinale diminue après plusieurs mois, exposant les vaccinés à un risque élevé d'infections et de cancer;
- › Les vaccins COVID peuvent provoquer des risques de caillots sanguins et d'autres effets secondaires graves;
- › Les partisans du vaccin exigeront des rappels au fur et à mesure que de nouveaux variants apparaîtront;
- › Anthony Fauci insistera pour inoculer le vaccin contre le covid aux petits enfants et même aux bébés;
- › Des passeports de vaccination seront nécessaires pour entrer dans une entreprise, prendre un avion et utiliser les transports en commun;

- › Il y aura des camps d'internement pour les non-vaccinés (ce fut le cas en Australie, en Autriche et au Canada);
- › Des non-vaccinés se verront refuser leur emploi;
- › De nombreux hôpitaux étaient soit vides, soit peu occupés pendant la pandémie;
- › Un traitement précoce aurait pu sauver la vie de la plupart des 700.000 personnes décédées;
- › La myocardite induite par le vaccin (qui a été niée initialement) est un problème important.

1. *The Great Barrington Declaration*. <https://gbdeclaration.org/>.

2. N° 685 Sénat Français. Session extraordinaire de 2009-2010. *Rapport de la commission d'enquête sur le rôle des firmes pharmaceutiques dans la gestion par le Gouvernement de la grippe A (H1N1)*. <https://www.senat.fr/rap/r09-685-1/r09-685-11.pdf>

3. « L'épidémie est sur le chemin du retour »: Marc Van Ranst ne veut pas de la fin du masque dans les transports publics. *La Libre Belgique*, 03.05.2022.

4. Coronavirus : l'obligation vaccinale des soignants approuvée en commission, sans entrée en vigueur pour le moment. RTBF, 03.05.2022.

5. Tweet à propos de la vaccination contre le COVID-19 avec le Président français Emmanuel Macron. [https://twitter.com/verity\\_france/status/1532621072297762816](https://twitter.com/verity_france/status/1532621072297762816)

6. L'UE trouve un accord pour prolonger d'un an son certificat covid. *L'Écho*, 14.06.2022.

7. Blaylock RL. COVID UPDATE: What is the truth? *Surg Neurol Int*. 2022 Apr 22;13:167. doi: 10.25259/SNI\_150\_2022.

8. Exemples de l'utilisation du dicton latin *Errare humanum est, perseverare diabolicum* dans la presse: La gestion de la crise Covid est un échec. *Persévérer est diabolique*. *La Libre Belgique*, 02.02.2021 ; *Errare Humanum Est, Perseverare Diabolicum*. *Le Courrier*, 06.12.2021 ; *Errare Humanum Est, Perseverare Diabolicum*. *Kairos*, 02.10.2020

Il va de soi que tous les arguments des scientifiques s'opposant aux mesures sanitaires ne se sont pas avérés corrects. Mais le débat entre scientifiques est nécessaire et crucial pour pouvoir se façonner une image de ce qui fonctionne et de ce qui n'est pas efficace. Il est grand temps que la confrontation des idées (avec des preuves à l'appui) ait lieu. La locution latine *Errare humanum est, perseverare diabolicum* signifie que l'erreur est humaine et que persévérer (dans son erreur) est diabolique. Cette locution a été citée à plusieurs reprises ces derniers mois dans le contexte de cette pandémie (dans *Kairos* et ailleurs)<sup>8</sup>. Après 2 ans, la persévérance n'est même plus diabolique : elle devient franchement satanique !

Jonas Parikka

# Quelques questions à propos des experts et de la déontologie...

*Depuis le début de la crise COVID, le politique, les experts et les invités dans les médias ont mis en avant le rôle central de l'expertise scientifique dans la gestion de la pandémie: en effet, c'est à partir de celle-ci, exprimée à travers le discours des experts et des conseillers, que les décisions politiques « difficiles » auraient été prises. L'expertise peut donc avoir un impact important sur notre avenir en termes de libertés et de droits fondamentaux, de bien-être social et économique, mais également en matière de gestion de la santé publique et de la santé de chacun. Or, y a-t-il une éthique scientifique spécifique, un Code qui – à l'instar du Code de déontologie médicale et du serment d'Hippocrate – permettrait de guider et de baliser le fonctionnement de ce processus de conseil par des experts? La réponse est oui: ce texte est accessible au public dans les deux langues nationales sur les sites du FNRS/FWO<sup>1</sup>.*

## L'EXPERTISE DE CONSEIL EST-ELLE LA MÊME CHOSE QUE LA RECHERCHE ?

Il nous semble donc important de revenir sur le respect (ou non) de ces principes de déontologie au cours de ce processus de conseil et d'analyser les conséquences des décisions prises afin, si nécessaire, d'ajuster le paradigme et les connaissances à partir desquels ont été élaborées les décisions concernant

- 1) les restrictions,
- 2) la limitation de nos droits fondamentaux,
- 3) la lutte contre le SARS-CoV-2.

Rappelons, en guise de premier pavé dans la mare, que SARS2 est une zoonose et qu'avoir tenté de contrôler la dispersion d'un tel virus dans la population peut être considéré comme un non-sens scientifique: c'était en effet impossible! Y-a-t-il un vétérinaire (ou un microbiologiste environnemental) dans l'avion?<sup>2</sup>

Tout au long de la crise, les recherches scientifiques sur SARS2/COVID n'ont cessé de s'accumuler: de nombreuses publications dans des revues médicales ou techniques de qualité *peer-reviewed* (évaluées par les pairs) ont mis en évidence des résultats qui allaient à l'encontre des décisions politiques prises... Ce fut par exemple le cas sur la question des écoles et en matière de tests PCR, nous allons y revenir. Pire, certaines connaissances antérieures, issues de chercheurs mondialement reconnus, publiées depuis plusieurs dizaines d'années ont été « oubliées », ou considérées comme obsolètes, ou...? Certains scientifiques qui ont tenté d'expliquer la crise et d'informer le public se sont fait soit menacer, soit exclure des débats, soit attaquer... Ce fut le cas du professeur John Ioannidis (épidémiologiste à Stanford), du professeur Christian Perronne (épidémiologiste aux hôpitaux de l'A.P. à Paris), du prof. Rentier (ancien Recteur de l'ULG) et des 930.500 signataires de la Déclaration de Great Barrington aux USA... Même les médecins généralistes, un peu partout sur la planète, se sont vu retirer les soins de première ligne – première ligne pour laquelle ils étaient pourtant les mieux placés –, sans parler des interdictions de prescription de médicaments qui auraient pu sauver de nombreux patients...<sup>3</sup>

Ceci est interpellant... Comme il semble évident qu'il y a eu une crise dans la crise, et que le temps a cessé de se compter en secondes pour se compter en décès, il est plus que temps d'enfin se poser certaines questions au risque de fâcher certains.

Les connaissances scientifiques, anciennes ou récentes, auraient dû nous permettre d'avancer, de mieux cerner le SARS-CoV-2, non pas pour en faire la carte d'identité, mais pour éviter des décès! Là était l'enjeu primordial! La finalité, c'était la santé, et non la génétique des populations virales!

Non, bien sûr! L'expertise scientifique doit être basée sur le consensus scientifique et les mesures qui en découlent auraient dû être débattues, en Belgique comme dans tout pays démocratique. Mais ces débats socio-constructivistes auraient engendré, chez certains experts ou politiques, de la méfiance envers ceux qui n'allaient pas dans leur direction, ces « *complotistes* », « *alarmistes* », « *optimistes* » et même, insulte suprême, « *rassuristes* », - comme si le fait de rassurer ne faisait pas partie de la bonne pratique médicale. Car rassurer ne signifie pas minimiser les risques, rassurer signifie transparence et proportion, deux exigences qui nous semblent avoir été largement oubliées. Rassurer, c'est faire montre d'empathie, cela ne relève en rien du complot. Rassurer n'a rien à voir avec un déni de science: c'est intégrer la science et l'humanisme.

Nous avons écrit ce texte à quatre mains. En tant que citoyenne, en tant que maman et en tant qu'ancien Président de Comité d'éthique, nous nous posons parfois de graves questions: « *Sommes-nous dans une cour de récréation?* » ou « *Avons-nous affaire à des scientifiques qui ont oublié l'essence même de leur métier, la démarche d'investigation?* ». Nous leur avons laissé le bénéfice du doute!

Nos experts pouvaient sans difficulté s'informer, informer, confirmer, mais aussi infirmer leurs hypothèses de travail... et, surtout, ils avaient le devoir d'argumenter leurs choix en partageant leurs connaissances<sup>4</sup>. Il est navrant de constater que la plupart des cartes blanches et interventions externes dans la presse ont quasiment toujours inclus des références précises, alors que les doctes des décideurs utilisaient l'argument d'autorité sans jamais se justifier. Nous pouvons et devons commencer l'inventaire...

Il semble utile de commencer cette réflexion en partant du Code éthique des scientifiques tel que nous pouvons le lire sur les sites du FNRS ou du FWO... Rassurez-vous, les mêmes textes existent quasiment dans tous les pays, donc ce qui est écrit ici dépasse largement nos petites frontières.

Pour la petite histoire, lors d'une communication téléphonique avec le FNRS, j'ai eu droit à deux interlocutrices successives pour répondre à cette simple question: « *Le code d'éthique de la recherche scientifique en Belgique qui se trouve sur votre site est-il toujours à jour, peut-il servir de référence ou y a-t-il un avenant annexé quelque part depuis le début de la pandémie?* ». Question simple, vous direz-vous, qui ne nécessitait qu'une réponse rapide et courte! Mais non! D'une première interlocutrice, on m'a transférée vers un autre service pour retomber toujours sur le même scénario: un questionnement sur le pourquoi du comment de ma démarche, une sorte d'interroga-

toire. Étrange... Ma question était pourtant banale: je leur demandais juste si ce qui se trouvait sur leur site était bien à jour, sans plus.

## MAIS VENONS-EN AUX FAITS...

Si nous regardons la vidéo de ce professeur belge notoire qui faisait la tournée des décideurs entre 2016 et 2018 en expliquant que gérer une pandémie, c'est aussi la « vendre »<sup>5</sup>, il y a de quoi être interpellés. On peut comprendre le besoin de communication, mais peut-on comprendre le besoin de « *museler et contrôler la presse* », le besoin d'aggraver les données statistiques sur la grippe H1N1 pour engendrer la « *peur qui permet de mieux gérer* (sic) », de pousser des vaccins anti-grippe « *en faisant croire à une pénurie possible* »...? Ceci pose de très graves questions qui nous semblent toucher en plein cœur les normes éthiques<sup>6</sup>.

On peut comprendre que des experts ont tenté d'expliquer le danger, mais lorsque des scientifiques appelés pour leur expertise ont tenté de faire de la communication politique lorsqu'une décision ne leur convenait pas et ont alors occupé les réseaux sociaux, étaient-ils dans leur rôle?<sup>7</sup> Ou lorsqu'ils ont fait chanter le politique en leur imputant les décès s'ils n'étaient pas écoutés<sup>8</sup>, voire lorsqu'ils faisaient dans la désinformation pure, était-ce encore de l'expertise?

Ou quand un autre professeur-expert a déclaré autour de la table et dans la presse: « *Si cela ne tenait qu'à moi, tout le monde à l'intérieur pendant un an et on n'en parlerait plus!* »<sup>9</sup>? Et lorsque le même a déclaré, lors d'une interview, que « *la liberté individuelle s'arrête aujourd'hui* »<sup>10</sup>, qu'il s'est également permis d'attaquer le citoyen belge<sup>11</sup> ou de « *tacler* » le politique en permanence comme s'il s'agissait d'un jeu<sup>12</sup>? Et cela, en n'offrant aucune évidence scientifique ou médicale pour soutenir ces diverses interventions publiques, alors que les évidences du contraire commençaient à être publiées dans la littérature scientifique depuis avril-mai 2020. Devrions-nous nous questionner? La réponse est oui. Exagérons-nous en rapportant les propos de la presse? La réponse est non, surtout quand d'autres membres du groupe d'experts<sup>13</sup>, l'intéressé lui-même<sup>14</sup>, ainsi qu'un politique<sup>15</sup> ont confirmé ces attitudes pour le moins surprenantes.

Lors de la tentative de fermer les écoles, alors que la littérature scientifique en provenance de plusieurs pays avait démontré que les contaminations se passaient au sein des bulles familiales et non au sein des écoles où les risques pour la santé étaient extrêmement faibles, alors que même un article de presse expliquait de manière correcte et documentée que le danger était faible et qu'il avait été exagéré, était-il normal qu'un microbiologiste « notoire » se fende d'une étude qui « *tombait fort à propos* » et qui fut relayée par les médias pour tenter de justifier la position du ministre<sup>16</sup>?

Est-il normal qu'un éditorial majeur, publié dans la revue *British*



*Medical Journal* en novembre 2020 - une des revues professionnelles les plus respectées sur la planète, ait été totalement ignoré des scientifiques, des médecins et même de la presse? Il faut reconnaître que le titre avait de quoi déranger: *Covid-19: politicisation, "corruption," and suppression of science*! Bien sûr que non! Rien de ceci n'est normal. En outre, c'est en flagrante contradiction avec toute déontologie ou éthique scientifique, lesquelles s'appliquent aussi au travail d'expertise et de conseil<sup>17</sup>.

## DEVOIR DE RIGUEUR

Le point 5 du Code d'éthique de la recherche scientifique en Belgique nous parle du devoir de rigueur. Nous citons: « *Lors de communications ou présentations dans les médias, le chercheur présente ses résultats de recherche de façon véridique et compréhensible. Il évite de susciter des craintes ou des espoirs non justifiés* (sic) ». Donc « vendre la peur » comme outil de gestion était directement contraire au Code. Donc gonfler les statistiques pour aider à « faire passer » des décisions douloureuses ou non était contraire au Code. Donc écrire des rapports qui allaient à l'encontre des publications scientifiques *peer-reviewed* pour justifier une éventuelle décision politique ou attaquer une décision politique après un accord d'un comité d'experts étaient des actes parfaitement contraires au Code. Pourrait-on parler de chantage aux « morts »? Je vous laisse le choix des mots pour qualifier de tels actes! Ceci n'est pas sans rappeler l'intervention du ministre de la Santé belge qui osa parler de la nécessité du choc psychologique pour contrôler la population<sup>18</sup>. Et la santé, et la médecine dans tout cela?

Le Code mentionne aussi le devoir d'impartialité. Nous citons à nouveau: « *Lors de désaccords avec les positions scientifiques d'autres chercheurs, il n'en sera débattu qu'à l'aide d'arguments scientifiques* (sic) ». Donc le chantage aux chiffres de la mortalité et les arguments politiques émis par un groupe des conseillers étaient tout à fait contraires au Code. En plus du Code, il y avait la loi: ces échanges entre experts et politiques avaient déjà été dénoncés par certains juristes, tel le professeur Nicolas Thirion de l'ULG qui avait attiré l'attention sur la destruction de notre État de droit<sup>19</sup>. Vincent Laborderie faisait le lien avec l'expertise déficiente<sup>20</sup>. Et dans un avenir plus ou moins proche, une question se posera, celle de la double responsabilité: gestion de crise chaotique au mépris des lois et des normes.

Lorsque le professeur Lieven Annemans, membre du CNS/GEES, s'est fait attaquer dans les médias au point de devoir quitter le groupe pour protéger réputation et famille, n'était-ce pas contraire au Code?<sup>21</sup> Son crime? Avoir parlé de proportion dans les mesures proposées afin d'éviter les dommages collatéraux<sup>22</sup>.

Un éclairage sur le dysfonctionnement déontologique fut donné par inadvertance par le docteur C. Nieuwenhuys, la secrétaire générale de la Fédération des Services Sociaux<sup>23</sup>. Celle-ci a révélé dans une interview qu'elle avait été invitée aux travaux du groupe d'experts, car leur quota d'hommes était dépassé et surtout parce qu'elle n'était pas une « *activiste* » (sic!). Elle a déclaré « *assez rapidement, je me suis rendue compte que dans le groupe d'experts, ma sensibilité aux questions sociales et humaines était partagée* ». Avant d'ajouter ces mots: « *La Première ministre n'avait pas anticipé la place que pourraient prendre les sensibilités politiques de chaque expert... Or, la neutralité n'existe pas. Quand on voit l'ensemble des expositions médiatiques des différents experts du GEES, on constate*

*que chacun et chacune ont des avis sur les mesures à prendre ou prises par le gouvernement* ». Est-ce que les sensibilités politiques personnelles des experts étaient compatibles avec la déontologie requise par le Code? Nous pouvons en douter, car la science et l'expertise scientifique ne peuvent se soumettre à une idéologie parce que cela équivaudrait à la mort du savoir tout simplement! N'était-ce pas la responsabilité des scientifiques de rester neutres et impartiaux?

Lorsqu'on a imposé les masques à toute la population – contre toute évidence – et que la ministre de la Santé a été forcée de changer d'avis, était-ce encore être impartial? Son avis initial sur le fait que les masques peuvent être efficaces en cas de contaminations humides, mais inefficaces en cas de contaminations sèches par aérosol était et reste le consensus scientifique<sup>24</sup> – et il est difficile d'expliquer pourquoi une carte blanche signée par près de 60 professeurs, parmi lesquels des pneumologues qui mentionnaient ce fait précis, n'ait pas été écoutée<sup>25</sup>. Leur citation précise est: « *En dehors des espaces où la distanciation physique ne peut être respectée, le port du masque n'a strictement aucun intérêt*<sup>26</sup>. »

Deux masques valent mieux qu'un! Certains de nos experts se firent couturiers pour l'occasion. Et les troubles psychologiques et cognitifs chez les enfants, la peur des citoyens et le clivage de la société en « *bons citoyens obéissants* » et « *criminels égoïstes* »? N'est-ce pas le propre des dérives autoritaires d'établir ou d'imposer des symboles qui rappellent leur pouvoir à chaque instant? Où fut le débat scientifique objectif à ce propos? Et l'impartialité?

Le Code mentionne aussi le devoir de prudence. Nous citons: « *Les fautes et omissions commises, ainsi que les dommages aux tiers qui en découlent doivent être assumés et réparés au maxi-*



mum (sic) ». Certains extraits de la carte blanche déjà citée sont édifiants. Un exemple de ce qui ne fut pas fait : « *La gestion future de la crise doit être scientifiquement fondée, rationnelle et proportionnée* ». Par prudence ? « *Ensuite, les mesures ont été prolongées, et il semble maintenant qu'il faille à tout prix éviter de se faire infecter par un virus dont la dangerosité ne dépasse pas celle de la grippe saisonnière que nous vivons chaque année dans la "quasi" indifférence générale. Cela ne nous paraît plus raisonnable* ». Prudence ou décisions arbitraires ne reposant sur aucune donnée objective ? « *Toutefois, aucune donnée objective sur le bénéfice du confinement de l'entièreté de la population n'a été fournie à ce jour* ».

Le manque de prudence était évident sur la question des masques et sur la distanciation sociale dans les écoles maternelles et primaires<sup>27</sup>. Le manque de prudence était évident par rapport aux dommages collatéraux tels que la boulimie, l'anorexie, l'alcoolisme qui firent l'objet de publications avant l'été 2020. Le Code de Déontologie mentionne qu'il existe un devoir de réparation.

## QUI VA PAYER ?

La Belgique compte 32.051 victimes (lors de la rédaction de cet article). Pour le fait qu'entre 30 % et 60 % d'entre elles (au moins) sont arrivées à l'hôpital déjà infectées par des colonisations bactériennes<sup>28</sup> – en broncho-pneumonies ou pneumonies –, ce qui démontre qu'elles n'avaient pas reçu de traitements antibiotiques à

temps, qui va payer ? Pour les directives de Sciensano, basées sur le paracétamol et les corticoïdes, incitant principalement aux contacts téléphoniques et aux tests, qui va payer ? Le fait que ce furent des recommandations et non des ordres directs dispense-t-il leurs auteurs de toute responsabilité ? Cela ne tient pas la route, quand on sait que les remboursements INAMI sont contrôlés, et que de facto les médecins n'ont pas vraiment le choix – la presse a rapporté que certains d'entre eux ont été attaqués, car ils étaient soi-disant « rassuristes ». Et pour les dommages collatéraux liés aux lock-downs, attestés par certaines données médicales – encore une fois revues par les pairs<sup>29</sup> –, par certains rapports indépendants qui ont mesuré les impacts économiques et la mortalité additionnelle<sup>30</sup>, et même par certains experts qui – comme au Canada – se sont excusés dans la presse<sup>31</sup>, qui va payer ?

## RISQUE OU PERFORMANCE DES SOINS ?

A-t-il été prudent, en 2021, après plus d'un an de crise, de continuer à s'accrocher aux chiffres qui ne reflétaient pas le risque, mais la performance des soins (le fameux CFR qui a fait les gros titres journaliers) et, en plus, de rejeter les données qui mesuraient réellement le risque réel si on attrapait le virus (IFR ou Infection Fatality Rate<sup>32</sup>). Avec, encore en plus, des attaques contre les rares scientifiques qui risquaient leur réputation, voire davantage, en rapportant ces fameuses valeurs (publiées près de 60 fois) de 0.2 % de mortalité chez les gens âgés et de 0.05 % de mortalité chez les moins de 70 ans<sup>33</sup>. Vous lisez bien... ces chiffres étaient plus bas que ceux des gripes saisonnières ! Est-ce que ceci démontre une quelconque prudence scientifique, une ouverture d'esprit, ou ne serait-ce pas plutôt les preuves d'une irresponsabilité scientifique et sociétale majeure ?

Certains vont se retrancher derrière l'argument que l'on ne savait pas, que l'on a fait ce que l'on a pu et que nous avons découvert chaque jour de nouvelles choses... N'y a-t-il pas un gros problème quand toutes les évidences démontraient et démontrent encore exactement l'inverse ?

- Code d'éthique de la recherche scientifique en Belgique (FNRS) et Ethische code van het wetenschappelijk onderzoek in België (FWO).
- Il y en a au moins un. À aucun moment le mot « zoonose » ne fut prononcé. Étonnant, non ? Comme dirait feu Pierre Desproges.
- Covid-19: traiter les gens rapidement avec la première ligne médicale est la seule sortie cohérente à cette crise. *La Libre Belgique*, 04.02.2021.
- Lettre ouverte à nos responsables politiques : Il est urgent de revoir totalement la gestion de la crise Covid-19. *La Libre Belgique*, 27.08.2020. Carte Blanche du Prof. Latterre.
- Cette vidéo – pour le moins choquante - fut mise en ligne sur ce site, et également reprise par de nombreux médias. <https://vimeo.com/320913130> ou Une ancienne vidéo de Marc Van Ranst refait surface où il explique comment influencer la population: « Si vous faites cela, ils ne chercheront pas des voix alternatives ». Dernière Heure, 11.02.2021.
- La presse rapporta les propos suivants du prof. Erika Vlieghe, la présidente perpétuelle des différentes moutures des comités d'experts (CELEVAL, CNS, GEES): Erika Vlieghe n'exclut pas la démission « si la communication politique continue comme ça ». *Le Soir*, 24.07.2020. Erika Vlieghe ne participera plus au CNS. 7 sur 7, 24.07.2020.
- Les politiques font profil bas devant les experts : « Si ça foire, ce sera de leur faute ». *La Libre Belgique*, 20.08.2020.
- Ceci fut démenti par les autorités des régions. Erika Vlieghe à la commission Covid: « Les Régions ont refusé un comité interfédéral sur les maisons de repos ». *Le Soir*, 18.09.2020.
- Cette phrase fut bel et bien prononcée de manière bruyante lors de discussions initiales très animées au JT de 13h à la RTBF du 21/10/2020. <https://inforjeunes.eu/2020/10/21/covid19-et-libertes-individuelles/>.
- Une phrase pour le moins peu scientifique – pur argument d'autorité : « *Chacun doit se rendre compte que personne n'avait envie de cette situation, on aurait peut-être pu l'éviter. On n'a plus le choix. La liberté individuelle, de nouveau, s'arrête aujourd'hui*. Coronavirus en Belgique: "On va droit dans le mur, le confinement est la seule option qu'il nous reste" », prévient Emmanuel André. RTBF, 21.10.2020.
- De même, lors de la fameuse seconde vague, c'était la faute au citoyen qui n'obéissait pas : « *Si on ne tape pas un bon coup maintenant et si les citoyens n'adoptent pas une attitude rigoureuse, on va rester dans des eaux dangereuses pour très longtemps. On a laissé aller le virus trop loin, on n'a plus le choix !* ». Coronavirus: très alarmiste, Emmanuel André appelle à un confinement. *Le Soir*, 21.10.2020.
- Une autre citation du même expert qui ne cite aucune source, alors qu'au même moment des publications scientifiques mettaient en évidence les dommages directs et collatéraux des premiers lock-downs. « Si on avait su prendre les bonnes décisions au bon moment en Belgique. Si on n'avait pas cherché des excuses pour toujours retarder la décision et prendre des demi-mesures. On aurait eu moins de décès et moins de personnes hospitalisées. Et on aurait eu un confinement plus court ». Emmanuel André tacle à nouveau les politiques: « Si on avait su prendre les bonnes décisions au bon moment ». *La Dernière Heure*, 26.11.2020. et Coronavirus: Emmanuel André, critique au sujet de la gestion de la crise, parle d'une « erreur extrêmement importante ». *La Dernière Heure*, 20.11.2020.
- Comme un autre expert le dit lui-même (Prof Y. Van Laethem), il adopte une posture « moins jusqu'au-boutiste qu'Emmanuel André, Marius Gilbert et Yves Coppieters ». Il est donc clair et du domaine public qu'au sein du collège des experts, certaines attitudes sont qualifiables de « jusqu'au-boutisme ». Est-ce compatible avec l'éthique scientifique de l'expertise ? Les experts santé, ignorés par les politiques?. *Moustique*, 23.10.2020.
- Emmanuel André implore le gouvernement d'agir: « *Faites-le pour éviter de voir mourir des patients dans les couloirs des hôpitaux* ». *La Dernière Heure*, 30.10.2020.
- Nouveau clash: l'expert Emmanuel André ne se fait pas que des amis en politique. *Business AM*, 24.06.2020.
- Pour les écoles – hormis les avis « paniqués » en provenance de la KULeuven ou de l'UA –, au même moment sortaient des articles *peer-reviewed* qui démontraient que les infections se passent au sein des bulles familiales et non dans les classes. Un article publié dans *Le Soir* en fait correctement part. *Coronavirus: l'école ne joue pas un rôle majeur dans les transmissions... jusqu'ici*. *Le Soir*, 25.01.2021. Comment alors expliquer cet autre article avec son titre racoleur, publié deux jours après l'annonce du Ministre de la Santé Vandembroucke de son intention de fermer les écoles ? On est en droit de se poser la question d'une coïncidence ou d'un rapport « scientifique » sur commande ? Le rapport remis par Herman Goossens sur les écoles fait part d'une découverte remarquable: ce sont les élèves âgés entre 5 et 12 ans qui sont le plus souvent contaminés. *La Libre Belgique*, 28.01.2021.
- Covid-19: politicisation, "corruption," and suppression of science* *BMJ* 2020; 371m4425.
- Sortie du Ministre de la Santé belge sur « l'électrochoc » pour la population : Les propos de Frank Vandembroucke font très mal. *Trends - Le Vif*, 30.11.2020.
- Prof. N. Thirion – qui fut un des premiers à alerter l'opinion sur les dérives. Pourquoi l'arrêté ministériel Covid est illégal. *La Libre Belgique*, 06.08.2020.
- Article de Vincent Laborde – qui décrit fort bien la confusion des rôles. Le journaliste, le savant et le politique. *Belga Politica*, 31.07.2020.
- Lieven Annemans (Professeur à l'UGent) – présenté comme un « *health economist* », ce qui pourrait mettre en doute ses compétences face à d'autres, s'était fait attaquer à plusieurs reprises dans la presse par des collègues du groupe d'experts. « *All virologists are warning unanimously that things are moving in the wrong direction, as the number of new cases has gone up 75% in one week, and our R-number is 1.4. A health economist vehemently denies that there are currently more cases, and thinks we need to relax. Good luck!* » Covid-19 measures: tensions among Belgium's coronavirus experts. *The Brussels Times*, 18.09.2020.
- Lieven Annemans a dû se défendre contre des accusations de « *déni de science* », de « *rassuriste* », uniquement parce qu'il demanda un équilibre entre les risques et les mesures, il tenta d'éclairer la réalité des chiffres donnés partout, et le peu d'utilité des tests PCR qui ne signifient en rien une infection. Voir son post sur Twitter: « *How should we best deal with the virus at this stage? A. with a culture of fear, drama, misleading figures, disproportionate measures? B. with vigilance, serenity, correct numbers, balanced measures? I would have preferred B.* » he posted.
- Céline Nieuwenhuys – membre du groupe d'experts qui révéla dans une interview candide les « sensibilités » politiques des experts: « *Est-ce que j'ai eu peur de ne pas être écoutée, d'être en quelque sorte un OVNI ? Évidemment. Mais, assez rapidement, nous nous sommes rendu compte que dans le groupe d'experts, ma sensibilité aux questions sociales et humaines était partagée. Je n'étais pas la seule à me préoccuper de la population de manière globale et plus spécifiquement des publics fragilisés* ». La crise sociale ? Pour les politiques, ce n'est pas urgent !. *Le Guide Social*, 15.06.2020.
- La Ministre de la Santé belge, entre février 2020 et l'été, avait été fort claire et reflétait par cette interview le consensus scientifique en accord avec les recommandations de l'OMS. Consensus qui vola en éclats de manière inexplicable, et cette page du site de l'OMS fut même modifiée. Il serait intéressant d'en demander une copie via *The Internet Archives* (une fondation de droit public qui stocke l'Internet sur... l'Internet). Maggie De Block sur le port du masque: « Cela n'a pas de sens scientifiquement ». *Le Soir*, 05.04.2020.
- Cette Carte blanche qui donnait treize références scientifiques contrôlables et était signée par plus de 60 scientifiques ou professeurs d'université fut ignorée. Elle révèle directement ou indirectement les graves manquements éthiques des experts. Lettre ouverte à nos responsables politiques : Il est urgent de revoir totalement la gestion de la crise Covid-19. *La Libre Belgique*, 27.08.2020.
- Un autre article sur le même sujet. Des extraits de cet article mettaient en évidence de graves manquements au Code éthique de la part des experts. Professeur Pierre-François Laterre, médecin aux soins intensifs en désaccord avec la gestion de la crise du coronavirus. *La Libre Belgique*, 01.09.2020.
- Article de vulgarisation qui mentionnait de manière simple certaines évidences scientifiques solides du développement chez les enfants de troubles induits à plusieurs niveaux. Le port du masque peut-il nuire au développement des enfants ? *CNews*, 24.08.2020.
- Ce point est CRUCIAL : entre 30 et 80% des personnes infectées par COVID étaient colonisées par des bactéries avant d'être admises à l'hôpital. Ceci est la cause majeure de mortalité par SARS2, et personne au niveau des décideurs ou des experts ne semble avoir voulu l'admettre. Ici, deux études *peer-reviewed*, mais il en existe de nombreuses autres concernant d'autres endroits/pays. Des données identiques existent pour la Belgique. Le premier: 27% de colonisations bactériennes (France) - Contou, D., Claudinon, A., Pajot, O. et al. *Bacterial and viral co-infections in patients with severe SARS-CoV-2 pneumonia admitted to a French ICU. Ann. Intensive Care* 10, 119 (2020). Le deuxième: entre 58% et 80% de colonisations bactériennes (Italie) - Intra J, Sarto C, Beck E, Tiberti N, Leoni V, Brambilla P. *Bacterial and fungal colonization of the respiratory tract in COVID-19 patients should not be neglected. Am J Infect Control.* 2020 Sep;48(9):1130-1131.
- Bodilsen J, Nielsen PB, Søgaard M, Dalager-Pedersen M, Speiser LOZ, Yndigegn T, Nielsen H, Larsen TB, Skjøth F. *Hospital admission and mortality rates for non-covid diseases in Denmark during covid-19 pandemic: nationwide population based cohort study. BMJ.* 2021 May 24;373:n1135.
- Autour de 700.000 décès non Covid en plus par an pour les 15 prochaines années, en conséquence directe des *lockdowns*, Bianchi F, Bianchi G & Song D (2020) *The long-term impact of the covid-19 unemployment shock on life expectancy and mortality rates.* Working Paper 28304.
- Cet expert reconnaît assez humblement les erreurs commises : Canadian expert's research finds lockdown harms are 10 times greater than benefits. *Toronto Sun*, 09.01.2021.
- Le taux de létalité (CFR) relie la mortalité d'une cause à l'incidence ou à la prévalence de cette maladie, alors que le *infection fatality ratio* (IFR) est le risque de décès par infection et est l'un des paramètres épidémiologiques les plus importants.
- Revue globale des diverses mesures du taux de mortalité réel du SARS2 – Ioannidis JPA. *Infection fatality rate of COVID-19 inferred from seroprevalence data. Bull World Health Organ.* 2021 Jan 1 ; 99(1):19-33F.
- Le fameux passeport vaccinal qui – heureusement – faisait débat. Covid-19 : un « passeport vaccinal » en Belgique ? Les réponses aux questions que vous vous posez. RTBF, 30.12.2020.
- Ceci – qui a été une décision purement politique – semblait être une demande du ministère de la Santé. Est-ce que le prix d'un passeport relève d'une compétence scientifique ? Un permis de voyager « très cher » : l'injuste et étonnante idée que les experts Covid ont soufflée à la classe politique belge. *La Dernière Heure*, 19/02/2021.
- La régulation du télétravail ou son *follow-up* est-il du ressort de l'expertise scientifique? *Les experts du GEMS préoccupés par la diminution du respect du télétravail: « Nous devons donc prendre des mesures supplémentaires ».* *La Libre Belgique*, 19.02.2021.

## VACCINATION ET PASSEPORT

Que penser quand les mêmes ont imposé une vaccination de masse avec des produits expérimentaux sans consentement éclairé et que, pour ce faire, ils ont ajouté un passeport vaccinal, encore une fois une mesure de division sociale<sup>34</sup>. Quand des experts du GEES ont proposé aux politiques de rendre les passeports très coûteux pour les voyages dits non-essentiels ? Est-ce que le prix à faire payer afin d'éviter ce genre de voyages est du ressort du conseil ou de l'expertise scientifique, ou se sont-ils encore plus éloignés de leur rôle et de la déontologie qui s'y rattache<sup>35</sup>. Est-ce que l'argent empêche un virus de circuler ? Et quand les mêmes ont émis des avis à propos du télétravail, était-il pertinent et scientifique de « s'inquiéter » de la « compliance » (s'assurer de la conformité à cette exigence) des entreprises à ce sujet ? Ou était-ce une nouvelle manière de mettre la pression sur des petites et moyennes entreprises aux abois en les culpabilisant et ne leur laisser aucun choix ? La question reste ouverte<sup>36</sup>.

On peut comprendre que les erreurs de bonne foi ne peuvent pas donner lieu à de lourdes réparations financières, mais quand la bonne foi est absente, quand les conseils vont même à l'encontre de la science et de la déontologie de base, qu'en est-il ? La question

mérite et devrait être posée. Ne pas le faire serait s'exposer à la destruction totale de l'État de droit et de toute norme de bonne conduite.

Il semble y avoir eu des scientifiques sciemment mis à l'écart, une volonté affichée de ne pas vouloir corriger les modèles statistiques fautifs de la mortalité au sein de la société ; il y a eu une volonté de choisir une politique du « tout vaccin » – au détriment d'une politique de soins –, alors que de nombreux scientifiques avaient recommandé de ne pas se limiter à une seule solution, solution qui, par ailleurs, vu les taux de mutation de ces virus, était encore une fois une fausse solution.

Ne devons-nous pas nous poser la question de savoir pourquoi ce qui est enseigné en Faculté de médecine et se trouve dans les vieux grimoires médicaux semble avoir été parfaitement ignoré par nos experts, qu'ils soient belges ou autres ?

Pouvons-nous de manière crédible parler de « faits nouveaux » lorsqu'on mentionnait les colonisations bactériennes, les antibiotiques, les taux d'IFR et de CFR, la non-pertinence des résultats des tests par PCR ou du « tout vaccin » face à des virus dont la spécialité est de se jouer de l'immunité ? Tout cela était connu et publié depuis des lustres !

Nous nous posons donc la question, en parodiant le juriste Romain Caton : *Quousque tandem, experti abutere patientam nostram ?* En d'autres mots, il semble non seulement plus que temps de corriger le tir (ne fût-ce que pour le futur), mais également de confronter les experts à leurs manquements éthiques et professionnels multiples qui semblent difficiles à justifier...

**Laurence Van Ooteghem, Prof dr. Martin Zizi,**

**Laurence Van Ooteghem, psychopédagogue, spécialisée dans la gestion et l'impact du stress, et consultante en éducation à la santé.**

**Prof dr. Martin Zizi, ancien Président du Comité d'éthique et de la Commission pour l'éthique médicale au sein du Département de la Défense belge, ancien directeur scientifique, et Chef de la Division épidémiologie et biostatistiques, chercheur en biologie moléculaire et biophysique. Il fut conseiller/expert pour les autorités belges à l'UE et l'ONU.**

# La défiance envers les experts sélectionnés par le pouvoir et certains médias n'est pas de la défiance envers la science

*On entend aujourd'hui bon nombre de politiciens et de scientifiques se désoler de ce que la population n'aurait pas suffisamment confiance dans la science et dans l'expertise scientifique. L'étymologie du mot confiance a des liens avec la foi, la croyance : n'est-il pas un peu paradoxal de demander à la population d'être moins irrationnelle et crédule, tout en l'enjoignant d'avoir foi dans la science ou dans un expert ? En effet, au sens strict, la confiance (c'est-à-dire s'en remettre au jugement de l'expert), ou du moins une confiance excessive et aveugle, ne peut que mettre à distance la réflexion critique propre à la démarche scientifique, empêcher de chercher les failles, les erreurs, les aspects ou les points de vue négligés, les exceptions et cas particuliers, les nouvelles questions qui échapperaient à la théorie provisoirement admise.*

On peut par ailleurs se demander s'il est exact d'affirmer qu'une partie importante de la population n'a pas ou plus confiance dans la science. Beaucoup pensent, à raison, que la science n'est pas la seule à pouvoir parler du monde ou que, dans certains domaines, son approche est réductionniste ; certains dénoncent la place de l'idéologie dans les sciences, l'instrumentalisation politique de théories scientifiques ou encore le caractère pseudo-scientifique de certaines disciplines comme l'économie, par exemple. Mais cela ne signifie pas qu'ils rejettent l'approche scientifique du réel. Ce serait même plutôt l'inverse : si une partie de la population met en question « l'institution science », c'est en raison de certaines de ses pratiques manifestement non scientifiques.

En effet, si les scientifiques peuvent se tromper de bonne foi – et cela fait partie du cours normal de la recherche scientifique –, ils peuvent aussi être influencés, subir des pressions, avoir des intérêts, des conflits d'intérêts, etc. Combien de jeunes chercheurs ont modifié, même légèrement, leurs résultats pour qu'ils conviennent aux attentes de leur directeur de thèse ! On ne peut pas exclure que cela se produise à une autre échelle quand interviennent des pressions et des enjeux institutionnels, politiques, économiques, industriels, de carrière ou de notoriété. C'est d'ailleurs parfaitement avéré sur de nombreuses questions : combien d'études frauduleuses ont été

financées par les industries du tabac, de la chimie, de la pharmacie, des biotechnologies, de l'automobile, de l'énergie, etc. !

Il n'est d'ailleurs pas si rare que des revues scientifiques publient des articles biaisés (voire frauduleux) notamment dans le domaine de la recherche médicale. La révision par les pairs n'est pas toujours la panacée (par exemple lorsque le pair en question est un concurrent). S'interroger sur les liens avérés entre les grands journaux médicaux et l'industrie pharmaceutique, sur les actionnaires des grandes revues scientifiques qui font autorité (BlackRock, Vanguard, etc.) et sur leurs intérêts est une démarche critique censée. Cette démarche critique ne signifie pas que l'on rejette la science et les lumières de la raison, bien au contraire.

Les chercheurs peuvent, et cela n'a rien d'occasionnel, participer à des projets de recherche orientés, que la source de financement soit privée ou publique. Dans le cadre de ces projets de recherche, ils peuvent être à leur tour à l'origine d'études biaisées.

Enfin, les consensus scientifiques d'un jour ne sont plus ceux du lendemain : on ne peut donc pas exiger de quelqu'un, qu'il soit scientifique ou « simple » citoyen, de croire dans les consensus actuels. Un scientifique qui ne croit pas dans le consensus actuel a souvent des motifs scientifiques de douter, et c'est parfaitement en

accord avec la démarche scientifique ; un citoyen non scientifique qui ne croit pas dans le consensus scientifique actuel peut aussi avoir des motifs justifiés de mettre en doute ce consensus, comme le montrera la suite de ce dossier.

**Valérie Tilman**

# L'Université citoyenne, indépendante et responsable ?

En 1998 paraissait un *Plaidoyer pour des universités citoyennes et responsables*. Ses auteurs, le physicien et philosophe Georges Thill et la juriste Françoise Warrant, pointaient déjà l'éthique de l'expertise scientifique comme l'un des défis les plus importants pour l'université.

L'alliance entre les pouvoirs publics et les entreprises privées en vue de réussir l'intégration compétitive de l'économie nationale dans l'économie mondiale était déjà manifeste en 1998. Les auteurs avaient également noté l'intrication profonde entre les institutions scientifiques et la raison d'État. Ils avaient aussi observé la mise en place de mécanismes établissant les institutions scientifiques en maillons essentiels de l'économie. Ces tendances, qui n'ont fait que se développer considérablement depuis lors, leur faisaient déjà soupçonner que les institutions de recherche et d'enseignement supérieur puissent se trouver autant du côté des problèmes que des solutions, et ce pour différentes raisons. Parmi ces raisons, deux nous intéresseront ici : l'orientation des recherches et l'expertise scientifique.

Qui définit les orientations de recherche ? Et quel est le rôle de l'expertise scientifique ? Tant les orientations des recherches que les positionnements des experts scientifiques nous sont généralement présentés comme étant dictés par des exigences de la réalité, des exigences qui seraient révélées ou définies par la science « pure ». Est-ce réellement le cas ? Ne conviendrait-il pas au contraire de toujours se demander, face à telle orientation de recherche, face à tel résultat de recherche ou face à telle expertise scientifique, s'ils ne seraient pas en partie déterminés ou influencés par certains intérêts ou certains liens – objectifs stratégiques (les orientations des programmes de financement de la recherche par les fonds européens en sont une illustration), financements, partenariats, réseaux relationnels, etc. ?

Les deux auteurs précités ont montré, avec d'autres, que la science est devenue une institution et que ce qu'ils appellent la « technoscience » (terme – aujourd'hui moins utilisé – qui désigne l'intrication des sciences et de la technique et ses enjeux) est une institution liée aux activités économiques, industrielles et militaires. Si certains scientifiques font effectivement preuve d'une relative autonomie dans la recherche et le développement du savoir, les institutions scientifiques et leurs membres dans une certaine mesure, sont inévitablement liés par le système économique et politique qui les a mis en place et qui les finance. Ces institutions, et certains de leurs membres, se muent, consciemment ou non, en instances de légitimation des orientations étatiques ou industrielles dont ils dépendent pour perdurer. Ouvrir les yeux sur cette situation contribuerait déjà à ôter à l'expertise scientifique son aura de « magistère non sujet à la controverse ».

Pour ne prendre que quelques exemples que j'ai pu personnellement observer, il ne paraît pas hérétique à l'université qu'une recherche internationale en éthique de la technique soit financée par une fondation de milliardaires, d'inviter un *think tank* soutenu par des acteurs économiques pour expliquer aux académiques l'écologie et les alternatives technologiques « durables », ou de proposer de remplacer les cours d'éthique par des supports numériques réalisés par d'autres institutions. Des « experts », psychologues, philosophes ou juristes, sont quelquefois associés à certaines recherches pour faire évoluer les conceptions, représentations et définitions de certaines notions culturelles fondamentales telles que, par exemple, la santé, la maladie, l'humanisme, la liberté, la solidarité, la cohésion sociale, le bien commun, l'intérêt général, la responsabilité, etc. Ce fut d'ailleurs le cas du groupe « Psychologie et Corona » dont l'objectif explicite fut de faciliter « le changement de comportement permanent », de favoriser le « comportement d'habitude », de générer « les conditions optimales de motivation pour être disposé à se faire vacciner », etc.

G. Thill et F. Warrant avaient également dénoncé le pouvoir disproportionné accordé par nos sociétés aux experts, des experts dont les positionnements sont souvent gros de conséquences politiques et sociales. Le prestige du statut social des chercheurs universitaires et la valeur assignée à la science, entité réputée « *véritable et fiable* », confèrent aux experts un rôle idéologique majeur. L'expert est censé parler au nom d'un savoir reconnu, la qualité de son discours étant garantie par son institution, mais aussi par la

place occupée par ce chercheur dans la hiérarchie des institutions scientifiques. Cette situation a pour conséquence de conférer à certains scientifiques intronisés « experts » un pouvoir plus grand qu'à d'autres spécialistes, ce qui n'est pas nécessairement justifié par la pertinence de leurs propos. Il arrive que certains experts, du fait de leur influence, qui peut quelquefois s'expliquer par des raisons toutes autres que leur qualité scientifique objective, soient appelés à se prononcer sur des sujets qui ne sont liés que très indirectement à leur domaine de spécialisation. On a vu également que les institutions scientifiques ne sont structurellement pas totalement indépendantes politiquement et que, par conséquent, certains de leurs plus éminents membres pourraient bien de ne pas l'être non plus.

Le choix des experts par le politique et les médias n'est en général pas innocent non plus. Or, la neutralité et l'objectivité scientifiques sont des idéaux qui ne peuvent être convoqués pour trancher ultimement un conflit social ou politique, même si celui-ci comporte des dimensions scientifiques. Car, amené à se prononcer dans le cadre d'un tel conflit, un scientifique exprimera des opinions ou des convictions en partie fondées sur ses pratiques scientifiques, mais qui seront aussi inévitablement entachées de biais subjectifs, *alors*

qu'elles seront présentées comme objectives et scientifiques. Il s'agit donc de démythifier la prétendue neutralité politique de l'expertise scientifique et de dénoncer le rôle idéologique qu'on lui fait jouer.

Ces auteurs ajoutaient encore d'autres considérations essentielles : si l'université est un des lieux d'expertise, c'est aussi un des lieux où on devrait réfléchir au sens et aux limites du savoir et de la technique. À l'inverse de cette attitude, un certain nombre de scientifiques taxent d'obscurantisme et certains pensent à censurer, sanctionner, voire à criminaliser pour « désinformation » ceux qui doutent de certaines paroles d'experts. Pourtant, on ne peut plus ignorer les rapports de force, rappelaient ces auteurs, avant d'ajouter : « *La responsabilité est engagée quand on n'a pas fait ce qu'on aurait pu faire, quand on n'a pas dit ce qu'on aurait pu dire. Et là, la responsabilité des chercheurs et de l'université est immense* ».

Valérie Tilman



Illustration: Mickomix

# Les autres conflits d'intérêts

« Par rapport aux décisions que vous prenez maintenant [concernant les mesures COVID], quelle légitimité démocratique y a-t-il à prendre ce genre de décision quand la plupart des membres qui décident et qui réfléchissent font partie des multinationales et de la finance ? » : cette question fut celle du rédacteur en chef de *Kairos*, le 15 avril 2020<sup>1</sup>, à la Première ministre Sophie Wilmès, un mois après le début du premier confinement. Une question qui lui valut automatiquement l'étiquette de « complotiste » dans la presse<sup>2</sup>, et une interdiction, 9 jours plus tard, d'assister à la conférence de presse du Conseil national de sécurité qui se réunissait pour examiner les modalités du déconfinement progressif.

Pourtant, la question des conflits d'intérêts est pertinente dans une démocratie ! En Belgique, dans le domaine de la santé, cette question est traitée (suite aux accusations de conflits d'intérêts visant l'OMS à l'occasion de l'épidémie de grippe H1N1 !) par le Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement qui précise sur son site que « le Conseil Supérieur de la Santé est la première institution d'avis scientifique en Belgique à avoir développé sa propre philosophie et avoir mis en place une approche complète concernant la gestion des déclarations des intérêts et des possibles conflits par une Commission de Déontologie. Cette approche va bien au-delà de la simple déclaration sur l'honneur et est basée sur 7 principes :

1. Il est impossible d'être expert sans avoir des intérêts.
2. Un intérêt est différent d'un conflit d'intérêt.
3. Les experts doivent communiquer/rendre publics leurs intérêts de manière transparente.
4. Ce n'est pas l'expert lui-même qui doit juger si un intérêt conduit à un conflit potentiel.
5. Il n'est pas suffisant d'identifier les conflits potentiels, il faut aussi les gérer.
6. La transparence est nécessaire en matière d'intérêts et de conflits potentiels lors de l'émission et de la communication d'un avis.
7. D'autres institutions doivent aussi appliquer un système de gestion des conflits potentiels d'intérêts ; il est tout indiqué de collaborer pour ce faire<sup>3</sup>. »

L'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé, pour sa part, nous informe, sur la page de son site consacrée aux conflits d'intérêts que « l'une des principales tâches de chaque organisme public est de servir l'intérêt général. Le citoyen s'attend à être traité de manière intègre, objective et impartiale, indépendamment des intérêts privés du fonctionnaire »<sup>4</sup>. Au niveau européen, les conflits d'intérêts sont surtout mentionnés dans le cadre de la délégation des pouvoirs d'exécution budgétaire<sup>5</sup>. L'Agence européenne des médicaments, qui a déjà fait l'objet d'investigations à ce sujet à plusieurs reprises<sup>6</sup>, serait bien avisée de s'en inspirer !

Quand on parle de « conflits d'intérêts », on fait généralement référence aux liens financiers qui influencent les décisions (l'argent étant un puissant incitant). Mais, si on s'inspire des réflexions du sociologue Pierre Bourdieu, on se rend compte que d'autres types

de conflits d'intérêts peuvent intervenir. Pour Bourdieu, le capital économique n'est pas le seul type de possession qui confère du pouvoir à un citoyen dans une société. Il distingue quatre types de capitaux : économique, culturel, social et symbolique. Le premier, le capital économique, est défini, de manière similaire à Karl Marx, comme « l'ensemble des possessions matérielles et monétaires ». Il s'agit bien d'un capital au sens le plus intuitif du terme, car il permet de faire face à nos besoins matériels essentiels, comme, par exemple, les besoins de se nourrir, de se loger, de se soigner, etc. Au-delà des besoins primaires, il rend également possible un certain confort et, à un niveau encore supérieur, il procure un pouvoir certain à ceux qui disposent d'un tel capital sur ceux qui n'en disposent pas ou qui disposent d'un capital moindre.

Le capital culturel désigne quant à lui l'ensemble des biens culturels, des connaissances et des comportements sociaux. Il est constitué non seulement d'objets culturels (œuvres d'art, livres, etc.), mais également de la capacité à les comprendre (car posséder des objets culturels est inutile si on ne dispose pas d'une éducation qui permet de profiter de la culture, de pouvoir la comprendre). Au sein du capital culturel, Bourdieu identifie une sous-catégorie qui est celle de l'institution : le capital culturel institutionnel doit être compris comme l'ensemble des diplômes, titres honorifiques, etc.

Le capital social, quant à lui, fait référence aux réseaux. Un large capital social permet de faire appel aux autres quand cela s'avère nécessaire. Cela peut être la communauté religieuse, la sphère politique... ou encore la mafia. Il existe des réseaux dans toutes les couches de la société, mais les réseaux qui exercent le plus d'influence sur la société se retrouvent souvent dans les couches sociales supérieures.

À ces différents capitaux, Bourdieu ajoute encore le capital symbolique qui détermine la position sociale des individus dans la société. Ce capital symbolique désigne le niveau de reconnaissance sociale dont jouit la personne (son prestige ou l'estime qui lui est apportée). Il découle de tous les autres capitaux. Globalement, toutes les possessions économiques, culturelles et sociales confèrent du pouvoir à ceux qui en disposent. Au niveau du capital symbolique, l'accent est surtout mis sur la perception. Pour le dire rapidement, quelqu'un de riche et cultivé, avec de bons réseaux sera perçu comme une personne importante, conduisant ceux qui l'observent à se positionner par rapport à elle selon une hiérarchie symbolique, en fonction de leurs propres richesses, connaissances culturelles et de l'importance de leurs réseaux. C'est lors de l'exhibition de ces différents capitaux que se produit une violence symbolique.

Si on applique ces réflexions de Bourdieu aux conflits d'intérêts, cela nous permet d'apporter des éléments de réponse aux deux questions suivantes : « Pourquoi tant de scientifiques sont-ils restés silencieux pendant la crise sanitaire ? » et « Pourquoi la majorité de ceux qui se sont exprimés ont-ils adhéré au discours dominant ? » D'un point de vue économique, on a déjà mis en évidence la question des liens avec les entreprises pharmaceutiques (détaillée à de multiples reprises par *Kairos*), ou encore celle de la sous-traitance des tests PCR dans les laboratoires (et des financements qui ont accompagné ces contrats). Mais si on adopte un angle social, on comprend que la crainte d'être exclu de certains réseaux a sans doute été un incitant tout aussi important. Le risque d'être stigmatisé et marginalisé via l'attribution d'une étiquette de « complotiste » ou d'« irrationnel » a probablement eu une influence sur le

comportement de nombreux chercheurs. Tout comme le souhait de conserver ses collègues/amis : un chercheur qui se positionne publiquement en faveur des mesures sanitaires aura la bénédiction des autorités et risque d'être moins contredit par ses confrères (malgré des désaccords toujours possibles).

Les conflits d'intérêts dans la catégorie du capital culturel, surtout institutionnel, ont une importance particulière dans les institutions publiques. Le fait d'acquiescer des diplômes et des titres honorifiques ou, par exemple, d'être promu recteur ou vice-recteur apporte du pouvoir et de l'influence au sein de son institution, mais aussi plus globalement dans la société. A l'inverse, la menace d'être déchu d'un poste important est très certainement un élément motivant à rester dans les coudes.

Toute atteinte au capital social ou au capital culturel a des répercussions négatives sur le capital symbolique. Or le maintien de la réputation auprès des collègues, et plus largement au sein de la société, est un incitant très puissant à l'autocensure.

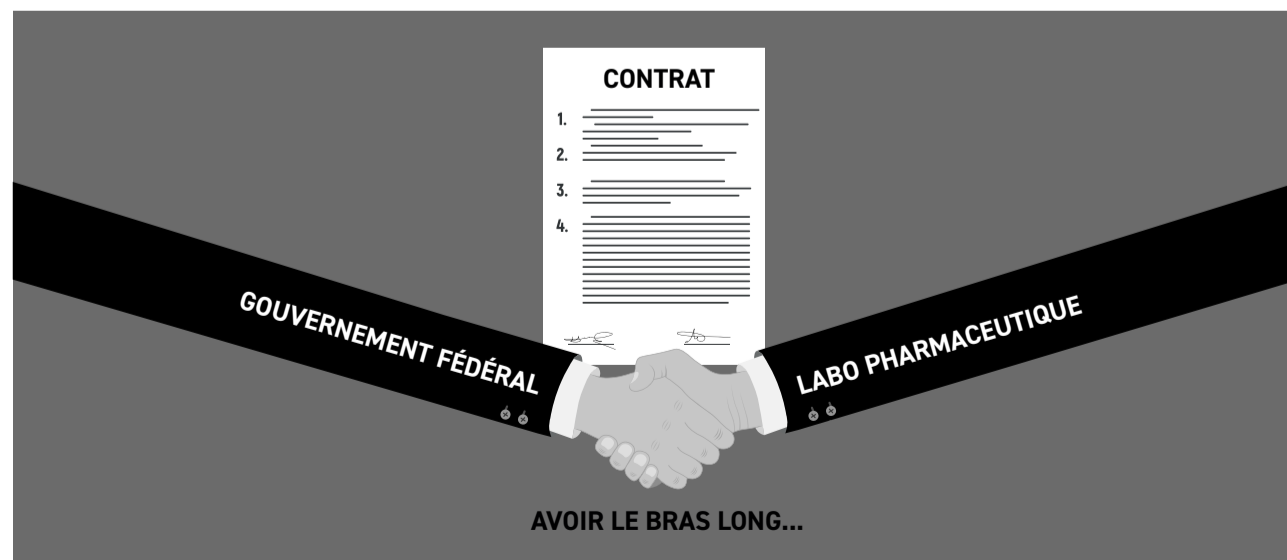
Début 2022, la Commission de la Santé et de l'Égalité des chances (CSEC) de la Chambre a auditionné plusieurs scientifiques dans le contexte du débat sur la vaccination obligatoire contre le COVID-19. Parmi eux, le virologue Geert Vanden Bossche, présenté comme « un spécialiste de virologie ayant une expérience professionnelle dans le développement des vaccins », mais qualifié d'« antivax »<sup>7</sup> par la communauté scientifique et la presse. Outrés par son audition, certains membres de la communauté scientifique ont en effet réagi en publiant deux articles dans la presse. Un premier à l'initiative d'Éric Muraille (biologiste et immunologiste)<sup>8</sup> qui a cru bon de déclarer que « le curriculum vitae de Mr Vanden Bossche n'indique aucune contribution scientifique significative en matière de médecine humaine, vaccins, immunologie, virologie, ou santé publique. Ses publications scientifiques les plus récentes dans des revues internationales avec comité de lecture datent de 1995 ». Un deuxième qui résume une lettre destinée aux membres de la Commission Santé de la Chambre, signée par un collectif de 46 chercheurs<sup>9</sup>. Dans cette lettre, le collectif recommande que la qualité d'expert scientifique soit validée par au moins deux instances sur six, à savoir le Fonds National de la Recherche Scientifique (FNRS), son équivalent flamand (FWO), les Académies royales de médecine ou des sciences de Belgique. Pourtant, une lecture, même rapide, du CV de Vanden Bossche<sup>10</sup> révèle sa connaissance du domaine, fait état d'expériences professionnelles au sein de plusieurs entreprises pharmaceutiques et d'expériences en tant que responsable de programmes de vaccination pour la Fondation Bill et Melinda Gates et pour la Global Alliance for Vaccines and Immunization (GAVI).

Le degré de connaissances et de compétence scientifique n'est-il mesurable que sur base des résultats obtenus au sein du monde académique ? Alors que certains chercheurs considérés quant à eux comme experts n'ont jamais manipulé de vaccin dans leur laboratoire universitaire ou n'ont jamais pris part à des programmes de vaccination ! On peut se demander si les attaques formulées par certains académiques ne s'expliqueraient pas par l'atteinte à leur capital culturel ou symbolique que constitue la médiatisation d'un chercheur indépendant issu du monde privé. Car aucun argument scientifique n'a été mis en avant pour discréditer Vanden Bossche ! Pourvu que la caravane passe, malgré les aboiements des chiens...

Jonas Parikka

1. Médias : suppôts du pouvoir politique. Politiques : suppôts du pouvoir financier. *Kairos*, 16 avril 2020.
2. Le journaliste de *Kairos* : « Ils ont tout fait pour que l'on ne revienne pas ». 7 sur 7, 25 avril 2020.
3. Conflits d'intérêts. Service Public Fédéral - Santé Publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement) : <https://www.health.belgium.be/fr/conflits-dinterets>
4. Déclarations d'intérêts (Declarations of Interests =DoIs). Agence Fédérale des Médicaments et des Produits de la Santé: <https://www.afmps.be/fr/doi>
5. Règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018. Journal officiel de l'Union européenne (Actes législatifs), 30.07.2018.
6. Conflits d'intérêts et corruption à l'Agence européenne du médicament, *France Soir*, 13 octobre 2021.
7. L'audition de Geert Vanden Bossche dans le cadre des débats sur la vaccination obligatoire choque le monde scientifique. *La Libre Belgique*, 31.01.2022.
8. Le Parlement et les universités légitimement par leur silence des messages criminels. *La Libre Belgique*, 01.02.2022.
9. Idem référence 8.
10. Curriculum vitae de Geert Vanden Bossche <https://olis.oregonlegislature.gov/liz/2021R1/Downloads/FloorLetter/3165>

Illustration: Noir & Clair



# Il n'y a pas d'instance scientifique suprême!

Ainsi, certains voudraient détenir l'autorité et le pouvoir de décréter ce qui est scientifique et ce qui ne l'est pas, qui est un scientifique de qualité et qui ne l'est pas. Une telle instance scientifique suprême n'existe pas et ne peut exister! Certains voudraient placer l'OMS dans cette position: c'est oublier que l'OMS est avant tout une institution *politique* créée au sortir de la Seconde Guerre mondiale, une institution qui n'est pas indépendante, qui est financée par des États et organismes publics et privés (ex. Fondation Gates, Alliance du vaccin Gavi), et qui négocie actuellement un projet de Traité mondial qui suscite une inquiétude citoyenne légitime en raison de son atteinte potentielle à la souveraineté des États en matière de santé.

Une instance scientifique suprême qui aurait le dernier mot en matière de science ne peut pas exister parce que la science se construit à travers le débat scientifique permanent. Mettre en place des mécanismes pour tenter d'éviter au maximum les biais et les erreurs dans les sciences est une démarche indispensable. Il n'en reste pas moins que l'erreur est un passage inévitable. Le rêve d'une science en laquelle nous devrions « croire » a priori est un rêve de pouvoir. La science est une construction humaine toujours inachevée. Le meilleur mécanisme pour tenter d'éviter au maximum les biais et les erreurs dans les sciences est un contexte politique et scientifique qui autorise le débat scientifique et public permanent et non censuré.

Or, sur ce point, on assiste également à une dérive, notamment dans le cadre de la réglementation européenne destinée à lutter contre la désinformation et la mésinformation. Si l'interdiction de certains contenus est une bonne chose pour des raisons liées à la morale et à la justice (dans le domaine de la pédopornographie, par exemple), il est aussi prévu, par le tout récent accord européen, le Digital Services Act (DSA), d'obliger les grandes plateformes à prendre des mesures contre les contenus dits illicites pouvant avoir un « effet négatif sur la santé publique, la sécurité publique, le discours civique, la participation politique et l'égalité ». Cet « effet négatif » est évidemment apprécié à partir du point de vue des autorités nationales, européennes et des organisations internationales. Or, ces autorités et organisations politiques ne sont, par essence, pas des garantes de neutralité et d'indépendance.

La liberté de communiquer et de recevoir des informations est protégée par l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme, par extension à la liberté d'opinion qui découle elle-même du droit à la liberté d'expression. Ce droit fondamental peut être restreint à l'initiative de l'État, d'où la notion d'ingérence qui, pour être autorisée, doit répondre à trois conditions cumulatives: la censure doit ainsi être prévue par la loi, répondre à un but légitime et être nécessaire dans une société démocratique. Or, dans le contexte de lutte contre la désinformation, la formulation des termes du DSA soulève déjà des questions quant au respect de la première condition. En effet, les termes « contenus illicites » font l'objet d'une définition large, générale et abstraite. Une telle définition laisse ainsi aux autorités étatiques une grande marge d'appréciation pour enjoindre les grandes plateformes. Or, l'ingérence dans le droit à la liberté d'expression doit être prévue légalement de manière suffisamment claire et précise pour être prévisible et dès lors conforme démocratiquement. Quant au but légitime qui doit être poursuivi par l'ingérence et l'examen de proportionnalité de la mesure liberticide, il convient d'identifier à ce stade l'intention réelle du législateur derrière l'établissement de la censure. La vérification de la conformité de l'ingérence dans le droit à la liberté d'expression demande la réalisation d'une mise en balance entre des intérêts de deux ordres: d'une part la liberté d'expression, d'opinion et d'information, et d'autre part l'exception de nécessité publique devant répondre à un besoin social impérieux. Dans l'actuel contexte de

lutte contre la désinformation qui se dit être justifiée par des motifs de sûreté et de santé publique, il est nécessaire de faire peser dans le poids de la balance l'importance de préserver l'accès à la pluralité des sources d'information pour garantir l'objectivité et la neutralité de la question scientifique concernée et ouvrir le débat public, ce qui relève également de la nécessité démocratique et de la santé publique. Dans son arrêt du 8 novembre 2016 (Magyar Helsinki Bizottság. Hongrie), la Cour européenne des Droits de l'Homme relève l'importance, dans l'examen de mise en balance, d'avoir égard à l'intérêt d'ouvrir le débat public rendu possible par la liberté de communiquer l'information. Dans le cas qui nous occupe, cette interprétation de l'article 10 pourrait être appliquée par analogie dans un contexte scientifique où nous pourrions souligner l'intérêt de maintenir ouvert le dialogue scientifique en garantissant la pluralité de l'information.

Il convient par ailleurs de s'interroger sur les dérives d'une censure privée que pourrait amorcer l'application du DSA. En effet, l'article 5 du DSA attribue aux fournisseurs de services qui stockent des informations (hébergement) le pouvoir de retirer le contenu illicite ou de rendre l'accès à celui-ci impossible, disposition qui leur octroie dès lors implicitement le pouvoir de décider de la licéité du contenu, contrairement à ce que pourrait laisser entendre l'article 7 du DSA suivant lequel il n'y aurait pas d'obligation générale en matière de surveillance ou de recherche active des faits dans le chef des fournisseurs de services intermédiaires. Suivant l'ar-

ticule 14 du DSA, ces fournisseurs de services établissent des mécanismes permettant à tout individu ou à toute entité de leur signaler la présence, au sein de leur service, d'informations spécifiques considérées comme du contenu illicite, afin de procéder au retrait. Pour les fournisseurs de plateformes en ligne, l'article 19 prévoit un statut de signaleurs de confiance « qui agissent dans leur domaine d'expertise désigné » et devant disposer « d'une expertise et de compétences particulières aux fins de la détection, de l'identification et de la notification des contenus illicites ». Ce statut de confiance doit être accordé par les États membres qui ont ainsi l'entière appréciation de la capacité d'expertise de l'entité. L'article 5 étant établi pour exonérer les fournisseurs de services d'hébergement de leur responsabilité à la condition que ceux-ci procèdent au retrait du contenu, le risque de retrait abusif est manifeste. Ainsi que le relève F. Ernotte au sujet de la directive relative au commerce électronique, la question qui se pose est de savoir si l'exploitant d'une plateforme doit jouer un rôle de modérateur ou de juge sanctionneur. Tout récemment, dans ses conclusions présentées le 7 avril 2022 dans une affaire portant sur le droit au déréférencement, l'avocat général M. G. Pitruzzella fait part de sa crainte « d'ériger Google en "juge de la vérité" ou de mettre en place une forme de censure privée de l'information disponible en ligne », risque de censure privée qui pourrait aisément se concrétiser si l'exploitant du moteur de recherche devait être soumis à des obligations générales lui interdisant d'héberger des publications contenant des informations fausses ou lui imposant de vérifier si les informations visées par une demande de déréférencement sont fausses. C'est pourtant ce qu'établit le DSA à l'égard des fournisseurs de services d'hébergement pour les contenus dits illicites. Quant à l'in-

jonction d'agir contre les contenus illicites que les fournisseurs de services peuvent recevoir des autorités publiques, on peut relever que le DSA établit uniquement des conditions minimales de forme auxquelles l'injonction doit répondre sans établir de manière claire et prévisible l'objet de l'injonction. Si l'article 9 du DSA fait référence à l'injonction de fournir des informations, les termes du DSA ne permettent pas de savoir si l'article 9 est exhaustif.

Enfin, la lutte contre la désinformation et la mésinformation soulève également la question du respect du secret des sources journalistiques établi en droit interne par la loi du 7 avril 2005. Le secret des sources est nécessaire en tant que garant de la liberté de la presse et chien de garde de la démocratie. Par conséquent, la restriction de ce droit au secret est limitativement prévue par la loi qui demande d'être appliquée avec une grande prudence. Ainsi, les injonctions et demandes d'informations ne peuvent entraîner la divulgation des sources, ce qui à la lecture du DSA, comme de la communication de la Commission européenne relative à la lutte contre la désinformation, ne semble pas garanti.

Tamara Nissen et Valérie Tilman

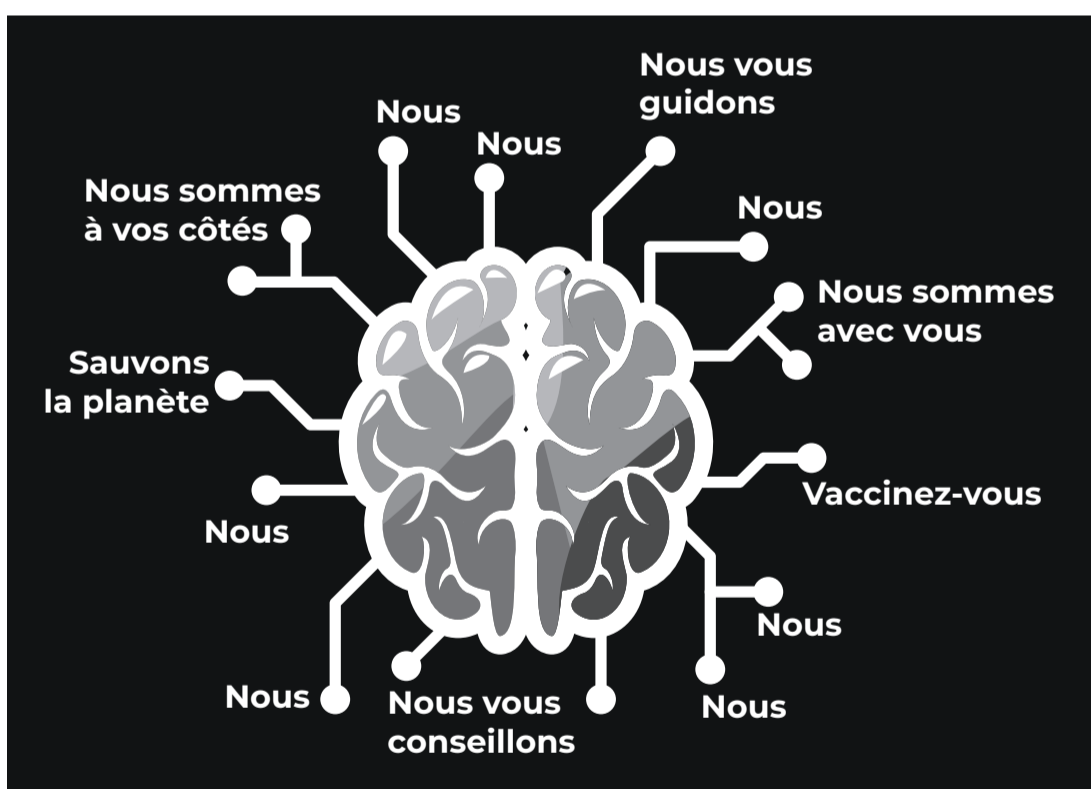
# La démocratie et le bien commun : une histoire d'experts ou l'affaire de tous ?

*La parole « experte » officielle a fait peu de cas des effets contre-productifs nombreux, en termes de santé globale des populations, qui ont découlé des mesures adoptées durant la crise sanitaire; elle a conduit à justifier des instruments légaux tels que le « décret pandémie » wallon qui accorde un pouvoir exorbitant à l'exécutif et semble ouvrir la porte à toutes sortes de dérives attentatoires aux droits fondamentaux. Or, certains dirigeants ont récemment exprimé le souhait que la gestion de la crise sanitaire inspire la gestion de la crise climatique, ce qui se traduirait par davantage de centralisation de la prise de décision (groupes d'experts, comités de concertation, pouvoirs spéciaux, procédures d'exception), davantage de confiscation de la délibération politique au profit d'institutions supranationales, le renforcement du rôle de l'expertise scientifique « officielle », le renforcement de la censure au nom de la lutte contre la « désinformation », la suspension « en cas de nécessité » du rôle des institutions démocratiques ou encore de certains droits fondamentaux au nom de « droits collectifs » (or, vers quel bien commun pourrait conduire la suppression des droits individuels fondamentaux ?), etc.*

Il est évident qu'il faut prendre à bras-le-corps la question écologique. Mais il n'y a pas de rationalité écologique à soutenir d'un côté un capitalisme socialement et écologiquement prédateur, tout en imposant de l'autre des mesures autoritaires de décroissance aux populations sous prétexte d'urgence écologique. Si on poursuit comme objectif premier la préservation de l'environnement, où sont les actions qui visent les industriels, les méthodes de production, l'internalisation des coûts environnementaux; envisage-t-on de supprimer publicité et marketing pour faire baisser la consommation, de prendre des mesures politiques pour lutter contre l'accaparement des ressources et favoriser l'autonomie des populations, pour planifier la production à des niveaux soutenables et organiser une décroissance égalitaire; comment ne pas voir, par exemple, que la révolution numérique va totalement à rebours d'une soi-disant transition écologique ?

Parmi les questions éthiques et politiques que pose cette inquiétante transition politique en cours, le rôle de l'expertise scientifique nécessite d'être remis à sa juste place, mais se pose aussi la question du rôle des citoyens dans la construction des réponses politiques aux situations de crises. Sur une invitation récente à une table ronde, on pouvait lire : « Les décideurs politiques ne pourront pas adopter des politiques publiques ambitieuses si la population s'y oppose. Les entreprises vertes ne pourront pas prospérer si la finance ne les appuie pas. La science n'est d'aucune utilité si on ne l'écoute pas ». Le rôle du citoyen doit-il se limiter à « écouter » les analyses des scientifiques officiels et à « ne pas s'opposer » aux politiques publiques ? Si c'est le cas, c'est qu'on se leurre sur le caractère démocratique de notre régime politique !

Comme le montre Barbara Stiegler, une nouvelle anthropologie du libéralisme est en train de s'imposer : l'homme serait un être naturellement irrationnel qu'il conviendrait de guider pour qu'il fasse les « bons » choix (ceux que préconisent les décideurs). Pour ce faire, la psychologie, les sciences comportementales, alimentées par les neurosciences et alliées aux sciences de gestion et aux sciences économiques, ont donné naissance aux techniques d'ingénierie sociale mises au service des décideurs. Et, incontestable-



ment, *nudging* et propagande ne restent pas sans effet : tout en se pensant démocrates – un terme qu'ils ne comprennent manifestement plus –, de plus en plus d'étudiants que je côtoie soutiennent que la population (y compris eux) n'est pas capable de prendre les décisions relatives à la plupart des sujets de société, « trop complexes », et considèrent qu'il serait rationnel de donner davantage de pouvoir politique « aux experts ». Ces jeunes ne comprennent-ils pas que personne ne fera valoir leurs intérêts, leurs aspirations sociétales et éthiques si ce n'est pas eux ? Il n'y a pas d'« expert du bien commun » ! Un scientifique tente de décrire le monde (et ne le fait qu'imparfaitement), mais il n'a pas la « science de ce que devrait être le monde ». Ce que devrait être le monde, c'est à chaque citoyen de l'imaginer et de tenter de le faire advenir.

Bien qu'ils soient dotés d'une raison, les hommes sont effectivement en partie dominés par leurs émotions. C'est un fait naturel, mais sur lequel la culture peut avoir une certaine influence : la propension à raisonner et à dominer ses émotions peut être améliorée par l'éducation : la réforme de l'éducation apparaît donc comme un

des principaux chantiers de tout programme de résistance démocratique.

Si on admet que, malgré leurs aptitudes rationnelles, les hommes sont par nature souvent mus par leurs émotions, les « élites » n'échappent pas à cet état de fait. Par ailleurs, l'« élite » (économique, politique, scientifique) a des intérêts qui lui sont propres. Il n'y a donc aucune raison de penser que les « élites » définiraient les buts et moyens politiques des sociétés humaines mieux que l'ensemble des citoyens. Le seul but politique véritablement commun est celui qui parviendra à rencontrer les intérêts essentiels de tous, c'est-à-dire des conditions de vie dignes pour tous (ce qui inclut *ipso facto* la préservation de l'environnement). Comment s'assurer que les intérêts essentiels de tous soient pris en compte dans un régime autre que démocratique ? Pourtant, quand les citoyens eux-mêmes, au lieu de réclamer une information et une éducation de qualité, abandonnent leurs capacités décisionnelles aux experts et aux

gouvernants, ils autorisent les décideurs à favoriser leurs propres intérêts, des intérêts de pouvoir et de supériorité matérielle, par essence contraires aux intérêts des populations !

Tant pour des raisons politiques que pour des raisons liées à ce que sont les sciences ou les connaissances, c'est-à-dire des discours humains perfectibles sur le monde, on ne peut pas et on ne devrait pas s'en remettre aveuglément à qui ou à quoi que ce soit lorsque des implications sociétales ou individuelles (comme des atteintes aux droits fondamentaux) sont en jeu : cela vaut pour la « parole d'expert », pour le consensus scientifique officiel, pour les institutions scientifiques, pour les institutions politiques, pour les institutions de contrôle dites indépendantes, et bien entendu pour les médias et les organes de *fact-checking*. Le moteur de la science est le débat scientifique; et, dans une véritable démocratie, le moteur de la vie politique devrait être le débat public et la décision citoyenne éclairée.

Valérie Tilman, membre du Grappe

Illustration: Noir&Clair

# Il n'y a pas d'espèces nuisibles!

## Plaidoyer pour un changement de regard sur la protection de la biodiversité

Avec l'avènement de la société techno-industrielle, la plupart des citoyens que nous sommes avons perdu le contact direct avec les millions d'espèces de plantes et d'animaux avec lesquels nous partageons la planète. Victimes de l'ignorance et de biais cognitifs, nous en avons le plus souvent une vision limitée, déformée, et en fin de compte dangereuse pour la survie même de notre propre espèce. Notre société utilitariste a pris l'habitude de classer plantes et animaux dans deux grandes catégories fourre-tout : d'un côté, les « utiles », de l'autre les « inutiles », voire les « nuisibles ». Il est urgent de prendre conscience du caractère mortifère de cette logique binaire, laquelle est hélas beaucoup plus répandue qu'on ne le croit, y compris lorsque l'on pense bien faire pour l'environnement.

L'étude des pollinisateurs constitue une bonne entrée en matière pour mieux appréhender les interactions multiples entre les espèces et la nécessité de préserver la biodiversité, de façon systémique.

### APIS MELLIFERA, L'ABEILLE SUPERSTAR

Depuis quelques années, impressionnés par la formule d'Einstein selon laquelle, « si les abeilles venaient à disparaître, l'humanité n'aurait plus que 4 ans devant elle », nombreux se réjouissent de l'installation de ruches sur les toits des immeubles de nos grandes villes. Fort bien, mais de quelle abeille assurons-nous ainsi la protection et faisons-nous la promotion ? Il s'agit de l'*Apis mellifera* laquelle, comme le nom l'indique, produit du miel. Il s'agit en réalité d'une abeille domestique qui, tout comme les vaches laitières, a été sélectionnée par l'homme pour ses qualités productives, c'est-à-dire son « utilité ». Tout comme pour les bovins, l'homme est intervenu et intervient encore à un haut degré afin d'en obtenir les meilleurs « résultats ». C'est ainsi que, comme les techno-fermiers le font pour nos génisses bleu blanc belge, des apiculteurs industriels procèdent à l'insémination artificielle des reines. Pourtant, alors que toute l'attention est portée à cette abeille d'élevage, il convient de se rappeler que celle-ci coexiste avec de nombreuses autres espèces sauvages – pas moins de 400 pour la seule Belgique – lesquelles, moins connues, voire ignorées, ne sont pas promues et encore moins protégées<sup>1</sup>. Du point de vue de l'écosystème global, il s'agit là d'une grave erreur. D'abord, parce que *Apis mellifera* n'est pas représentative de la richesse de la diversité des dites « abeilles » (l'ordre des hyménoptères), pour lesquelles on recense environ 10% d'espèces sociales (dont elle fait partie) contre 90% de solitaires. Ensuite, au niveau des plantes butinées, elles font partie des espèces généralistes (environ 54% en Belgique), – c'est-à-dire qu'elles peuvent faire leur miel de toutes les fleurs –, alors que ses cousines méconnues peuvent occuper des niches écologiques beaucoup plus ciblées, voire réduites parfois à une seule espèce végétale (30% des hyménoptères en Belgique sont considérés comme « espèces spécialistes »). Ainsi, sélectionner et promouvoir une seule espèce d'abeille au détriment des autres crée de sérieux déséquilibres, non seulement au sein de la famille des hyménoptères, mais aussi pour la productivité agricole dans son ensemble. C'est qu'au fil de l'évolution, les pollinisateurs ont développé une morphologie qui leur est propre pour accéder à la nourriture (exemple : abeilles à longue langue *versus* à langue courte). Ce qui fait qu'ils complètent le rôle de l'abeille domestique dans la pollinisation. Autrement dit, sans eux, il y aurait stagnation de la productivité agricole, indépendamment des abeilles domestiques mises sur le marché, en raison de la morphologie de celles-ci.

### UN POT DE MIEL, 30 RUCHES OU 20.000 ABEILLES ?

On estime ainsi que, dans une grande ville, pour permettre aux abeilles sauvages de ne pas trop souffrir de la concurrence de leurs cousines domestiques, le point d'équilibre tourne autour de trois ruches par kilomètre carré. Or, à Paris, suite à une politique « verte », on compte d'ores et déjà 30 ruches par km<sup>2</sup>. Ainsi, en s'efforçant

de « défendre les abeilles » en multipliant de manière exclusive et inconsidérée les ruches de *mellifera*, on accentue la crise justement dénoncée par Einstein. Car lorsque ce dernier parle des abeilles, il faut bien garder à l'esprit qu'au-delà de notre chère *mellifera*, il existe 20.000 autres espèces d'abeilles de par le monde, et que toutes participent à l'équilibre délicat de notre biosphère. Il en va de même pour tous les autres insectes. Par exemple, le bourdon est bêtement déconsidéré, car, certes, il ne produit pas de miel, mais il n'en joue pas moins un rôle essentiel de pollinisateur : sans lui, nous n'aurions par exemple ni tomates ni aubergines!

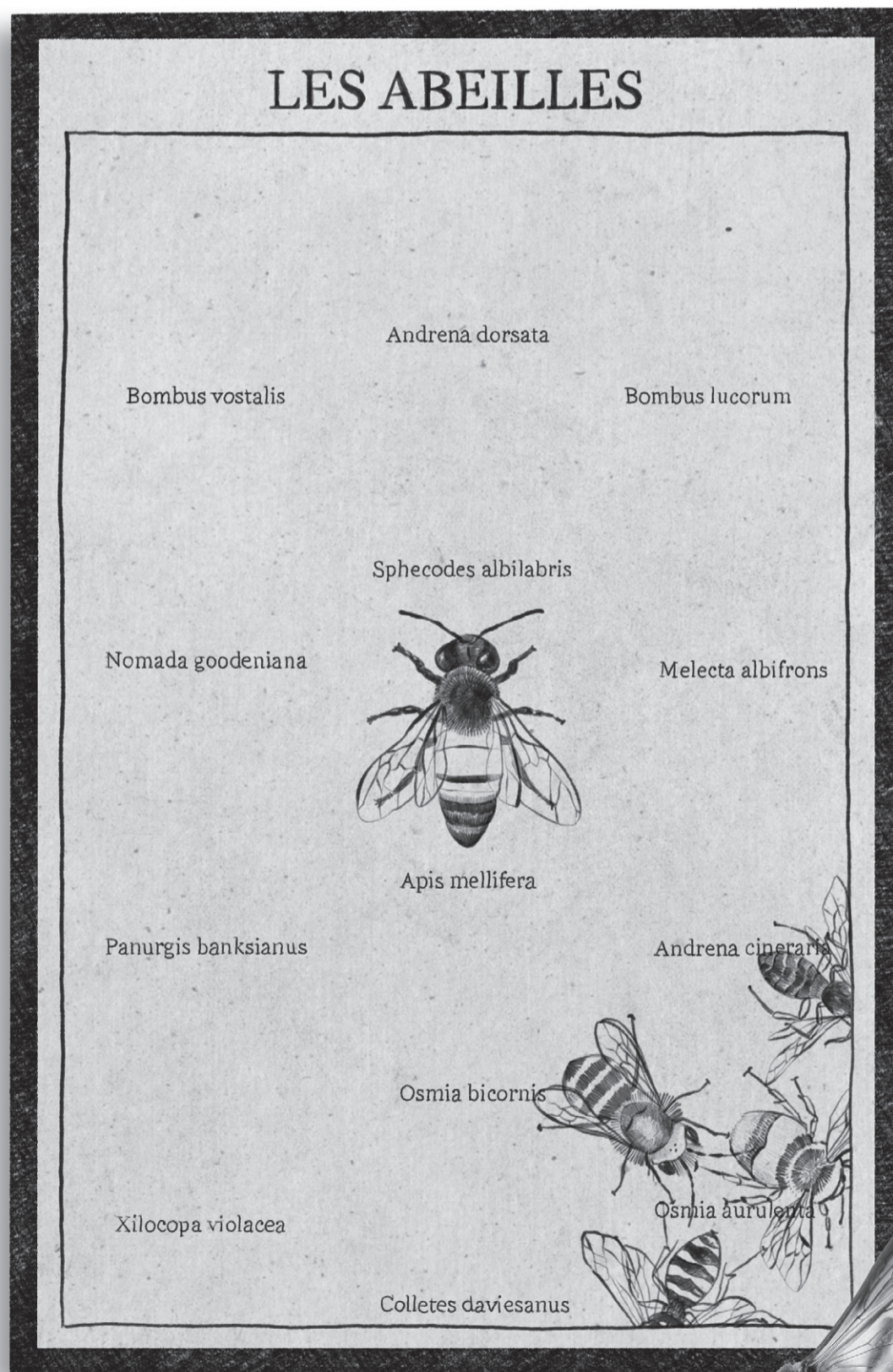


Illustration: Lara Pérez Dueñas

En réalité, on a mal compris Charles Darwin, dont on ne retient le plus souvent que son analyse du processus de sélection et de la loi du plus fort : manger ou être mangé. Or, Darwin a démontré, notamment dans son dernier ouvrage de 1881 consacré à l'étude des vers de terre et à leur action sur la formation des sols, qu'outre la loi de la concurrence, il existe une autre loi, complémentaire et non moins importante, qui régit les relations entre les animaux d'une part, entre le règne animal et le règne végétal, voire minéral d'autre part : il s'agit de la loi de la coopération, qui structure une multitude d'interactions « gagnant-gagnant » entre les espèces. Fondé sur la concurrence et la compétitivité, notre modèle économique et social a projeté sa propre grille de lecture sur la nature, qu'il s'agit d'exploiter plus que de comprendre et de respecter. Tout comme pour l'être humain, une telle vision est réductrice et en fin de compte mortifère.

## L'« ABOMINABLE MYSTÈRE » AU CŒUR DU VIVANT

Relisons donc le grand livre de la nature au travers du double prisme de la concurrence et de la coopération. L'étude des agents pollinisateurs nous offre à cet égard une porte d'entrée merveilleuse. Depuis l'apparition des premiers végétaux sur Terre, le génie végétal a consisté à élaborer des formes de vie de plus en plus élaborées, dont le stade ultime fut l'invention des plantes à fleurs (les angiospermes).

À l'échelle du temps géologique, les plantes à fleurs sont relativement récentes : elles sont apparues à la fin de l'ère secondaire, durant le crétacé (qui s'étend de -145 à -65 millions d'années). Progressivement, leur sexualité s'est sophistiquée. Elles peuvent être soit dioïques (la séparation des individus en pied mâle et femelle), monoïques (les fleurs mâles et femelles sont sur un même pied, mais séparées l'une de l'autre) ou hermaphrodites (les deux sexes se retrouvent sur la même fleur). Au fil du temps, c'est la promiscuité des sexes qui est devenue la règle. C'est un réel avantage pour la plante. Car pour les plantes dioïques (c'est le cas de l'if ou du saule par exemple), les pieds mâles perdent toute leur utilité dès la fécondation accomplie. Elles sont considérées comme plus archaïques, car elles représentent un grand gâchis de matière première, d'énergie et d'espace. De la même façon, la pollinisation par le vent (anémophilie) est considérée comme plus primitive, car plus aléatoire. Du coup, pour optimiser ses chances de reproduction, un arbre tel que le bouleau a développé une stratégie de production astronomique de pollen. Le résultat est probant, mais au prix d'une perte d'énergie considérable. Tout change avec la révolution enclenchée il y a environ 130 millions d'années, où les plantes se sont mises à collaborer avec le règne animal (le plus souvent des insectes) pour assurer leur reproduction. C'est alors que commence la longue histoire de l'adaptation mutuelle des insectes et des fleurs, avec le déploiement de part et d'autre d'une multitude de stratégies toutes plus astucieuses les unes que les autres pour se reproduire tout en économisant leur énergie. Dans le cadre de cette révolution, des arbres dioïques, comme les saules marsault, vont confier leur destin non pas aux seuls caprices d'Éole, mais aussi à des insectes spécialisés, qu'ils nourrissent en échange de l'aide qu'ils lui apportent pour se reproduire.

En bref, on assiste alors à une véritable explosion du nombre des espèces et à la formation de couples végétal/animal fondés le plus souvent sur la coopération entre des plantes à fleurs et leurs agents pollinisateurs. Darwin dépeint ce bouleversement complet d'un écosystème qui se diversifie tous azimuts comme un « *abominable mystère* » dont l'incroyable richesse ne cesse de l'émerveiller. C'est cette explosion des formes et des stratégies du vivant qui dessine les contours de la planète dans laquelle nous évoluons aujourd'hui.

## ORCHIDÉES ET PAPILLONS

La coopération entre espèces apparaît au cœur de l'évolution. Un bel exemple nous est offert par les orchidées, lesquelles développent des formes surprenantes pour attirer leur insecte pollinisateur. Les ophrys, par exemple, ont fait du mimétisme avec l'insecte leur marque de fabrique. On parle ainsi de l'ophrys abeille, ophrys mouche, ophrys bourdon, etc. Ces orchidées émettent des odeurs semblables aux phéromones sexuelles des femelles de l'insecte correspondant. Les mâles tombent dans le piège et tentent de s'accoupler avec la fleur, récupérant involontairement le pollen de l'Ophrys au cours de leur gesticulation. De même, de nombreux papillons sont ultraspecialisés au point de porter le nom de la plante-hôte à laquelle ils sont associés. On parle ainsi de l'azuré du serpolet ou pour les papillons blancs de nos campagnes, de la piéride du chou, de la rave ou de l'aubépine. Or, en raison de cette co-dépendance, une espèce de papillons sur trois est en très forte diminution et parfois même en voie d'extinction, car ils n'arrivent

plus à trouver leurs plantes, qui disparaissent de nos campagnes standardisées. C'est notamment le cas du magnifique Citron, si répandu il y a encore quelques décennies. Pour son malheur, il est inféodé à deux arbustes indigènes sans intérêt (économique) pour les sylviculteurs. Du coup, faute de bourdaine ou de nerprun, plante-hôte de la chenille, il est désormais nettement plus rare de le voir voler au printemps.

## LA LEÇON DES QUATRE VAUTOURS : CHACUN A SA PLACE, À CHACUN SON RÔLE

Dans le système coopératif de la nature, chacun a sa place, chacun a son rôle. C'est ainsi que quatre espèces différentes de vautours présentes en France peuvent vivre en parfaite cohabitation, se délecter des mêmes cadavres sans pratiquement jamais se faire concurrence, en se spécialisant dans une partie de la charogne : tandis que le premier (le vautour moine) s'attaque au cuir de l'animal ou autres parties coriaces, le second (le vautour fauve) se charge des tissus mous (viscères, etc.), un troisième (le vautour percnoptère) se contente des yeux et des débris de viande. Après s'être nourris des derniers téguments, ils laissent enfin la place au Gypaète barbu qui vient achever le travail en mangeant les os. Une telle spécialisation garantit de la nourriture pour chacun et contribue à éviter la transmission de maladies épidémiques.

Ce même processus de spécialisation explique l'évolution morphologique des insectes : tandis que la longue trompe des papillons leur permettra de polliniser des plantes telles que le chèvrefeuille, les mouches se porteront vers les plantes accessibles à leurs trompes plus courtes. C'est bien cette diversification incroyable des espèces végétales et des pollinisateurs qui offre le maximum de chances à la reproduction et à l'évolution du vivant. Au sein de cet « *abominable mystère* » qui enchanta Darwin, chaque espèce a sa niche. Lorsque l'on intervient pour aider les pollinisateurs, il est donc indispensable de ne pas se contenter d'une approche en silos, mais d'adopter une vision holistique afin de perturber le moins possible la dynamique des interactions.

Dans la nature, tout est lié, et chaque espèce a son rôle dans la chaîne trophique : s'il y a moins de papillons, d'abeilles sauvages, etc., donc moins d'insectes, il y aura donc moins d'oiseaux, mais aussi moins de fruits et de légumes naturels, car moins d'agents pollinisateurs. En brisant un élément de la chaîne, le cercle vertueux risque de se disloquer et de se transformer en un cercle vicieux.

Pour approfondir le cas emblématique des abeilles mellifères, il convient aussi de penser à leur environnement, mais en nous méfiant de notre biais utilitariste, car, là encore, l'apiculteur productiviste a tendance à promouvoir des espèces considérées d'« *intérêt apicole* » au détriment d'autres. Or, veiller à la présence de prairies fleuries et éviter leur fauchage précoce est certes louable, mais insuffisant. En effet, les abeilles ont besoin de sources d'alimentation toute l'année, et fournir aux ruches du sucre raffiné à titre d'ersatz en hiver constitue un pis-aller aux ressources propres à la nature. Mieux vaudrait par exemple, s'assurer de la présence de sources de nourriture variées en fonction des cycles saisonniers. D'où l'intérêt, par exemple, des noisetiers, qui sont parmi les premiers arbres à fleurir, dès le mois de février, ou encore du lierre, qui « clôturera » la saison en fleurissant en automne, sans compter que celui-ci fait partie des meilleures sources de propolis, fabriqué par les abeilles (à partir de résine récoltée sur les bourgeons) pour construire, réparer ou assainir la ruche.

## HÉRISSENS ET LIMACES, FOURMIS ET PUCERONS

Quant aux mouches tant décriées, elles prennent elles aussi toute leur part à la pollinisation. Ne craignons pas même de réhabiliter ces « sales bêtes » de mouches à merde qui, comme les vautours, et à leur propre échelle, jouent un rôle indispensable d'éboueur de la nature.

En décrétant que telle ou telle espèce est intrinsèquement nuisible, l'homme raisonne à rebours de la logique coopérative qui est au cœur de la symphonie du vivant. La prolifération de telle ou telle espèce est avant tout le signe d'un déséquilibre, le plus souvent créé par l'homme, lequel, en s'efforçant de détruire le symptôme, ne fait que créer d'autres déséquilibres et, en fin de compte, un appauvrissement général. Si l'auteur de ces lignes peste contre les limaces qui pullulent dans son jardin, elle est bien consciente que c'est avant tout parce que leur prédateur principal se porte très mal. En effet, les hérissons meurent empoisonnés en ingurgitant des limaces bourrées des pesticides répandus par l'homme.

Il est de même idiot de décréter la chasse à tout va aux pucerons dévoreurs de plantes comestibles, car ils servent eux-mêmes de nourriture aux coccinelles et aux fourmis. Ces dernières les élèvent en cheptels pour leur miellat – c'est-à-dire leurs excréments –, lequel rentre pour 60% dans leur alimentation. Ce même miellat est aussi utilisé par les abeilles, qui le transforment en un miel de miellat – par opposition au miel de nectar, fruit du butinage –, lui-même très apprécié pour ses vertus curatives.

## RETROUVONS NOTRE CAPACITÉ D'ÉMERVEILLEMENT

En réalité, lorsque l'on abandonne un instant notre vision anthropocentrique étriquée pour chausser des lunettes de naturaliste, tout devient matière à émerveillement. Ainsi du syrphé, cette mouche déguisée en guêpe pour éloigner ses prédateurs et qui ne compte pas moins de 350 espèces en Belgique, est un virtuose. Outre son rôle de pollinisateur fort appréciable, le syrphé ceinturé, par exemple, très commun dans nos jardins, est capable de parcourir 100 kilomètres en une journée. On ne peut qu'admirer son ingéniosité sans pareille !

Sachant que, selon les estimations officielles de la FAO<sup>2</sup>, trois quarts de notre alimentation dépend des pollinisateurs et que terres agricoles et forêts couvrent, respectivement, 47% et 30% du territoire européen<sup>3</sup>, il est nécessaire et urgent de revoir de fond en comble notre modèle agricole et sylvicole. Au-delà de l'intérêt que peut représenter telle ou telle espèce à court terme, c'est-à-dire à courte vue d'homme, il convient de veiller à respecter l'ensemble des espèces dans leur diversité. D'où la nécessité de renoncer à tout type de monoculture et de pratiquer au contraire une politique de polyculture extensive, de restauration de prairies maigres, etc. favorables à la diversification de la faune et de la flore, laquelle est absolument nécessaire pour conserver un milieu naturel équilibré. Dans ce cadre, plutôt que les plantes horticoles – comme le pélagonium, le narcisse ou la tulipe –, que l'homme a créées pour leurs qualités esthétiques, il est aussi important d'accorder la priorité aux plantes indigènes, car celles-ci s'insèrent de manière optimale au sein d'une chaîne trophique qui a pris des millions d'années pour se développer et dont l'appauvrissement rapide menace d'extinction des millions d'espèces. Y compris l'espèce humaine.

**S. Kimo, basé sur les promenades naturalistes d'Inès Trépant\* et avec sa relecture attentive.**

\* Inès Trépant est auteure de *Biodiversité : Quand les politiques européennes menacent le Vivant*, Éditions Yves Michel, 2017. Elle organise régulièrement des promenades naturalistes à Bruxelles et ses environs dans le cadre du Cercle des guides nature du Brabant (CNB).



1. Notons que les failles et carences du cadre législatif européen à relater en la matière sont telles que cela mériterait d'en faire un article dédié.  
2. Connue sous son acronyme anglais de FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture mène les efforts internationaux pour l'élimination de la faim dans le monde  
3. [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/MEMO\\_13\\_631](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/MEMO_13_631)

## Réponse à l'enquête publique à propos de l'augmentation des radiations électromagnétiques\*

Le rapport sur les incidences environnementales du projet d'ordonnance de la Région bruxelloise visant à faire passer la limite de protection contre les radiations électromagnétiques de radiofréquence (CEM-RF<sup>1</sup>) de 6 à 14,5 V/m considère implicitement que le déploiement de la 5G est inévitable et n'envisage à aucun moment la possibilité d'en rester à la situation actuelle (2G, 3G et 4G). La saturation du réseau actuel tout comme le déploiement de la 5G sont considérés comme inévitables, la possibilité de prendre des mesures adéquates pour limiter le trafic des données étant passée sous silence. Le rapport (ou son « résumé non technique ») présente là un premier biais de taille.

Il est regrettable qu'une administration comme Bruxelles Environnement censée être indépendante du pouvoir exécutif publie un rapport aussi orienté, à l'image de la mise en place de la Commission délibérative citoyenne « 5G » par cet exécutif. Pour rappel, cette commission composée de 15 députés et de 45 citoyens tirés au sort parmi la population bruxelloise devait répondre à la question « *Comment voulons-nous que la 5G soit implantée en Région de Bruxelles-Capitale, en tenant compte de l'environnement, de la santé, de l'économie, de l'emploi et des aspects technologiques ?* ». D'emblée, aucune place dans cette commission n'avait été laissée aux citoyens opposés au déploiement de la 5G qui n'avaient d'autre choix que de refuser de participer<sup>2</sup>. Se réclamer des « recommandations » de cette Commission comme il est fait dans le rapport n'est donc pas recevable, que ce soit pour la recommandation « *d'adopter une norme d'émission stricte (sic) de 14,5 V/m* », les « *dispositions environnementales* » à prendre, etc.

Sur la question vitale du bouleversement climatique d'origine anthropique sur laquelle il n'est pas nécessaire de revenir au vu de l'actualité<sup>3</sup>, les conclusions de Bruxelles Environnement dans le résumé semblent d'une légèreté insoutenable: malgré le constat du « *secteur de la télécommunication grand consommateur d'énergie et émetteur de gaz à effet de serre* » et, comme tout le monde le sait, malgré les énormes efforts à faire pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, l'augmentation de la consommation de l'énergie et de la production de gaz à effet de serre liée au déploiement de la 5G est envisagée en toute tranquillité, cet impact n'étant même pas mentionné dans les conclusions de ce résumé (la majorité des lecteurs de l'étude se contenteront de lire le résumé qui fait tout de même 18 pages, le rapport en faisant 90).

### L'ICNIRP, UN INSTRUMENT AU SERVICE DU LOBBY

Avec ce rapport, Bruxelles Environnement poursuit l'enfumage démocratique amorcé par l'exécutif en même temps qu'il désinforme et contribue à la fabrique de l'ignorance chère au lobby des télécoms, en particulier sur les normes de protection internationales, notamment celles de l'ICNIRP (Commission internationale sur la protection des radiations non ionisantes), qui protégeraient du « *seul effet biologique avéré* », à savoir l'effet thermique<sup>4</sup>; il y aurait bien d'autres effets biologiques et même sanitaires « *potentiels* », mais aucune étude n'aurait montré de relation causale.

Sur ce plan, le rapport se contente de citer des études favorables aux thèses de l'ICNIRP et du lobby des télécoms et ignore toutes les autres, en fait des milliers d'études publiées depuis plus de 50 ans. Par exemple, ce que dit le rapport sur les effets génétiques est particulièrement consternant et atteint des sommets dans l'art de la désinformation: « *Rassurants, les résultats montrent que plus une étude est scientifiquement sérieuse, plus les observations de lésions génétiques sont faibles* » (sur ces effets génotoxiques, voir ci-dessous). A fortiori, on ne peut compter sur les auteurs du rapport pour exposer les méta-analyses qui montrent que les conclusions des études sur les effets biologiques et sanitaires sont fonction du mode de financement: majoritairement, les études financées par l'industrie ne montrent pas d'effets biologiques ou sanitaires contrairement à celles financées par des fonds publics ou des organismes indépendants de l'industrie. Cette influence ne date pas d'aujourd'hui: pour 85 études sur la génotoxicité (atteinte de l'ADN) des CEM-RF publiées de 1990 à 2005, 43 études ont montré un effet,

42 n'en ont pas trouvé, une répartition plus ou moins égale. Par contre, ce qui est remarquable, c'est que 32 des 35 études financées par le lobby de l'industrie de la téléphonie mobile et de l'armée de l'air étasunienne ne montrent aucun effet ([www.microwavenews.com/RR.html](http://www.microwavenews.com/RR.html)).

La plupart des pays du monde s'appuient sur les recommandations de l'ICNIRP qui est une institution privée de droit allemand créée en 1992 par Michael Repacholi pour répondre au mieux aux volontés de l'industrie des télécoms. Elle fonctionne comme un club fermé: ses membres décident seuls de qui peut y entrer et seuls y sont admis ceux qui défendent l'idée que s'il n'y a pas d'effets thermiques, il ne peut y avoir de conséquences sanitaires. Elle n'applique aucune règle de transparence ou d'indépendance, puisqu'au contraire la plupart de ses membres passés ou présents sont connus pour leurs liens avec l'industrie des télécoms.

Le lien étroit qu'entretient l'ICNIRP avec l'industrie est documenté de longue date comme le montrent les nombreuses enquêtes publiées sur le sujet parmi lesquelles celle des députés européens Klaus Buchner et Michèle Rivasi, *ICNIRP: conflits d'intérêts, capture réglementaire et 5G* dont la conclusion est « *pour un avis scientifique réellement indépendant, nous ne pouvons pas et nous ne devons pas nous fier à l'ICNIRP* ».

### DES LIMITES DE PROTECTION TOTALEMENT INADÉQUATES

« *Sur base de ce seuil [de l'effet thermique néfaste] et du principe de précaution, l'ICNIRP recommande de limiter l'exposition de la population à des rayonnements ne dépassant pas 41,2 V/m. La norme bruxelloise actuelle de 6 V/m est donc 50 fois inférieure à la recommandation de l'ICNIRP. La Région bruxelloise a une des normes les plus strictes du monde, plus stricte qu'en Flandre et en Wallonie* » (résumé, page 8). En fait, cette différence est très limitée, du même ordre que celle entre la peste et le choléra comme expliqué ci-dessous.

La limite recommandée par l'ICNIRP est de 41,2 V/m (volt/mètre) pour l'intensité du champ électrique d'un rayonnement dont la fréquence est de 900 MHz (mégahertz), ce qui, converti en densité de puissance, revient à 4,5 W/m<sup>2</sup> (watt/mètre carré).

Les limites recommandées par de nombreux experts indépendants pour les radiofréquences (RF) sont très largement inférieures à celles de l'ICNIRP, d'un facteur de 100 000 environ, et donc aussi à celles actuellement en vigueur à Bruxelles (d'un facteur de 2000), en termes de densité de puissance. Par exemple, les auteurs du rapport BioInitiative<sup>5</sup> recommandent une limite de l'ordre de 5 µW/m<sup>2</sup> (microwatt/m<sup>2</sup> soit 0,04 V/m) pour l'exposition cumulée des ondes RF à l'extérieur des habitations. D'autres institutions indépendantes recommandent des valeurs similaires. Ces limites peuvent sembler basses, mais elles ne surprennent pas quand on sait que les valeurs retenues par l'ICNIRP représentent un milliard de milliards de fois le niveau du CEM naturel à ces fréquences.

La Région bruxelloise suit les recommandations de l'ICNIRP pour le calcul ou la mesure des CEM-RF: le niveau d'intensité d'un CEM est moyenné sur 6 minutes (« *valeur RMS* ») et ne rend absolument pas compte des pics d'intensité instantanés, lesquels sont la règle pour la téléphonie mobile et auxquels correspond une « *valeur pic* ». Pour les effets biologiques des CEM, ce sont ces valeurs pic qui comptent; pour illustrer cette différence fondamentale, disons simplement que, si vous deviez subir 100 piqûres d'aiguille de 1 mm de profondeur au niveau du cœur (valeur moyenne), vous ne garderiez aucune séquelle, tandis qu'une seule piqûre de 100 mm (valeur pic) pourrait être mortelle.

Le rapport entre la valeur pic et la valeur RMS en termes de densité de puissance est de l'ordre de 25 pour une antenne 2G, 3G ou 4G, mais est beaucoup plus important, de l'ordre de 1.000, pour une antenne 5G. De ce point de vue, la 5G pourrait s'avérer encore beaucoup plus toxique que les générations précédentes.

Pourquoi les auteurs du rapport ne font-ils pas mention de ce subterfuge pourtant bien connu?

### DES AUTEURS DU RAPPORT DÉSINFORMÉS?

La section 3.6 du rapport se termine par cette conclusion (page 41): « *Pour les fréquences utilisées actuellement, les données disponibles sont issues de 20 à 30 ans de recherches... En conclusion, l'état actuel des connaissances ne permet pas de démontrer d'effet néfaste, mais ne permet pas non plus de conclure à une absence totale d'effet sur la santé* ».

Pour quiconque connaît un tant soit peu le domaine, cet extrait du rapport est choquant. D'une part, les premières données ont fait leur apparition dès après la fin de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, il y a près de 70 ans de cela, et d'autre part les « *effets néfastes* » sont largement démontrés, toutes choses faciles à vérifier.

En ce qui concerne la date des premières études sur la toxicité des CEM de RF artificiels, un exemple de document atteste de leur ancienneté: le rapport d'un colloque sur les risques liés aux micro-ondes tenu en 1957 à Washington, *Proceedings of tri-service conference on biological hazards of microwave radiation, 15-16 July 1957*.

Parmi bien d'autres études produites il y a plus de 30 ans, il y a celles sur la barrière hématoencéphalique (BHE). La BHE est une couche spéciale de cellules qui protège le cerveau en empêchant les toxines présentes dans le système sanguin de l'atteindre. L'ouverture de cette barrière peut entraîner des maladies du développement du système nerveux, des maladies neurodégénératives (Alzheimer, etc.) ainsi que le développement de tumeurs dans le cerveau.

En 1975, Allan Frey a publié le résultat de ses recherches dans les Annales de l'Académie des sciences de New York: l'exposition à des micro-ondes à 1,9 GHz de faible intensité ouvre la BHE chez les rats. Par la suite, d'autres études évaluées par des pairs ont confirmé les conclusions de Frey, en particulier celles publiées par l'équipe du professeur Leif G. Salford dans les années 1990 (Université de Lund). Leif G. Salford a exposé le résultat de ses recherches et ses inquiétudes devant le Parlement de l'UE en 2000.

### LE PRINCIPE DE PRÉCAUTION DÉTOURNÉ

Page 27 du rapport: « *Le seuil d'apparition des effets biologiques a été identifié à 4W/kg, soit 292 V/m<sup>2</sup>, ce qui correspond à une exposition au-delà de laquelle l'effet thermique est néfaste, car le corps n'est plus capable d'évacuer convenablement la chaleur. L'ICNIRP a établi des recommandations d'exposition maximales sur base du principe de précaution et des seuls effets connus et prouvés [c'est-à-dire le seul effet thermique, tous les autres effets étant niés]. Le principe de précaution implique que lorsque des incertitudes subsistent quant à l'existence ou à la portée de risques pour la santé des personnes et l'environnement, des mesures de protection doivent être prises sans avoir à attendre que la réalité ou la gravité de ces risques soient pleinement démontrées. Dès lors, l'ICNIRP applique un facteur de sécurité de 50 et recommande de limiter l'exposition de la population à des rayonnements ne dépassant pas 41,2 V/m. La norme bruxelloise actuelle de 6 V/m est donc 50 fois inférieure à la recommandation de l'ICNIRP* ».

Les auteurs du rapport n'auraient pu mieux définir le principe de précaution, mais ils font preuve d'un aveuglement sidérant à propos de toute la littérature scientifique sur les effets biologiques et sanitaires des CEM-RF, ce qui leur permet de dire, sans honte peut-être, que le principe de précaution est bien respecté. Ils refusent aussi d'entendre les appels des scientifiques et médecins de tous pays qui se multiplient depuis 20 ans. Par exemple, l'appel initié en 2015 et signé en avril 2020 par 253 spécialistes des CEM de 44

pays différents; ces scientifiques, qui tous ont publié des travaux de recherche évalués par des pairs sur les effets biologiques et sanitaires des CEM, réclament des limites d'exposition plus strictes et demandent que les impacts biologiques potentiels des technologies de télécommunication 4G et 5G sur les plantes, les animaux et les humains soient réexaminés ([emfscientist.org](http://emfscientist.org)).

Francis Leboutte

\* Version courte d'un article disponible sur le site de Kairos: « *Consultation publique sur la 5G à Bruxelles: enfumage démocratique et fabrique de l'ignorance* ». Kairos et le Collectif stop5G.be vous incitent à répondre à l'enquête (voir [www.stop5g.be](http://www.stop5g.be)).

1. CEM-RF : champ (ou radiation) électromagnétique de radiofréquence.
2. La 5G et la démocratie cosmétique, la lettre d'une citoyenne tirée au sort refusant de participer à ce « jeu de dupes » sur le site du journal La Libre, le 1er avril 2021.
3. Inondations dramatiques, feux de forêts gigantesques et autres catastrophes qui n'ont plus rien de naturel vu leur fréquence et leur taille, accélération de la chute de la biodiversité, etc.
4. L'effet thermique : le réchauffement des tissus.
5. BioInitiative 2012 (1500 pages). L'œuvre de 29 scientifiques indépendants de 10 pays, tous experts de la question. [bioinitiative.org](http://bioinitiative.org) ([electrosmog.grappe.be](http://electrosmog.grappe.be) pour un résumé en français).

## CORDON SANITAIRE ET STRANGULATION

Bernard Legros

# Cordon sanitaire et strangulation

« Si les sociétés démocratiques aujourd'hui (ou ce qu'il en reste) ne sont pas tant menacées par le caractère totalisant de la contrainte idéologique que par le risque d'une indifférenciation généralisée des croyances, des pratiques et des expériences, reste que le "monde" fictif qui se dessine avec l'émergence de la post-vérité travaille à la ruine de la faculté de juger, cette faculté qui nous permet à la fois de différencier et d'organiser le réel et de configurer le "commun" en partageant nos expériences sensibles. »<sup>1</sup>

Myriam Revault d'Allonnes

Une particularité de la politique belge — au départ flamande — est d'avoir inventé la notion de *cordon sanitaire*, comme une prémonition, avant même toute survenue d'une épidémie! Il s'agissait, au moyen de cet accord sans force de loi, de se prémunir contre la « peste brune » dont la percée électorale, à partir de 1989, menaçait de rompre les équilibres politiques acquis<sup>2</sup>. Elle se décline en deux volets: politique et médiatique. Nous ne développerons pas le premier dans cet article; bien qu'il soit l'objet de critiques parfois fondées, il serait difficile de le délégitimer, et il ressortit de la liberté de s'allier, ou non, avec d'autres groupes politiques. Nous nous concentrerons par contre sur le deuxième, plus discutable dans son principe: les médias du service publics sont incités à boycotter tout délégué d'un parti extrémiste — dans les faits, la droite — tant que ledit parti n'a pas de représentation parlementaire — ce qui est le cas en Wallonie, contrairement à la Flandre. Pour ses défenseurs, c'est justement grâce au cordon sanitaire que la région a pu jusqu'à présent éviter des séismes électoraux comme le nord en a vécu. Pour ses détracteurs, le cordon sanitaire est contre-productif car il maintient l'extrême droite dans une position victimaire, ce qui augmente son capital de sympathie auprès de certains. À la RTBF, on ne voit jamais de « fachos », mais, depuis les années 2010, la chaîne a fini par inviter le PTB au vu de ses succès électoraux, non sans malice d'ailleurs, mettant ses représentants sur le grill à chaque occasion. Alors qu'il était le porte-parole du parti, Raoul Hedebouw en a fait les frais, surtout au début, comme aucun autre représentant politique<sup>3</sup>. Du service public, le concept s'est subrepticement étendu aux autres médias. Ainsi, il fut reproché à notre confrère Wilfried d'avoir interviewé Tom Van Grieken, le président du Vlaams Belang, en 2020.

Quels sont les rapports entre le cordon sanitaire et la censure? Un média réellement libre ne peut tolérer la censure de l'État qu'à doses homéopathiques et dans des limites strictement définies, histoire d'éviter le fait du prince. Il doit d'abord respecter la loi<sup>4</sup>: ne pas relayer les appels à la haine, les propos racistes, antisémites ou pro-nazis<sup>5</sup>. Ces précautions étant prises, le boulevard est ouvert à la circulation des idées. Si le cordon sanitaire peut se justifier en politique, il ne devrait pas être d'application dans le débat idéologique<sup>6</sup>. Selon Jürgen Habermas, la démocratie suppose l'agir communicationnel et l'éthique de la discussion. Mais le vieux philosophe allemand, né en 1929, appartient à l'ancien monde de la modernité, celui où les idéologies s'entrechoquaient mais ne cessaient pas pour autant de dialoguer<sup>7</sup>. Un penseur aussi poussiéreux n'a pas la cote auprès de nos actuels moralistes qui rétablissent la censure avec entrain et prêchent l'intolérance face aux opinions divergentes. Deux lecteurs suisses nous ont récemment admonestés pour avoir offert une tribune (n° 55) à Piero San Giorgio, « homme d'affaires et militariste sulfureux, aux idées nauséabondes, qui a fait fortune

grâce au système techno-capitaliste et qui a pu se payer un chapelet (sa « BAD ») pour ensuite critiquer ce même système pour mieux vendre ses conseils et bouquins survivalistes. Un personnage qui, de surcroît, avait des sympathies pour les régimes autoritaires et affichait ouvertement son mépris de classe ou son darwinisme social sur le web », selon leurs termes. San Giorgio était interviewé sur le thème spécifique de la décroissance, ce qui constitue déjà une première balise, et les quatre autres ci-dessus ont été évidemment respectées, à commencer par l'interviewé. Rien de sulfureux, donc. À partir de là, que chacun se fasse son opinion, notamment sur base de ce que San Giorgio a déclaré dans d'autres interviews sur la Toile (auquel nos lecteurs suisses font allusion).

Les médias doivent-ils avoir une vocation « pédagogique », comme on l'entend souvent? Autrement dit, doivent-ils éduquer leurs lecteurs, en les voyant comme des arriérés ou des enfants? Ou bien les considérer comme des adultes libres et responsables? Monique Canto-Sperber indique que « la censure est toujours pire que le mal causé par la parole et, quand elle est nécessaire, elle doit être minimale, justifiée et circonstanciée<sup>8</sup> ». On se souviendra aussi du raid dont ont été victimes notre confrère *La Décroissance* à Bure à l'été 2019, mené par une bande d'activistes woke, qui ont agressé leur stand à trois reprises, volant et brûlant leurs journaux! Un autodafé de nos jours en république française, voilà à quoi peut mener la rage de censurer.

Là où nos postmodernes moralistes se rattachent à une bribe de modernité, c'est quand ils visent une aussi illusoire que dangereuse pureté idéologique. Les marxistes staliniens d'antan<sup>9</sup> et les militants woke actuels ont un point commun: il faut forcer le réel à coller à leur idéal respectif. Si cela ne marche pas rapidement, alors on rompt le dialogue, on tourne le dos à ses contradicteurs et on cherche éventuellement à leur nuire à distance (merci le Web!). De temps en temps, des lecteurs nous annoncent tout de go arrêter de nous lire, et des distributeurs, de nous distribuer, parce qu'un seul article leur a déplu, voire une seule phrase, un seul terme ou un seul nom! Une librairie engagée bruxelloise n'a pas supporté qu'Alain Gaillard parle plutôt positivement de la thèse de Samuel Huntington<sup>10</sup>, et que nous ayons cité Michel Onfray sans dire du mal de lui! Et hop, nous ne vous distribuerons plus, fut la sentence<sup>11</sup>. Toujours cette pureté idéologique qui amène au refus de l'échange, à la tyrannie des opinions, au non-respect des faits et des évidences, à la certitude d'être dans le juste, le bien et le vrai, à l'esprit pointilleux à l'extrême, à l'intolérance portée à incandescence, à la haine larvée ou au mépris affiché... On est loin des conditions pour reconstruire un « nous » démocratique pourtant indispensable en ces temps tourmentés. Pouvons-nous au moins converger sur les constats? Pour certains, c'est déjà une trop grosse concession faite aux réactionnaires, aux fascistes, aux « confusionnistes »,

aux « rouges-bruns ». Jadis, on faisait dire aux antifas hexagonaux: « Si Le Pen affirme que le ciel est bleu, eh bien rétorquons qu'il est blanc! ». La lutte contre un adversaire politique exige-t-elle de faire fi du réel? Le monde commun est par définition commun à tous, de la gauche à la droite. À partir de là, les choix éthiques et politiques des uns et des autres peuvent se déployer et s'opposer.

Comme l'écrit le politologue Philippe Bénéton, « [...] les hommes en désaccord doivent s'accorder sur des procédures qui leur permettent de vivre en commun dans le désaccord<sup>12</sup> ». Une de ces procédures est d'organiser les conditions concrètes de la liberté d'expression dans l'espace public. « On ne peut pas à la fois se dire démocrate et vouloir diaboliser et/ou interdire les courants qui vous font peur, même s'ils vous font peur pour de bonnes raisons<sup>13</sup> », précise la philosophe Chantal Delsol. Pas de liberté pour les ennemis de la liberté? Le débat est loin d'être clos... C'est sur un cordon (sanitaire) raide que nous devons apprendre à marcher, au risque de tomber. Puis de se relever.

Bernard Legros

1. Myriam Revault d'Allonnes, *La faiblesse du vrai. Ce que la post-vérité fait à notre monde commun*, Seuil, 2018, p. 131.
2. Précisons pour nos lecteurs français que le système électoral belge est proportionnel.
3. A-t-on déjà vu François de Brigode asticoter Paul Magnette en direct sur le plateau du journal télévisé?
4. Quand bien même une telle loi n'existerait pas, c'est alors en toute autonomie que les médias devraient promulguer et s'appliquer de tels principes.
5. Soyons conscients qu'il y a toujours une marge d'interprétation. Certains considèrent la critique de l'État israélien comme de l'antisémitisme, d'autres, la critique du voile islamique comme du racisme. Il est impossible d'objectiver les points de vue.
6. Sauf dans des cas extrêmes mais heureusement rares. Je n'aurais pas envie de débattre publiquement avec un nostalgique des camps de concentration, par exemple. Et même en privé, cela me serait trop pénible!
7. Par exemple, les rapports conflictuels-cordiaux entre Jean-Paul Sartre et Raymond Aron. Toutefois, doutons que le premier aurait accepté de débattre avec Robert Faurisson ou Maurice Bardèche.
8. Monique Canto-Sperber, *Sauver la liberté d'expression*, Albin Michel, 2021, p. 303.
9. Et même d'aujourd'hui! Beaucoup au PTB vouent toujours un culte à Staline et à Mao Zedong.
10. Cf. *Kairos*, n° 51.
11. Il évoquait également d'autres raisons.
12. Philippe Bénéton, *Le dérèglement moral de l'Occident*, Cerf, 2017, pp. 113 & 114.
13. Myriam Revault d'Allonnes & Chantal Delsol, *Ainsi meurt la démocratie*, Malet Barraud, 2022, p. 88.

# J'ai demandé à la Lunt...

## Ou comment le capitalisme du désastre investit pour un « nouveau monde »

**D**ans le marasme ambiant, on voit des individus, qui s'accoutumaient du monde d'avant ou même trouvaient dans son fonctionnement leurs plus grands intérêts, proposer maintenant leurs solutions pour « tout changer ». Aux accents parfois révolutionnaires, ces promoteurs, souvent issus du monde de la finance, investissent dans le secteur philanthropique et soutiennent un ensemble d'activités, du Yoga aux médias alternatifs, en passant par le « développement durable », « l'aide financière aux populations ou aux individus en situation difficile », ou encore le « journalisme constructif ». En creusant pourtant, on retrouve souvent les mêmes qui tirent les ficelles, dont l'omniprésente Fondation Bill & Melinda Gates. Ceux qui distribuent l'argent ne seraient-ils pas ces nouveaux chevaliers de l'apocalypse déguisés en sauveurs omnipotents qui feignent de faire autre chose qu'avant, alors qu'ils s'inscrivent dans la continuité ?\*

Parmi les nombreuses organisations philanthropiques, la Fondation Lunt « promeut des solutions régénératives qui augmentent la richesse du point de vue de l'écologie, du bien-être et de la communauté », cherche à « contribuer à l'élévation de la conscience collective pour un monde plus harmonieux et aimant ». « Leur travail se concentre sur le soutien des modèles de santé holistiques, le développement du journalisme constructif et l'évolution de la conscience parmi les leaders et les influenceurs. Ces trois points focaux sont intimes et intersectionnels ». Telle est la mission que se donne cette nouvelle officine charitable. A priori, l'initiative peut paraître généreuse, mais l'ambiguïté des mots et des concepts utilisés laisse un vide qui permet d'y mettre tout et n'importe quoi. Pour lever ce flou, investiguer sur les origines, les fondateurs et le réseau de la Fondation Lunt permettra de saisir ce qu'il y a derrière, ouvrant sur les véritables désirs qui animent ces grands philanthropes.

L'idée de monter une fondation naît lors de la rencontre de Michael Lunt et Guibert del Marmol au Skoll Forum à Oxford, en 2012, durant lequel ils sont « étonnés d'assister à l'émergence d'un nouveau monde ». Leur priorité du moment : « Comment pouvons-nous soutenir ces individus ("Les entrepreneurs sociaux") en concevant de nouveaux modèles nécessaires à notre société ? ». Pour comprendre la genèse de Lunt, il faut saisir ce qui pousse les deux hommes à la fonder. Il faut donc établir les lieux où ils passent, dont celui qui voit naître l'idée : le Fond Skoll. Créé en 1999, ce dernier se présente comme « une organisation de soutien associée à la Silicon Valley Community Foundation de San Jose, en Californie ». Se distingue de celle-ci la Fondation Skoll, lancée en 2002<sup>1</sup>. Le fondateur et président du groupe est Jeff Skoll, « premier employé à temps plein et président d'eBay », qui s'est consacré ces 17 dernières années à « élaborer un portefeuille d'entreprises philanthropiques et commerciales »<sup>2</sup>.

C'est donc galvanisés par les idées d'un Forum dont les fondations reposent sur celles de la Silicon Valley, que Michael et Guibert décident « d'aider les pionniers disruptifs à communiquer, à raconter leur histoire et à faciliter la collaboration et les opportunités de financement ». Michael Lunt en parle à ses deux frères, qui sont emballés par le projet. L'un des deux, Lawrence Francis, alias « Larry » Lunt, apparemment fortement impliqué dans la Fondation, est aussi membre de Makesense, où il retrouve Michael et Guilbert. Pour Michael, Makesense est « comme une ruche heureuse de jeunes et talentueux créatifs dont les membres sont préoccupés par le bien-être de notre société. Leur enthousiasme et leur joie de vivre sont subtilement contagieux et génèrent plus d'optimisme pour accroître l'harmonie à travers le monde. » À leurs côtés, notamment, Claire Gillissen-Duval, senior director à SAP<sup>3</sup>, qui « aide les meilleures entreprises à améliorer la gestion du monde »<sup>4</sup>, Marie-Astrid Raoult, de Carrefour foundation, Pierre Calamusa, joueur de Poker français, et d'autres chefs d'entreprise dans le domaine du numérique, de la finance, du financement participatif (KissKissBankBank<sup>5</sup>), de la philanthropie, de la santé, ou encore de la technologie.

Makesense qui a notamment comme partenaires, outre la Fondation Lunt : Google, Veolia, Sanofi, ou encore la Fondation Bill & Melinda Gates<sup>6</sup>, Ashoka, SAP, Carrefour, Citigroup. Les CV des membres de Makesense parlent d'eux-mêmes. Un de ceux-ci explique : « J'ai fait le grand saut, le 31 décembre 2015 après 25 années passionnantes et intenses en Private Equity. Je quittais alors le fonds US Advent International ([www.adventinternational.com](http://www.adventinternational.com)) dont j'étais associé en charge de l'activité française pour développer pleinement mon activité "For Good" indépendante »<sup>7</sup>. L'homme vient

donc d'un fonds capital-investissement, qui se présente comme l'un des « partenariats de capital-investissement indépendants les plus importants et les plus anciens »<sup>8</sup>. Lancé en 1984, le fonds *adventinternational* a placé plus de 66 milliards dans plus de 395 « capital-investissement » et 41 pays. Charriant la novlangue chère aux « décideurs » (« diversité », « équité », « inclusion »), propageant les thèmes et *storytelling* du pouvoir comme celui de l'Ukraine, Advent International offre ses services dans le domaine des entreprises et de la finance, des soins de santé, de l'industrie, de la vente au détail, de la consommation et loisirs et de la technologie.

On retrouve encore Larry Lunt dans le Conseil d'administration de Synergos, une boîte de « *venture philanthropists* » (« entreprise philanthrope »). On pourrait penser à première vue l'expression digne d'un superbe oxymore, mais c'est que les deux, capitalisme et philanthropie, se complètent parfaitement<sup>9</sup>. Synergos a été fondée en 2020 par David Rockefeller et sa fille Peggy Dulany. David Rockefeller, c'est le petit-fils du « baron voleur John Davison Rockefeller » né en 1839 et qui avait déjà saisi que la philanthropie, ça rapporte. Fondateur de la Standard Oil Company, qui deviendra plus tard Esso puis ExxonMobil, il se constitue une fortune et un pouvoir qu'il légua à sa descendance qui déploiera ses tentacules sur le monde et influera sur la marche de celui-ci. L'homme est aussi connu pour avoir orchestré le massacre de Ludlow, où des hommes de main de Rockefeller tirèrent sur des mineurs qui faisaient grève suite au meurtre d'un camarade syndicaliste qui protestait contre les conditions de travail et les bas salaires.

Peggy Dulany, qui interviewait en 2017, dans le cadre du Global Philanthropists Circle Members Meeting, le milliardaire Warren Buffet, est aussi avec son père derrière le Stone Barns Center, un domaine acquis par John D. Rockefeller dans les années 1930 dans la Hudson Valley, où il fit à l'époque édifier des fermes en pierre dans le style de celles que l'on trouve en Normandie, et qui devint une organisation sans but lucratif en 1996, promouvant le bio, le rapport aux fermiers et à la nature, la connexion à la terre. Intéressant cet amour de la nature et cette « écoresponsabilité » quand on a été à la tête d'un empire qui s'est construit sur l'exploitation pétrolière, qu'on a siégé comme président de la Chase Manhattan Bank, cofondé le groupe Bilderberg et la Commission trilatérale, ou encore présidé le *Council of Foreign Relations*.

## LA CONSTELLATION ROCKEFELLER

Le Groupe Bilderberg a été créé en 1952, mais officialisé en 1954. Ses membres fondateurs sont notamment le prince Bernhard des Pays-Bas, le secrétaire général de l'Otan Jozef Luns, l'ancien Premier ministre et banquier belge Paul Van Zeeland, ou encore David Rockefeller. « Ce sont, entre autres, ces derniers, qui prennent l'initiative de mettre sur pied un groupe restreint d'industriels, de financiers, de politiques, de journalistes, d'intellectuels, d'aristocrates, d'officiers militaires, accompagnés par des membres et ex-membres des services secrets américains et allemands (dont de très nombreux « anciens » nazis), invités à venir discuter des questions internationales. Cette première rencontre à l'hôtel Bilderberg à Oosterbeke, financée par la multinationale néerlandaise Unilever et la CIA, a alors pour objectif de coordonner et de construire l'unité des pays occidentaux dans leur lutte contre l'Union soviétique et, plus largement, dans leur combat contre le marxisme et les différentes variantes du modèle socialiste »<sup>10</sup>. (...) Aujourd'hui dirigé entre autres par Henry Kissinger, le Groupe Bilderberg constitue avec le Forum économique mondial de Davos, la Commission Trilatérale et les autres lieux de rencontres privées de l'élite mondiale, l'arrière-scène des politiques qui sont ensuite mises en place par le G8, le FMI ou encore l'OMC. Un consensus international émerge de ce réseau sans qu'il soit nécessaire de l'imposer aux participants »<sup>11</sup>. Soulignons qu'Etienne Davignon<sup>12</sup> qui a présidé le Groupe Bilderberg, a aussi fondé Friends of Europe, dont sont notamment membres Alexander De Croo, Frank Vandenbroucke et Petra de Sutter, Ministres actuels du gouvernement belge.

En 2019, parmi les invités belges à la réunion annuelle, on trouvait Isabel Albers et Thomas Leysen<sup>13</sup>. La première est passée par *De Standaard*, rédactrice en chef de *De Tijd* puis de *Het Laatste Nieuws*, directrice journalistique des « médias d'information » dans le groupe de presse *De Persgroep*, pour en 2017 devenir directrice

éditoriale de Mediafin. Elle est aujourd'hui rédactrice en chef de *De Tijd / L'Echo*. Thomas Leysen, lui, est présenté comme Chairman, KBC Group and Umicore, mais il est aussi Président du groupe Mediahuis : 1,7 millions d'abonnés, 10 millions de lecteurs, qui toucheraient 3 millions de personnes par jour en Belgique, 4 millions en Hollande, 1,8 millions en Irlande, 310.000 au Luxembourg, dont les différents sites web verraient plus d'un million de visiteurs par jour<sup>14</sup>, possédant près d'une centaine de radios, télévisions régionales, organisations sportives, plateformes en lignes, journaux, sites de vente. Lors de la réunion de 2022, on retrouvait le même Thomas, cette fois-ci en présence de deux autres belges : Tinne Van der Straeten, ministre de l'énergie dans le gouvernement De Croo<sup>15</sup>, ainsi que l'exfiltré Didier Reynders, Commissaire à la justice à la Commission européenne<sup>16</sup>.

La Commission trilatérale fut fondée en 1973 par les mêmes qui furent à l'initiative du Groupe Bilderberg et du Council on Foreign Relations : David Rockefeller, Henry Kissinger, Zbigniew Brzezinski, un spécialiste des relations internationales, professeur à la Columbia University, mais aussi à l'époque consultant auprès du secrétariat d'État américain. Ce serait l'inquiétude de Rockefeller à l'époque quant à la dégradation des relations entre les États-Unis, l'Europe et le Japon, qui en serait à l'origine. Mais il semble que cela n'ait été qu'un prétexte et que derrière la création de la Trilatérale se dissimulait surtout le désir de lutter contre « les mouvements révolutionnaires, relativement autonomes, qui secouaient alors le tiers-monde », et également d'assurer « l'internationalisation des entreprises américaines » (...) « Ses membres étaient issus des plus hauts cercles de la politique, des affaires et des médias d'Europe de l'Ouest, du Japon et des États-Unis »<sup>17</sup>. « Pilier du Nouvel Ordre Mondial »<sup>18</sup>, la Trilatérale naît d'une volonté de trouver une solution aux désaveux croissants de la population à l'encontre de leurs dirigeants, avec l'objectif « d'établir une nouvelle orientation politique pour les nations occidentales (...) Les thèses quasiment immuables présidant à l'ensemble des travaux de la Commission et répétées à longueur de publication étaient alors les suivantes : affirmation de la nécessaire disparition de l'autonomie des États, soumission des gouvernements des nations capitalistes aux exigences des compagnies multinationales, remise en cause des démocraties libérales jugées obsolètes devant les nouvelles formes de gouvernabilité, réorganisation éventuellement autoritaire des structures du pouvoir dans les pays capitalistes et, enfin, développement de divers modèles de "démocratie restreinte" pour le tiers-monde »<sup>19</sup>.

Dans une de ses publications, *La crise de la démocratie* (1975), la Commission Trilatérale s'inquiète du risque que représente l'indépendance journalistique, d'un pouvoir médiatique « de plus en plus autonome qui tend à résister à la pression des intérêts financiers et gouvernementaux (...) En conséquence : 1) Les médias deviennent la caisse de résonance des difficultés et tensions sociales (...) 2) Les médias privent les gouvernements et les autres instances d'autorité du bénéfice du temps, de la confiance et de la tolérance sans lesquels il est impossible d'innover [...] »<sup>20</sup>. Ils ont bien compris le rôle des médias dans la fabrication du consentement et le risque, si on ne les contrôle pas, qu'ils alimentent l'esprit de contestation, et la révolte. Thomas Leysen n'en est pas membre pour rien, patron de Mediahuis, plus grand consortium médiatique en Belgique<sup>21</sup>.

Quant au troisième astre important de la galaxie Rockefeller, le Council on Foreign Relations, que Geoffrey Geuens appelle non sans raison « l'ONG de la CIA », « attaché de presse du complexe militaro-industriel », il représente l'une des plus importantes organisations « fantômes », contrôlant la politique extérieure américaine et « moteur de l'ébauche d'un véritable "gouvernement mondial" ».

## REGENERATIVE CAPITALISM

Larry Lunt dirige également Armonia, un fonds d'investissement américain qui « diversifie les actifs familiaux en élargissant exclusivement le portefeuille pour inclure des investissements d'impact »<sup>22</sup>, plaçant ses fonds « au-delà de la durabilité (sic) pour adopter et promouvoir des pratiques régénératrices dans l'agriculture, la finance et les affaires »<sup>23</sup>. La fondation Lunt en est partenaire, Ashoka et Capital Institute également, dont Larry Lunt est aussi membre. La seconde a été fondée par John Fullerton, ancien de chez JP Morgan, maintenant désireux d'une économie régénérative, d'un capitalisme



régénératif, d'une finance pour un monde régénératif... avec comme partenaires des sociétés et fondations composées de membres aux mêmes profils que ceux que nous décrivions plus haut : banquiers, capitaines d'industries, journalistes, parmi lesquels on trouve des éditeurs de livres sur la conscience ou le business responsable ; des adeptes de l'autopoïèse<sup>24</sup>, des financiers fondateurs de fonds de placement, des « *banquiers pour le bien public* » (sic)<sup>25</sup>...

De son côté, Ashoka Belgium a comme partenaires la banque Degroof Petercam, la Fondation Roi Baudouin, Mc Kinsey & Company, Schola ULB ou encore Youthstart qui aide les jeunes à la recherche d'emploi « à se réveiller », avec des partenaires comme *L'Echo*, *De Tijd*, BNP Paribas, KPMG, Total, Deme (cf. Alexandra Jaspard), Lloyd's, Nespresso, Luminus...

La Fondation Roi Baudouin (FRB) est partenaire du Fonds Baillet Latour, dont le Président est Thomas Leysen. La FRB est présidée par Pierre Wunsch, gouverneur de la Banque nationale de Belgique, mais aussi, notamment, gouverneur du Fonds monétaire international. Pierre Wunsch fait partie des membres du GEES (Groupe d'Experts en charge de l'*Exit Strategy*) mis en place par Sophie Wilmès quand elle était première ministre, où il côtoyait Mathias Dewatripont (mais aussi Marc Van Ranst, Marius Gilbert, Johnny Thijs, Inge Bernaerts, Emmanuel André, Erika Vlieghe, qui produisirent des rapports qui régulèrent la vie de plus de 11 millions de Belges pendant deux ans<sup>26</sup>), ancien directeur exécutif de la Banque Nationale de Belgique, actuel membre exécutif de I3H<sup>27</sup> dont le président et fondateur est Michel Goldman qui oublie de signaler sur la page du site de I3H qu'il a aussi été Président de la fondation AstraZeneca en Belgique<sup>28</sup>. Cela devient plus embarrassant quand on découvre que la Fondation Roi Baudouin a financé l'I3H à hauteur de 20.000€ en 2021<sup>29</sup>, moins toutefois que les 150.000€ donnés à la KU Leuven en 2020 et les 50.000€ en 2021. Wunsch distribue donc de l'argent à son collègue Dewatripont. Le Fonds Baillet Latour dont la FRB est partenaire, dispose d'un comité scientifique présidé par Geert Leroux-Roels, membre du Conseil consultatif clinique de Osivax, dont on trouve parmi les investisseurs le Wellcome trust (GSK), la Région wallonne, la Commission européenne..., et qui a comme partenaires l'UZ Gent, l'université d'Anvers, la région Wallonne, des entreprises de Bio Tech...

## SE FAIRE UNE IDÉE...

Nous pourrions continuer des pages entières, traçant un faisceau de liens entre des structures publiques et privées, aboutissant à une mainmise totale sur la société par l'entremise d'émissaires s'assurant que les idées défendues dans certains des plus importants *think tanks* décrits dans cet article, pourront se convertir en actes dans le réel. On part de la Fondation Lunt et on arrive à une myriade de multinationales, milliardaires organisant un Nouvel ordre mondial, hommes politiques, capitaines d'industries... pour y revenir, et

voir avec un autre regard son intérêt à financer des journaux comme BAM !, nos collègues belges, Rob Hopkins, des associations liées à l'agriculture, la santé mentale, l'hygiène, l'art, la nourriture saine<sup>30</sup>... On ne peut s'empêcher que soit omniprésent désormais, à côté de leurs beaux mots, de leur « pleine conscience », de leur « respect de la terre et de l'agriculture », de l'équilibre du corps... leurs vrais partenaires et leurs vraies raisons d'être : la Commission Trilatérale, Bilderberg, le Council of Foreign Relations et le faisceau de multinationales, banques, fonds d'investissement qu'ils représentent : Total, Sanofi, Carrefour, JP Morgan, Gilead, BASF, Suez, Fortis Belgique, Fiat, American Express, AOL Time Warner, Lockheed Martin, Pfizer, Shell ; Xerox... ; entourées des grandes institutions (FMI, OCDE, OMC, OMS, OTAN...) et des gouvernements, valets du pouvoir, véritables courroies de transmission des intérêts du capital ; les grands médias assurant le spectacle, les principaux dirigeants des grands groupes de presse et leurs journalistes « vedettes » ayant leur entrée dans ces clubs très privés.

Voilà donc l'aporie<sup>31</sup> : dans leur projet de « régénérer le monde », les apôtres du CAC 40 et du Dow Jones<sup>32</sup> ne sont pas crédibles : ils encensent la nature et la vie tout en investissant dans les multinationales qui la détruisent. En marge du désert qu'ils génèrent, ils créent des oasis, zones protégées dont eux et leurs proches bénéficieront. Pendant qu'ils engrangent les dividendes de Total, ils jardinent dans leur ferme « éco-responsable ». Ils continuent donc, derrière le rideau, à s'enrichir comme avant, occultant la réalité de leurs destructions, contrôlant les organes d'information pour ne pas que ça se sache, ou en tous cas qu'on ne voie pas les responsabilités.

C'est pourtant justement ce type d'entreprises qui devront disparaître si nous voulons sauver les terres qui n'ont pas encore été colonisées et les hommes qu'elles n'ont pas encore exploités, pour espérer commencer autre chose... Il n'y aura pas « d'autre monde » tant que celui-ci persistera. Tout le reste est vain, et accepter de débattre sur leurs jeux, leurs joutes, le spectacle électoral, de lire les communiqués de presse des multinationales, c'est entériner ce qu'ils sont. C'est avaliser leur domination sur nos vies.

Dans leurs activités destructrices, ils ont besoin d'assurer la com' pour convaincre qu'ils font le bien. Convaincre qui ? La population, certainement, afin que leurs investissements ne soient pas entachés et qu'en pâtissent les actionnaires, mais eux-mêmes aussi sans doute : dans une forme de bonne pensée judéo-chrétienne, en se persuadant qu'ils réalisent le bien par la philanthropie, ils font sans doute acte de contrition inconscient pour tout le mal qu'ils épandent.

Évoquant les *think tanks* que nous avons décrits dans cet article, y ajoutant le Forum économique mondial, Geoffrey Geuens dit de ceux-ci que « *tous partagent les mêmes dirigeants et les mêmes bailleurs de fonds* »<sup>33</sup>. On se souvient de « l'expert » belge Marc Van Ranst expliquant au public du Chatham House, l'un de ces lieux du pouvoir, comment créer une pandémie<sup>34</sup>.

Si on retrouve Larry Lunt, de la fondation éponyme, dans les conseils d'administrations d'organisations telles que Synergos, fondée par David Rockefeller et sa fille, ce n'est pas du hasard : « *Président honoraire de la Commission Trilatérale, fondateur et membre du bureau exécutif du Groupe Bilderberg, David Rockefeller est bien l'incarnation la plus exemplaire de la "Mondialisation". Président honoraire du Council of Foreign Relations, figure légendaire de la haute finance new yorkaise, ancien dirigeant de la Chase Manhattan Bank, il occupe aujourd'hui une position centrale sur l'échiquier du nouvel ordre économique mondial : celle de président du conseil international de cette même institution financière* ».<sup>35</sup>

On ne change pas un système avec le mode de pensée qui l'a engendré. Laisser aujourd'hui ceux qui ont mené la barque qui nous a conduit vers la chute, jouer les sauveurs, financer un ensemble d'organisations pour mieux les contrôler, c'est assurer leur domination et creuser la tombe de l'humanité.

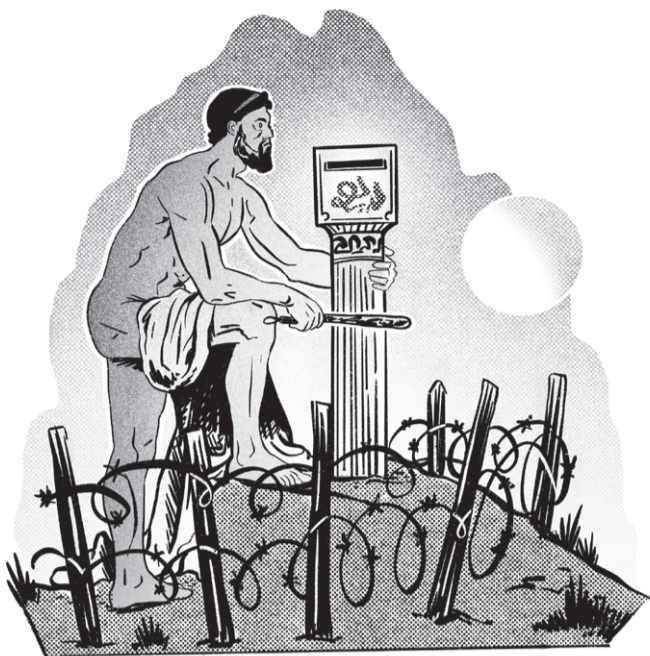
### Alexandre Penasse

\* Cet article a fait l'objet d'une vidéo illustrée, publiée sur notre site : [https://media.kairospresse.be/video/2022/J\\_ai\\_demande\\_a\\_la\\_LUNT.mp4](https://media.kairospresse.be/video/2022/J_ai_demande_a_la_LUNT.mp4)

- <https://skoll.org/about/board/>
- <https://skoll.org/attendee/jeff-skoll/>
- SAP (Services and Support), est « l'un des principaux producteurs mondiaux de logiciels pour la gestion des processus métier ».
- <https://www.linkedin.com/company/sap/>
- Voir <https://www.kairospresse.be/lheure-des-laches/?highlight=kisskiss>
- <https://makesense.org/en/donor-circle/>
- <https://www.linkedin.com/in/pascalstefani/?originalSubdomain=fr>
- <https://www.adventinternational.com/about/>
- « Un homme fortuné qui dépense son argent pour les plus démunis presque exclusivement à l'aide de technologies de haut niveau renforce l'idée que le développement repose sur l'action caritative et l'apport de solutions » aux pauvres qui reçoivent leurs faveurs des riches sans changement fondamental de la manière dont fonctionne le monde : sans mettre fin aux paradis fiscaux, sans limitation du pouvoir des entreprises et sans évolution des économies néolibérales ». Voir Lionel Astruc, *L'art de la fausse générosité*. La Fondation Bill & Melinda Gates, Actes Sud, 2019, pp.36-37..
- Geoffrey Geuens, *Tous pouvoirs confondus. État, Capital et Médias à l'ère de la mondialisation*, EPO, 2003, p. 24
- Ibid.*, p. 27
- Pour avoir une idée précise de qui sont ces hommes de pouvoir que nous citons sans pouvoir en faire une large description, voir Geoffrey Geuens, *Tous pouvoirs confondus. État, Capital et Médias à l'ère de la mondialisation*, *Ibid.*
- <https://www.bilderbergmeetings.org/meetings/meeting-2019/participants-2019>
- [https://www.mediahuis.com/app/uploads/2022/03/Mediahuis-Annual-Report-2021\\_EN\\_Lowres.pdf](https://www.mediahuis.com/app/uploads/2022/03/Mediahuis-Annual-Report-2021_EN_Lowres.pdf)
- <https://www.bilderbergmeetings.org/meetings/meeting-2022/participants-2022>
- Pour plus d'infos sur le personnage, tapez « Reynders » dans la barre de recherche du site de Kairos.
- Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis. De 1492 à nos jours*, Agone, 2002, p. 629-630.
- Geoffrey Geuens, *Tous pouvoirs confondus. État, Capital et Médias à l'ère de la mondialisation*, p. 30
- Ibid.*, p. 31
- Ibid.*, p. 32-3320. S
- <https://acrobat.adobe.com/link/track?uri=urn:aaid:scds:US:0c46ea41-6a2a-34cc-a86b-5d20c77ef975#pageNum=1> : <https://www.trilateral.org/people/thomas-leysen/>. On y trouve aussi Alexia Bertrand, fille d'un riche industriel président de DEME, elle est députée et a été chef de cabinet de Didier Reynders.
- <https://www.preqin.com/data/profile/investor/armonia/83737>
- <https://armoniallc.com/>
- « *Propriété d'un système à se produire lui-même* »
- <https://capitalinstitute.org/our-partners/>
- <https://www.kairospresse.be/155505/?highlight=Wunsch+>
- Sorte de Think Tank visant « à former la prochaine génération de professionnels de la santé et à développer les connaissances scientifiques pour contribuer efficacement au développement de technologies et de stratégies innovantes », chapeauté par l'Université Libre de Bruxelles. <https://i3health.eu/>
- <https://theconversation.com/profiles/michel-goldman-890976>
- <https://www.kbs-frb.be/fr/drug-repurposing-rare-diseases>
- <https://luntfoundation.org/>
- « *Dans un raisonnement, contradiction, difficulté qui semble insurmontable* »
- Indices boursiers.
- Geoffrey Geuens, *Tous pouvoirs confondus. État, Capital et Médias à l'ère de la mondialisation*, p. 85.
- <https://www.kairospresse.be/les-bons-conseils-de-marc-van-ranst-en-cas-de-pandemie/?highlight=chatham+house>
- Geoffrey Geuens, *Tous pouvoirs confondus. État, Capital et Médias à l'ère de la mondialisation*, p. 87. Le Livre est publié en 2003. David Rockefeller est depuis décédé, en 2017.

# « OUI pub »

Illustration: Chanic



Pas de panique, je n'ai pas retourné ma veste ! « *Oui pub* » est ce qui sera inscrit sur un autocollant à mettre sur votre boîte aux lettres si vous voulez de la pub. Ce qui est intéressant c'est qu'il y aura un renversement de la preuve : ceux qui n'ont rien indiqué sur leur boîte aux lettres (la majorité) seront considérés comme ne voulant pas de pub. Testée sur 15 territoires, la formule fera l'objet, au bout de 3 ans (un peu long...), d'un bilan qui, s'il est positif, fera que seules les personnes qui ont choisi de vouloir de la pub la recevront. C'est une bonne tactique : on contourne ainsi l'interdiction toute publicité non adressée, car s'est trop difficile à faire passer. Il y a aussi une proposition d'interdire toute publicité vantant des produits émetteurs de gaz à effet de serre. C'est ce que souhaitaient les 150 citoyens de la Convention sur le climat et qui, une fois de plus, ne furent pas écoutés.

D'autres initiatives positives sont les pétitions lancées par exemple par Greenpeace ou par Amnesty international (une ICE qui oblige le parlement européen à se saisir du sujet si la pétition atteint 1 million de signatures). Ces pétitions sont soutenues par

des dizaines d'organisations<sup>1</sup> dont la lutte contre la publicité n'est pas l'objectif central. Ces organisations sont conscientes des effets pervers de la publicité. Suite aux problèmes de risque de pénurie dus à la guerre en Ukraine, certains biens vont probablement commencer à manquer. Les autorités demandent aux citoyens de faire preuve de sobriété (enfin !). Or, la publicité fait l'inverse, elle pousse à la surconsommation. Pas étonnant que certains disent que la « *publicité dévore la planète et pollue nos sentiments.* »

Il faut dire que la publicité devient de plus en plus envahissante : les dépenses annuelles mondiales de publicité et de communication des grandes entreprises ont atteint 1.320 milliards € en 2021 et en France, 46,2 milliards €. Cela représente près de 500€ par Français. Il est évident que ces montants sont compensés et on observe un prix supérieur pour les produits promus par la pub. En plus la publicité est déséquilibrée au profit des grandes entreprises, souvent des multinationales : sur les 3 millions d'entreprises françaises, seulement 1 % ont accès au marché publicitaire.

## RESTAURER LES PAYSAGES

Cette année, l'association Paysages de France fête ses 30 ans d'existence et fait un bilan de ses actions visant à faire disparaître les panneaux publicitaires qui défigurent les paysages, ruraux ou urbains. Elle a obtenu, au cours de ces 30 dernières années, le démontage de milliers de panneaux publicitaires à travers la France. Mais non sans mal.

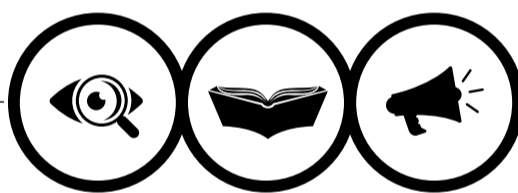
En 1982, Paysages de France fut créée par des bénévoles, pas par des spécialistes. Ils ont dû apprendre sur le tas. C'étaient donc des citoyens ordinaires, choqués d'assister à un tel envahissement

publicitaire dans l'espace public. Au départ, leur combat fut de faire enlever les panneaux publicitaires illégaux qui étaient en opposition à une loi qui régulaient la possibilité de placer des panneaux dans des lieux interdits ou avec des dimensions hors normes. Hélas, les maires et les préfets n'étaient guère motivés par la tâche de faire respecter la loi. Paysages de France fut un aiguillon qui permit l'élimination de milliers de panneaux.

Vers les années 2000, l'association a engagé des actions en justice. 23 tribunaux ont donné raison à Paysages de France et l'État a été condamné 87 fois. Hélas des ministres de l'Environnement, en totale contradiction avec leur mission, ont fait appel contre les victoires de l'association. Sur 11 appels, 9 ont été jugés et ont toujours débouté la tentative du gouvernement de bloquer les initiatives contrant la pub. Le lobby des annonceurs a de toute évidence bien organisé son travail d'influence sur les décideurs politiques. Ce travail de sape pro publicité est aussi passé par les lois qui, toujours, autorisaient plus de libertés aux annonceurs. Le travail de Paysages de France est dès lors plus difficile aujourd'hui. Mais les militants antipub ne sont pas découragés, car ils constatent que la question qui était négligée il y a 30 ans est maintenant considérée comme importante et les mentalités ont changé. Il faut dire que, quand tout le monde parle de transition, la publicité est un frein majeur à l'évolution vers moins de consommation et pousse nos contemporains à vouloir toujours plus de biens et de services dont ils n'ont nul besoin.

Alain Adriaens

1. Entre autres Les Amis de la Terre France, Foodwatch, l'institut Veblen, Résistance à l'agression publicitaire (RAP), Sherpa, Communication sans frontières...



## VU, LU, ENTENDU



Lors des spéculations sur le « monde d'après », il était question de la place du tourisme international, qui avait été durement touché par les mesures sanitaires. L'image des avions de ligne cloués au sol avait enchanté plus d'un écologiste, mais cela n'eut qu'un impact très limité sur le climat. Henri Mora rappelle ici, avec force exemples et chiffres, combien « *l'organisation administrative et scientifique du tourisme* » en France depuis les années 1960 est un fléau écologique, surtout quand elle fait appel à l'aviation commerciale (émission de gaz à effet de serre, artificialisation des sols) et un fléau culturel (dégradation de toute réalité en simple curiosité, jusqu'au *dark tourism* qui exploite les catastrophes humaines et naturelles). Comment mettre un frein à ce bougisme ? Il existe bien une réaction citoyenne au « *surtourisme* » dans certaines villes (Barcelone, Venise, Dubrovnik), mais elle n'est pas à la hauteur face à « *la demande en matière de voyages [qui] augmente beaucoup plus rapidement que celle d'autres produits et services* ». La classe politique continue mordicus à soutenir le secteur. Certaines victoires citoyennes ont été engrangées, principalement au nom de l'écologie (Gonesse, Roybon), plus rarement au nom de la remise en cause du capitalisme industriel (Notre-Dame des Landes), mais le « *discours productiviste alternatif* » continue à garder la main, avec sa « *croissance responsable* », ses « *objectifs de développement durable* » et même la novlangagière « *valorisation de la biodiversité aéroportuaire* » ! Le patronat a beau en appeler à la transition écologique, la « *mise en tourisme généralisée* » sera toujours plus complexe et plus développée. Le tourisme alternatif n'est en rien une solution, car il reste intégré dans l'industrie touristique mondiale. Le tourisme et le travail étant les deux faces de la même pièce, l'auteur plaide pour une sortie de l'économie marchande, « *toutefois assez difficile à envisager* ». L'essai est augmenté de 4 articles-pamphlets récents du militant anarchiste Miguel Amoros.

Henri Mora, *Désastres touristiques. Effets politiques, sociaux et environnementaux d'une industrie dévorante*, L'Échappée, 2022, 201 pages.

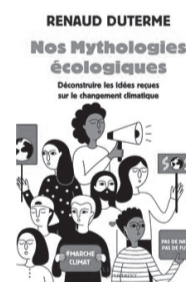
B. L.



Communistes et anarchistes sont les deux porteurs de projets politiques clairement anticapitalistes. Depuis plus de 150 ans, ces frères ennemis ont bien souvent croisé le fer. Olivier Besancenot et Michael Löwy, dans *Affinités révolutionnaires. Nos étoiles rouges et noires*, montrent que leurs oppositions ne sont pas inéluctables et que l'on a tort d'opposer systématiquement ces deux pensées révolutionnaires, car elles veulent la fin du régime capitaliste. Nos deux compères font preuve d'une culture historico-politique impressionnante et détaillent les actions et l'évolution des doctrines successives des deux gauches radicales. Une bonne partie du livre est consacrée à des biographies de militants qui ont marqué l'histoire des mouvements révolutionnaires. Ceux qu'ils ont retenus sont majoritairement des anarchistes tentés par le communisme et des marxistes libertaires, ceux qui font le pont entre les deux théories révolutionnaires. Ils montrent qu'il y a sur ce plan plus de points communs que de différences. Par contre, sur le plan des actions, leurs alliances n'existent que quand ils doivent faire face à un ennemi commun. Par contre, si la menace disparaît, ils ont des affrontements souvent sanglants, surtout lorsque le communisme fut incarné par la Russie stalinienne. La connaissance de l'histoire éclaire le présent et l'avenir. Le communiste Murray Bookchin fut un prophète et son évolution vers l'écologisme a précédé la trop tardive prise en compte de la menace planétaire due aux excès du productivisme. Il fut difficile de dépasser la foi dans la production héritée du passé. Aujourd'hui, anarchistes et communistes se retrouvent dans les actions écologiques et leurs pensées évoluent vers un écosocialisme encore à construire.

Olivier Besancenot et Michael Löwy, *Affinités révolutionnaires. Nos étoiles rouges et noires*, Mille et une nuits, 2014.

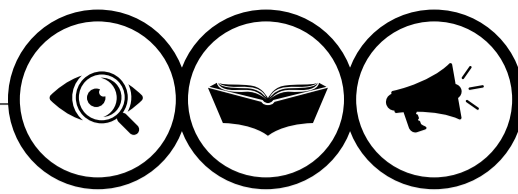
A.A.



Professeur de géographie dans l'enseignement secondaire, Renaud Dutorme a la capacité d'écrire des livres pédagogiques. Avec sa langue claire et accessible, celui-ci conviendrait comme manuel scolaire pour le troisième degré de l'enseignement général. En restant dans les généralités et en évitant les chiffres et les statistiques, il examine et remet en cause une série d'idées reçues courantes qui nuisent à la bonne compréhension des enjeux écologiques. À l'heure de l'indistinction moniste, sa démarche est celle d'un humaniste de gauche, au risque de décharger un peu trop rapidement l'humanité de sa responsabilité. Si un système en particulier appelé le capitalisme a permis de décupler les ravages sociaux et environnementaux – tout en les recouvrant d'un vernis de légitimité pendant longtemps –, cela n'empêche pas de reconnaître par ailleurs que les êtres humains sont prédateurs par essence, ne serait-ce que pour conserver leurs avantages adaptatifs sur les autres espèces. Sur la question démographique, l'auteur ne relève pas cette contradiction infernale : pour faire baisser la natalité et arriver à la transition démographique, il faut du développement, de l'éducation, du confort, de la richesse, donc de la croissance qui détruit la nature : le serpent se mord la queue. Et encore : l'Afrique a-t-elle besoin d'être électrifiée ? L'humanité pourra-t-elle survivre à son effondrement suicidaire ? Dans une perspective de sobriété, faut-il vraiment hausser les revenus ? Ces points mériteraient d'être développés dans le cadre d'un autre ouvrage plus étoffé. Malgré cette convocation du diable dans les détails, on recommandera cet essai qui en appelle à une écologie populaire pour faire pièce à l'écologie technocratique.

Renaud Dutorme, *Nos mythologies écologiques. Déconstruire les idées reçues sur le changement climatique*, LLL, 2022, 141 pages.

B. L.



## VU, LU, ENTENDU

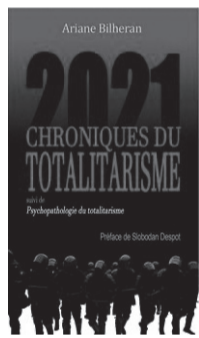


Cette année, de nombreux ouvrages s'efforcent d'analyser et de tirer les leçons des deux années de la folie covidiste. Au sein d'une production pléthorique, ce livre se distingue par la rigueur implacable de son analyse. Le mathématicien Vincent Pavan démonte l'imposture des épidémiologistes de cour qui ont créé et entretenu un climat de peur en « prévoyant » les risques d'un accroissement exponentiel du nombre de morts à partir de postulats totalement faux. En un

mot, le modèle dit de Ferguson est vide de sens, car il plaque de la mathématique sur du vivant, puis fait en sorte que le réel colle aux modèles. Une telle épidémiologie qui vise à administrer une population envisagée sous le mode du calcul statistique ne peut s'imposer qu'en écartant l'art du médecin ainsi que le soin et l'attention accordés à chaque patient. Le délire totalitaire tente de réduire l'humain à une série de chiffres et de codes, QR ou autres. La philosophe et psychologue Ariane Bilheran décortique quant à elle le dévoilement du langage par le pouvoir. S'appuyant sur les grands classiques que sont les ouvrages de Victor Klemperer sur la langue du III<sup>ème</sup> Reich et de Hannah Arendt sur les origines du totalitarisme, elle démontre que les mêmes techniques sont à l'œuvre, en pire, puisque démultipliées par le pouvoir accru des médias de (gestion de la) masse et les outils de contrôle numérique. Mais là encore, il s'agit de pervertir l'usage des mots afin de créer confusion, peur, sidération et, *in fine*, soumission de la populace. La parole est ainsi confisquée au service d'une langue idéologique et sectaire, qui contredit et occulte tout à la fois la réalité de l'expérience et de la langue commune. « *Comme dans tout phénomène totalitaire, la vérité est ce que décide le plus fort au pouvoir, parce que son idéologie sert ses intérêts. La langue Covid pollue notre espace psychique et nous oblige à entretenir une posture passive de soumission à cette nouvelle langue dessinant les contours d'une 'nouvelle normalité'* » (p. 207). L'ouvrage se conclut par une mise en garde : de façon cynique et intentionnelle, le pouvoir peut parfaitement créer d'autres épidémies contre lesquelles il partira ensuite en croisade pour mieux poser comme incontournables les restrictions des libertés. « *L'idéologie fera tout pour quitter le sens des mots, qui ne serviront plus à nommer le réel, mais à faire advenir le délire dans la réalité, et à tordre celle-ci à l'image du délire* » (p. 327).

**Ariane Bilheran & Vincent Pavan, *Le Débat interdit. Langage, covid et totalitarisme*, Guy Trédaniel, 2022, 353 pages.**

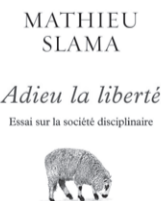
F.M.



D'Ariane Bilheran, saluons encore ses *Chroniques du totalitarisme*, initialement publiées chez Antipresse, compilées ici sans travail éditorial – il y a des redites d'un article à l'autre. Les explications de l'auteure ne sont pas toujours faciles à saisir conceptuellement, notamment les liens de rétroaction entre paranoïa, perversion, harcèlement, psychose et idéologie totalitaire. Hannah Arendt et Giorgio Agamben reviennent souvent dans les références. L'auteure a le sens de la formule : dans le covidisme, « *chacun est coupable de la maladie de l'autre; plus personne n'est responsable de son propre état de santé* »; « *Dans le phénomène totalitaire, la souffrance des corps vient faire témoignage de notre humanité* »; « *En clair, le délire paranoïaque persécute au nom de ce qu'il prophétise. Et ce qu'il prophétise, il le fait advenir* ». Comment sortir de ce piège infernal? « *Il est essentiel que cette alliance provisoire entre les propagateurs politiques de l'idéologie (décideurs politiques et économiques/propagandistes et intellectuels collaborant à l'idéologie) et une grande partie du peuple cesse* ». S'il fallait lire en priorité un article qui résume bien le propos général du livre, conseillons « *Expertise transmise à Reiner Fullmich pour le grand jury, février 2022* » (pp. 179-196).

**Ariane Bilheran, *Chroniques du totalitarisme 2021*, Bookelis, 2022, 208 pages.**

B. L.



L'enseignant et journaliste Mathieu Slama analyse d'une plume alerte l'épisode covidien sous l'angle pertinent, mais généralement ignoré, minoré ou carrément méprisé, de la mort de la liberté. Comment le peuple français a-t-il pu sombrer dans la servitude en si peu de temps? « *C'est nous-mêmes, avec notre passion répressive et disciplinaire, notre intolérance fondamentale, qui avons construit ce monde irrespirable* ».

Les racines du mal se trouvent dans la biopolitique et la société disciplinaire, les concepts de Michel Foucault qui permettent d'expliquer au mieux les événements. Cependant, il ne faut pas exagérer le rôle des gouvernants, car c'est l'obéissance de toute la population qui aboutit à une « *dictature citoyenne* »: « *Nous avons redécouvert, lors de cette pandémie, que les citoyens pouvaient se métamorphoser en agents de l'État avec un volontarisme et un enthousiasme insoupçonnés, en se soumettant librement à son joug et en exerçant eux-mêmes un pouvoir moral de coercition* ». Si les politiques ont trahi la population, les intellectuels se sont aussi massivement rangés à leur côté, à l'exception de Giorgio Agamben, un esprit courageux et lucide. Le libéralisme engendre autant la liberté que sa restriction, l'arbitraire et les abus de pouvoir. La propagande a détourné les

mots (résilience, responsabilité, vulnérabilité, etc.) au travers d'un « *discours positif, collectif et éthique* » imposant un nouvel ordre moral. La Loi du virus a remplacé la Loi des hommes. Quant au pass sanitaire, il « *implique que la liberté n'est plus un droit inaliénable, mais une chose que le pouvoir accorde selon que l'on se comporte bien ou mal* »: « *Est coupable celui qui n'est pas exemplaire!* ». En France, le grand responsable est le macronisme, « *transposition au monde politique des valeurs propres au monde de l'entreprise et du management* » qui ne néglige toutefois pas le puritanisme à relents religieux. « *Notre condition salariale sous l'emprise du management nous a accoutumés à la servitude à un tel degré que la politique sanitaire nous est apparue comme une situation et une expérience familière* ». L'auteur termine son texte roboratif par un vibrant appel au républicanisme.

**Mathieu Slama, *Adieu la liberté. Essai sur la société disciplinaire*, Les Presses de la Cité, 2022, 271 pages.**

B. L.



Serge Latouche – que certains appellent le pape de la décroissance – a une bibliographie impressionnante: depuis 1975 il a écrit près de 35 titres, toujours dans la même ligne: la promotion de la décroissance. En 2006, il a écrit *Le pari de la décroissance*, un livre très fouillé qui faisait le point sur cette nouvelle philosophie politique. En 2022, le livre vient d'être réédité avec une préface qui marque l'évolution de sa pensée. Excepté cette courte préface qui présente ce qu'est aujourd'hui la décroissance, le reste est quasi semblable à l'édition de 2006. Pour les idées développées, l'analyse reste tout aussi valable et n'a pas vieilli. Tout qui veut connaître les tenants et aboutissants de la décroissance doit lire cet ouvrage magistral. En une douzaine de chapitres, Latouche éclaire ce qu'est et peut être la décroissance. Hélas, on ne trouve que quelques paragraphes écrits après 2006, tout le reste est l'ancienne version, comme le prouvent les références de bas de page qui sont quasi toutes antérieures à 2006. Il en va de même pour la bibliographie, très complète, mais non actualisée. Mais même les pros de la décroissance trouveront dans cette œuvre une utile synthèse de ce que sont les luttes antiproductivistes. Quant à ceux qui veulent découvrir la décroissance, c'est *Le livre* qu'il faut lire. Dans le chapitre « *La décroissance doit-elle être démographique?* » il aborde ce sujet qui fait souvent débat dans le milieu des décroissants, car les prises de position sont toujours passionnelles, touchant les croyances religieuses, le problème du droit à la vie et la foi dans les progrès de la science moderne. Latouche décrit les propositions un peu folles de ceux qui verraient bien la population mondiale divisée par 30 (en 150 ans quand même). S'il considère que lutter contre la surpopulation est une bonne chose, il affirme que c'est une option paresseuse, car « *elle ne porte pas atteinte aux rapports sociaux ni aux logiques de fonctionnement du système* ». L'ambition de Latouche est, en effet, un renversement de l'imaginaire qui domine aujourd'hui nos sociétés droguées au mythe de la croissance sans fin.

Excepté cette courte préface qui présente ce qu'est aujourd'hui la décroissance, le reste est quasi semblable à l'édition de 2006. Pour les idées développées, l'analyse reste tout aussi valable et n'a pas vieilli. Tout qui veut connaître les tenants et aboutissants de la décroissance doit lire cet ouvrage magistral. En une douzaine de chapitres, Latouche éclaire ce qu'est et peut être la décroissance. Hélas, on ne trouve que quelques paragraphes écrits après 2006, tout le reste est l'ancienne version, comme le prouvent les références de bas de page qui sont quasi toutes antérieures à 2006. Il en va de même pour la bibliographie, très complète, mais non actualisée. Mais même les pros de la décroissance trouveront dans cette œuvre une utile synthèse de ce que sont les luttes antiproductivistes. Quant à ceux qui veulent découvrir la décroissance, c'est *Le livre* qu'il faut lire. Dans le chapitre « *La décroissance doit-elle être démographique?* » il aborde ce sujet qui fait souvent débat dans le milieu des décroissants, car les prises de position sont toujours passionnelles, touchant les croyances religieuses, le problème du droit à la vie et la foi dans les progrès de la science moderne. Latouche décrit les propositions un peu folles de ceux qui verraient bien la population mondiale divisée par 30 (en 150 ans quand même). S'il considère que lutter contre la surpopulation est une bonne chose, il affirme que c'est une option paresseuse, car « *elle ne porte pas atteinte aux rapports sociaux ni aux logiques de fonctionnement du système* ». L'ambition de Latouche est, en effet, un renversement de l'imaginaire qui domine aujourd'hui nos sociétés droguées au mythe de la croissance sans fin.

**Serge Latouche, *Le pari de la décroissance. Penser et consommer autrement pour une révolution culturelle*, Pluriel, 2022, 414 pages.**

A.A.



Les enquêtes post-covid se succèdent... et se ressemblent souvent! La première est signée d'un cardiologue belge retraité vivant en France qui, au départ, avait donné foi au narratif officiel, pour s'en détourner ensuite dans le courant de 2021; comme quoi il est toujours possible de se réveiller (ce vilain terme complotiste!). Le lecteur profite ici de la longue expérience d'un praticien qui a vu les principes sacrés de la médecine et de la démocratie balayés par une stratégie du

choc au printemps 2020, du jamais vu dans sa carrière. Avec une écriture claire et accessible, l'auteur parle de corruption systématique des politiques et des soignants par les lobbies pharmaceutiques, de vassalisation des médecins par les gouvernants, de censure planétaire, d'une perte des repères religieux et métaphysiques en Occident au profit du scientisme, d'un virus trafiqué en laboratoire en dehors de toute éthique, de l'imposition du dogme vaccinal par les gouvernements et les médias à leurs ordres, du rôle incontournable du Forum économique mondial et de la Fondation Bill et Melinda Gates dans la mise en place d'un Nouvel Ordre Mondial. Complotiste? J. Stevens revendique ce qualificatif, utilisant aussi l'expression de stratégie occulte. Pour sortir de la crise, il en appelle au retour à une médecine proche de la nature, en lien avec la subjectivité des patients et avec la spiritualité.

**Jean Stevens, *La pandémie de la peur et du mensonge. Un médecin en quête de vérité*, Augustin de Livois, 2022, 274 pages.**

B. L.



Ingénieure civile et assistante sociale, Anne Dumont fait également le tour de la question dans un court livre écrit au départ à destination des décideurs belges à divers échelons (bourgmestres, députés, journalistes), pour les informer sur des réalités scotomisées par les médias dominants depuis deux ans et les mettre devant leurs responsabilités. La plupart des constats étant identiques à l'ouvrage précédent, soulignons ici le beau travail de synthèse juridique, l'éclairante comparaison entre le traditionnel serment d'Hippocrate et la réécriture du code de déontologie médicale en 2018, ainsi que la partie sur la variole du singe, qui pourrait être le nouveau prétexte d'un resserrement des mesures sanitaires à venir, selon le professeur Christian Perrone.

Ingénieure civile et assistante sociale, Anne Dumont fait également le tour de la question dans un court livre écrit au départ à destination des décideurs belges à divers échelons (bourgmestres, députés, journalistes), pour les informer sur des réalités scotomisées par les médias dominants depuis deux ans et les mettre devant leurs responsabilités. La plupart des constats étant identiques à l'ouvrage précédent, soulignons ici le beau travail de synthèse juridique, l'éclairante comparaison entre le traditionnel serment d'Hippocrate et la réécriture du code de déontologie médicale en 2018, ainsi que la partie sur la variole du singe, qui pourrait être le nouveau prétexte d'un resserrement des mesures sanitaires à venir, selon le professeur Christian Perrone.

**Anne Dumont, Laurent Mucchielli (préface), *Covid-19. Des experts et ministres dignes de confiance?*, Marco Pietteur, 2022, 87 pages.**

B. L.



Gilles Nuytens nous emmène dans un étrange voyage aux frontières de l'absurde mais pas que! Ce pays, cette époque, cette plongée dans un monde déliquescents ne sont pas sans rappeler une certaine dérive sociale vécue au cours de ces deux dernières années sous l'ère du « *Conronavirus* »! Ce sont douze nouvelles tantôt désopilantes, tantôt tragiques, voire tragi-comiques avec des intitulés pas piqués des hannetons! Je ne citerai que « *Mille neuf cent septante-douze* » ou « *Footbook* » et bien sûr « *Le pet de travers* ». On y retrouve des clins d'œil à la politique, au cinéma, aux réseaux sociaux, à la religion... L'auteur prend un malin plaisir à distordre la réalité, à altérer notre vision de la culture (et pour faire de la contre-culture, il faut une bonne dose de culture, ce dont Gilles Nuytens ne manque pas), à perturber nos convictions et nos sens. On ne peut que sourire (jaune) en suivant « *Herbert Vincent* » dans sa poursuite des nouveaux envahisseurs pilotés par un « *N. Ron Dumbard* » plus illuminé que jamais. On s'esbaudit de l'hystérie collective qui mène la population docile à vivre en permanence avec un « *slibuc* » sur le visage (entendez par là le slip buccal) ou un lange aux fesses, on se laisse embarquer dans la folie des « *shoesies* » qui remplace la mode des selfies... C'est sanglant, cruel, jouissif, glaçant, dérangeant, irrévérencieux, (prémonitoire?), surtout lorsqu'on sait que ces nouvelles ont été rédigées entre 2014 et 2017! L'auteur nous offre ces perles revues et corrigées en 2021, mais sans jamais toucher à la base des péripéties. Préfacé par Michel Weber et Carlos Vaquera, avec une illustration de couverture superbe réalisée par Nuytens lui-même, cet opus de plus de 300 pages ne peut que séduire les amateurs de dystopies.

Gilles Nuytens nous emmène dans un étrange voyage aux frontières de l'absurde mais pas que! Ce pays, cette époque, cette plongée dans un monde déliquescents ne sont pas sans rappeler une certaine dérive sociale vécue au cours de ces deux dernières années sous l'ère du « *Conronavirus* »! Ce sont douze nouvelles tantôt désopilantes, tantôt tragiques, voire tragi-comiques avec des intitulés pas piqués des hannetons! Je ne citerai que « *Mille neuf cent septante-douze* » ou « *Footbook* » et bien sûr « *Le pet de travers* ». On y retrouve des clins d'œil à la politique, au cinéma, aux réseaux sociaux, à la religion... L'auteur prend un malin plaisir à distordre la réalité, à altérer notre vision de la culture (et pour faire de la contre-culture, il faut une bonne dose de culture, ce dont Gilles Nuytens ne manque pas), à perturber nos convictions et nos sens. On ne peut que sourire (jaune) en suivant « *Herbert Vincent* » dans sa poursuite des nouveaux envahisseurs pilotés par un « *N. Ron Dumbard* » plus illuminé que jamais. On s'esbaudit de l'hystérie collective qui mène la population docile à vivre en permanence avec un « *slibuc* » sur le visage (entendez par là le slip buccal) ou un lange aux fesses, on se laisse embarquer dans la folie des « *shoesies* » qui remplace la mode des selfies... C'est sanglant, cruel, jouissif, glaçant, dérangeant, irrévérencieux, (prémonitoire?), surtout lorsqu'on sait que ces nouvelles ont été rédigées entre 2014 et 2017! L'auteur nous offre ces perles revues et corrigées en 2021, mais sans jamais toucher à la base des péripéties. Préfacé par Michel Weber et Carlos Vaquera, avec une illustration de couverture superbe réalisée par Nuytens lui-même, cet opus de plus de 300 pages ne peut que séduire les amateurs de dystopies.

**Gilles Nuytens, Michel Weber et Carlos Vaquera (préfaces), *Chroniques de l'Absurdistan*, Beaudelaire, 365 pages.**

Marie-Ange Herman



Quand on est, comme l'auteur de ces lignes, impliqué dans le monde des idées écologiques, scientifiques et politiques, depuis près de 50 ans, on croit que l'on n'a plus guère à y apprendre. Pierre Charbonnier prouve le contraire dans son essai *Culture écologique*. Ce n'est pas le livre d'un militant, mais plutôt l'œuvre d'un pédagogue qui souhaite éclairer (*Aufklärung*) la genèse et le développement (non linéaire) des approches écologiques. Par exemple, sur la révolution néolithique qui a vu naître l'élevage et l'agriculture, les écologistes y voient souvent la source de la propriété, donc des inégalités sociales et aussi de l'État. Charbonnier, tout en nuances, montre que ce tournant ne fut pas brutal, mais progressif, avec une période de transition de plusieurs millénaires. Ce fut non pas juste un entre-deux, mais une période très intéressante en soi, avec des essais et erreurs, et des alternances entre diverses voies anthropologiques. L'auteur montre aussi comment nature et culture ne sont pas des réalités opposées, mais qu'elles dialoguent en permanence, le milieu influençant le social et celui-ci rétroagissant sur l'environnement physique. Avec des références inattendues et d'autres bien connues, Charbonnier réagence son texte en huit chapitres qui unifient le tout (allant de « *La nature domestiquée* » à « *La réinvention de la société* » en passant par « *Les limites du capitalisme* ». Le tout est écrit dans une langue précise émaillée d'exemples appropriés. En bref, vaut le voyage.

**Pierre Charbonnier, *Culture écologique*, Presses de Sciences Po, 2022, 341 p.**

A.A.

# De quoi Kairos est-il le nom ?

Illustration: Antoine Demant

## 1. Kairos, crise et liberté

On s'en souvient, le *kairos* renvoie — au moins depuis Homère — à l'occasion propice, au moment favorable. Il n'est donc pas étonnant qu'il soit très souvent mis en réseau avec la *krisis*, qui nomme la crise, c'est-à-dire le moment décisif, le moment de vulnérabilité d'un individu, ou d'une communauté, lors duquel tout se joue, la certitude du meilleur comme la possibilité du pire. Le lien avec la question de la liberté est immédiat : le moment *kairique* est toujours *critique*, et il peut être envisagé comme celui du saut dans le vide des futurs qui n'existent pas encore. Ce moment peut être angoissant, car il implique que les chaînes causales passées soient brisées, alors même que les conséquences futures ne sont pas assignables (S. Kierkegaard avant H. Bergson et A. N. Whitehead). En somme, si la liberté est bien la première des sécurités, les destinées individuelles et collectives sont toujours en devenir et en dévenir, comme l'écrivait Maître Eckhart (dont la pensée n'a jamais suscité de tollé). Le sens de la vie se trouve dans ces moments critiques et nulle part ailleurs.

## 2. Penser la gauche

Le « tournant de la rigueur » de mars 1983 et le torpillage de l'union de la gauche en juillet 1984 par Mitterrand peuvent servir de borne historique à la faillite politique de la « gauche ». En bref, la question de la lutte des classes a été évacuée au profit du dogme néolibéral, et il ne reste plus que des combats idéologiques futiles — créés par ce néolibéralisme — pour définir ce qui serait spécifiquement de gauche. En fin de compte, les créatures politiques de gauche en sont depuis lors réduites à se définir négativement par tout ce qu'elles refusent en invoquant un agenda et un lexique qui ne sont plus le leur. Inutile de dire qu'une telle existence ectoplasmique demande d'exercer activement ce qu'Orwell nommait la double-pensée.

Il faut donc revenir à l'essentiel : la gauche ne peut se définir que par son souci de l'autre — de tous les « autres ». En aucun cas elle ne peut promouvoir un quelconque égoïsme politique, économique ou écologique. On se situe en effet d'autant plus à droite qu'on ne se soucie que de son intérêt personnel après avoir évacué l'idée même de bien commun et de biosphère commune. Cette simple mise au point permet de comprendre que refuser le clivage gauche/droite équivaut à détruire la possibilité même de la politique. De plus, elle met en évidence une conséquence importante : être de gauche permet de comprendre le point de vue de la droite, puisqu'on ne peut que se soucier du bien commun dont il serait vain d'exclure certains acteurs sociaux (sauf ceux à la perverse toxicité) ; à l'inverse, la créature politique droitiste ne peut en aucune manière comprendre, et donc accepter, le point de vue gaucher.

Plus précisément encore : puisque penser nécessite la manipulation de généralisations bien tempérées, on peut avancer la thèse que la pensée est *nécessairement* de gauche et qu'elle présuppose une certaine maturité : on voudrait nous faire croire que tous et toutes ont le cœur à gauche et la raison à droite ; que, bien sûr, le citoyen voudrait généreusement accepter les exigences d'une justice sociale totale — si seulement cela était raisonnable (ou même rationnel)<sup>1</sup>. Remarquons, au contraire, que nous sommes viscéralement enclins à promouvoir nos intérêts et ceux de nos proches tandis que la raison, la vraie, promeut nécessairement l'universel dans le devenir. Penser, cela veut dire penser pour le bien commun.

## 3. Kairos est le journal de la crise

De tout ceci il suit que *Kairos* doit être compris comme le journal de la crise, le journal où l'on pense, sans aucun tabou, la crise globale systémique qui est la nôtre. Tâche difficile s'il en est puisque l'âme faustienne de l'Occident, sa volonté de puissance, est confrontée à ce moment si bien décrit par Goethe : après avoir vendu son âme au diable capitaliste, celui-ci se manifeste sous son vrai jour pour exiger impérativement son dû. Comment rendre impuissant à la fois le prédateur et sa proie ? Question archétypale. Faut-il dès lors



s'étonner que ce moment critique s'accompagne d'une décompensation psychotique généralisée ? Que personne ne veuille voir l'écueil économique (qui est aussi écologique) et regarder la bête prédatrice dans les yeux ? Que tous les prétextes soient bons pour détourner le regard du diagnostic et de la chronologie critiques publiés dès 1972 par D. Meadows ? Que la caste politique cherche à terrasser le peuple par l'absurdité de la terreur, induite par l'hystérie sanitaire et autres stratagèmes ?

## 4. Kairos est un journal critique

Journal critique de gauche, *Kairos* ne peut être qu'un outil de navigation critique. C'est très précisément ce qu'autorise la posture gauchère (renonçons à parler péjorativement de gauchisme). Cet impératif est moralement (si pas éthiquement) insubmersible. Il faut beaucoup de mauvaise foi pour refuser de le reconnaître. Dans un monde déboussolé, il est important de ne pas perdre son compas et de se mettre en chemin.

## 5. Kairos est un journal au bord de la crise

Pour toutes ces raisons, la posture de *Kairos* est inconfortable. Pour penser, il faut se situer dans les marges, et cela demande donc une grande discipline — voire une ascèse — et une certaine aptitude visionnaire. Penser la crise ne se résume pas à établir un diagnostic ; cela ne veut pas dire non plus avoir dans sa manche un nouveau modèle sociétal qui répondrait immédiatement à l'angoisse du saut dans l'inconnu ; cela demande d'avoir la finesse de rendre possible et de cultiver la synergie que Gramsci a identifiée en 1929 déjà : allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté. Redéfinir et rénover les idéaux de gauche n'est pas plus chose aisée dans un contexte idéologique d'extrême droite. Rester ouvert à la totalité du spectre politique est d'autant plus hasardeux que chacun a maintenant tendance à penser en termes binaires... alors même qu'il n'y a plus, de fait, d'alternative binaire dans ce spectacle politique complètement piloté par les idéologues de droite.

C'est le moment de se souvenir que dans *L'Iliade*, le *kairos* désigne aussi l'endroit particulièrement vulnérable du corps d'un individu (comme le talon d'Achille). De fait, *Kairos* fait l'objet de l'attention généralement malveillante, et parfois même sournoise, de la droite extrême et des « antifas » autoproclamés. Si elle n'est pas monolithique, cette droite extrémiste a en commun un seul agenda : la survie du capitalisme, quoi qu'il en coûte. Une brève mise en perspective historique suffit à l'indiquer. Le capitalisme s'est enraciné dans la société à l'aide de deux racines vampiriques : l'extractivisme et l'industrialisme, d'une part, et le système bancaire et boursier, d'autre part. Le capitalisme industriel a créé une sorte de nouvelle noblesse terrienne attachée à ses avoirs matériels, à un fondamentalisme religieux et à une certaine morale (souvent protestants), à la Patrie, et à un État fort (afin de garantir la propriété privée et l'ordre nouveau). Le capitalisme financier s'apparente, pour sa part, à la noblesse de robe, une forme sophistiquée de propriétaires immatériels ne promouvant que la religion du marché parfait, de la globalisation apatride, de la dérégulation, et de la privatisation de l'État, c'est-à-dire de son implosion sur le mode cyberpunk. L'égoïsme des premiers (celui de L. Strauss, 1932) ne correspond donc pas exactement à celui des seconds (celui de F. Hayek, 1944), mais leur rage prédatrice est la même, et les ambiguïtés qu'ils entretiennent savamment leur permettent de brouiller les pistes en se faisant passer tour à tour pour les promoteurs des anciennes valeurs judéo-chrétiennes, les seuls véritables (trans) humanistes, les uniques garants des libertés fondamentales... La cible est toujours la même : le peuple présenté comme vorace et imbécile.

L'épisode nazi est, de ce point de vue, extrêmement significatif : instrumentalisé par les industriels afin de détruire le communisme, le fascisme nazi a finalement été activement soutenu par la grande finance internationale. À cette fin, il s'est avancé masqué pour braconner sur les terres communistes et petites bourgeoises en prétendant remplacer l'Internationale socialiste par le national-socialisme. Son programme était (déjà !) néolibéral, hygiéniste, eugéniste et génocidaire. Répétons que considérer le spectre politique à partir de son (extrême) gauche permet de contextualiser toutes les postures politiques et d'en apprécier la justesse éventuelle. Les conséquences sont importantes : humainement, il est possible de comprendre la détresse qui conduit de trop nombreux déboussolés à embrasser une idéologie qui les asservit ; politiquement, on peut reconnaître que certains constats factuels sont partagés par-delà les divergences idéologiques (au sens large) ; tactiquement, des alliances *a priori* improbables deviennent pensables. Le prix à payer est simple : rester fermement ancré dans le factuel permet de discerner, depuis son centre, les fausses prémisses et, surtout, les conséquences funestes qu'elles cherchent à promouvoir (à commencer par le racisme et la xénophobie).

Est-il en effet raisonnable, ou même rationnel, de refuser de fédérer les résistances, alors que la crise systémique menace de nous emporter tous, sans distinction idéologique, mais avec une logique de classe très virulente (ceci dit sans mauvais jeu de mots) ? Finalement, le lecteur voudra bien se souvenir que, privé de subventions, *Kairos* ne dépend plus que de son talent et de son opiniâtreté pour survivre au déchaînement des plus noires passions. Le système nous veut triste et il nous faut rester joyeux pour lui résister... (G. Deleuze)

**Michel Weber, thérapeute ayurvédique viscéralement anarcho-communiste et accidentellement essayiste.**

1. « Quand on n'est pas de gauche à vingt ans c'est qu'on n'a pas de cœur, quand on l'est encore à quarante, c'est qu'on n'a pas de tête. » (Denis Kessler, s'inspirant peut-être de Clémenceau ou de Shaw).



\* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB,  
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : [www.kairospresse.be/abonnement](http://www.kairospresse.be/abonnement)

(Abonnement belge à partir de 20 € pour 5 numéros, 25 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

